

L'ASSURANCE SUR LA VIE

INSTRUMENT DE CRÉDIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 2 décembre 1935, à 14 heures

PAR

André LOISEAU

Président : M. MAURICE PICARD, professeur

Suffragants : { *MM. DEMOGUE, professeur*
HAMEL, professeur

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1935

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ASSURANCE SUR LA VIE

INSTRUMENT DE CRÉDIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 2 décembre 1935, à 14 heures

PAR

André LOISEAU

Président : M. MAURICE PICARD, professeur

Suffragants : { MM. DEMOGUE, professeur
HAMEL, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1935

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



L'ASSURANCE SUR LA VIE

INSTRUMENT DE CRÉDIT

INTRODUCTION

L'assurance sur la vie est un contrat dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine.

MM. Colin et Capitant la définissent « un contrat par lequel l'assureur, en retour d'une prime ou cotisation, laquelle peut être soit unique, soit annuelle, s'engage à payer à l'assuré ou à toute autre personne désignée par lui, une somme d'argent (capital ou rente) lorsque se réalisera l'événement prévu au contrat (mort de l'assuré, mort d'un tiers, survie de l'assuré ou du tiers désigné au bout d'un délai déterminé) (1).

Pour M. Dupuich, c'est une « assurance par laquelle une personne nommée assureur promet à une personne nommée preneur d'assurance, en retour d'une prestation appelée prime, de procurer un certain bénéfice à une personne nommée bénéficiaire sous une condition ou un terme » (2).

En s'inspirant de ces trois définitions l'on peut dire, pour donner une idée très précise de l'assurance sur la vie, que c'est un contrat d'assurance par lequel un assureur

1. Colin et Capitant, *Droit civil*, 5^e éd., II.

2. Dupuich, *l'Assurance-Vie*, 2^e éd., n^o 12.

promet au stipulant ou souscripteur, en échange d'une prime soit unique soit annuelle versée par ce dernier, de payer à une personne appelée bénéficiaire un capital ou une rente lorsque se produira l'événement prévu dans la police, et qui est : soit le décès de l'assuré, c'est-à-dire de la personne sur l'âge et la santé de qui est calculée la prime, soit au contraire la survie de l'assuré après un délai fixé, soit indifféremment le décès ou la survie au delà du temps stipulé.

Dans tous les cas, la souscription d'une assurance sur la vie « crée à la charge de l'assureur.... une dette ayant pour objet... le capital assuré »... (1), « une créance est ainsi entrée dans le patrimoine du contractant » (2).

La police d'assurance sur la vie, qui est le titre représentatif de cette créance va donc pouvoir être utilisée pour le crédit comme tout titre de créance : valeur mobilière, reconnaissance de dette ou autres. En effet, offerte en garantie à un capitaliste, elle inclinera celui-ci à consentir un prêt dans la mesure où il estimera que le droit de créance contre l'assureur lui donne un moyen suffisamment sérieux et solide de retrouver le montant de son prêt si le débiteur ne s'en acquitte pas aux dates et conditions convenues.

Ainsi, « l'industriel qui achète un fonds de commerce, l'avoué, le notaire qui vont acquérir une charge, le fonctionnaire public, le gérant ou le caissier d'une maison de banque ou de commerce qui ont à fournir un cautionnement, ont souvent besoin, s'ils n'ont pas de fortune, de recourir à un emprunt dont ils se libéreront annuellement

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 395.

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 397.

sur les bénéfices de leur profession ou les produits de leur emploi. L'assurance seule peut ôter au capitaliste la crainte de voir mourir son débiteur avant l'acquittement de sa dette et lui offrir une garantie suffisante pour le déterminer à livrer avec confiance ses capitaux » (1).

L'assurance sur la vie peut encore garantir le remboursement d'une commandite ou d'une créance hypothécaire.

Elle peut enfin, d'une façon plus générale, permettre à toute personne qui éprouve des difficultés financières passagères de trouver rapidement un prêt, par exemple une ouverture de compte courant en banque, sur remise en garantie de la police. Notons toutefois que serait nulle l'attribution d'une police d'assurance sur la vie destinée à garantir une dette n'ayant pas une existence légale. Ainsi, il a été jugé que le nantissement d'une police « contrat accessoire, doit suivre le sort de la créance nantie et par conséquent est dépourvu d'effet s'il a pour but de garantir une dette de jeu » (2).

Nous étudierons donc les conditions dans lesquelles l'assurance sur la vie peut être affectée à la garantie d'un prêt, ainsi que les deux difficultés les plus importantes que soulève l'emprunt sur police : le principe du paiement facultatif des primes, et le caractère des avances faites par l'assureur ; enfin, nous indiquerons les risques inhérents au contrat d'assurance sur la vie, et qui résultent soit des limitations de la garantie accordée par l'assureur, soit des nullités spéciales à ce genre de contrats, laissant

1. Instructions générales d'une compagnie d'assurance sur la vie à ses agents.

2. Bordeaux, 13 mars 1906, *J. A.*, 07.123 et Cass. Req., 31 juillet 1907, *J. A.* 08.262.

de côté les nullités de droit commun qui sortent du cadre de cette étude.

Les chapitres successifs seront donc consacrés aux questions suivantes :

Qui peut emprunter ? (Chap. 1^{er}). Sur quelles polices ? (Chap. II). Jusqu'à concurrence de quelle somme ? Prêts sur le capital assuré ou sur la valeur de rachat (Chap. III). Comment peut-on affecter la police en garantie ? par transfert de propriété, attribution du bénéfice, nantissement (Chap. IV). Comment le créancier peut-il réaliser sa garantie ? Notamment peut-il exiger le rachat ? (Chap. V).

Deux difficultés particulièrement importantes : le paiement des primes peut-il être rendu obligatoire (Chap. VI), et les avances faites par l'assureur sont-elles des prêts sur police ou des paiements partiels anticipés ? (Chap. VII).

Deux sortes de risques courus par le créancier : ceux qui résultent des exclusions de garantie de l'assureur (Chap. VIII) ; ceux qui résultent de la nullité qu'encourt le contrat ou son transfert, dans certains cas particuliers aux assurances sur la vie (Chap. IX).

CHAPITRE PREMIER

Qualités et conditions à réunir pour pouvoir emprunter sur mise en garantie de la police.

Pour pouvoir donner une garantie à un créancier sous forme d'assurance sur la vie, que ce soit par nantissement de la police, attribution du bénéfice, ou transfert en propriété, il est nécessaire de réunir certaines qualités et conditions qui se retrouvent dans tous les cas, et s'ajoutent aux autres conditions que les circonstances peuvent imposer, ainsi qu'on le verra ultérieurement. Constituer un gage, attribuer le capital assuré, ou abandonner tous ses droits sur une police sont en effet des actes de disposition ; pourront donc les accomplir ceux-là seuls qui disposent de la police, c'est-à-dire le contractant ou souscripteur et, dans certains cas, le bénéficiaire ; il faut posséder l'une de ces qualités pour utiliser la police d'assurance sur la vie comme instrument de crédit.

A. — Le contractant.

Le droit de disposition du contractant sur la police souscrite par lui ne fait aucun doute : L'article 64 de la loi du 13 juillet 1930 édicte en termes impératifs que

«... le droit de révoquer la stipulation (d'attribution du bénéfice) n'appartient qu'au stipulant »

Pour les contrats antérieurs à cette loi, il résulte de l'article 1134 du Code civil que les contractants seuls peuvent modifier les effets des conventions passées entre eux, notamment l'attribution du bénéfice en matière d'assurance sur la vie ; or, qui est « contractant » en l'espèce ? M. Dupuich donne la réponse : « Des quatre personnes qui jouent un rôle dans l'assurance sur la vie, deux seulement sont à considérer comme contractants : ce sont d'une part l'assureur et d'autre part le preneur d'assurance (ou) contractant » (1) ; quant au bénéficiaire, il « n'est pas partie au contrat, dont il a simplement le droit de profiter dans des conditions déterminées » (2) et l'assuré « qui ne se présente au contrat que pour consentir que sa vie soit le terme ou le délai des obligations... contractées... est étranger aux stipulations et obligations contenues dans cet acte (3).

C'est donc normalement le contractant qui peut disposer de la police au profit de son créancier ; mais il doit en outre réunir les conditions suivantes :

La première est qu'il obtienne le consentement de l'assuré. La loi du 13 juillet 1930, dans son article 57, précise que « le consentement de l'assuré doit, à peine de nullité, être donné par écrit pour toute cession ou constitution de gage ou pour transfert du bénéfice du contrat souscrit sur sa tête par un tiers ». Et pour les contrats antérieurs à la loi de 1930, il en est de même, car cette règle du consentement de l'assuré est aussi ancienne que

1. Dupuich, *op. cit.*, 2^e éd., n° 17.

2. Comm. Seine, 11 avril 1888, *J. A.*, 83.441.

3. Civ. Seine, 20 janvier 1869, *J. A.*, 70.444.

l'assurance-vie, même lorsqu'il s'agit simplement de transférer le bénéfice ; M. Dupuich dit (1) : « Les polices... exigent toujours expressément que l'assentiment de l'assuré soit fourni pour chaque transfert de l'assurance ; or on s'accorde à reconnaître qu'il n'y a là qu'une application du principe suivant lequel la vie d'un homme ne peut sans son consentement se trouver mise en risque au profit d'un tiers »... « Au surplus, lors même que les statuts et les polices ne contiendraient aucune disposition... il n'en faudrait pas moins... exiger cet assentiment à peine de nullité... » La seule différence entre les polices antérieures et les polices postérieures à la loi de 1930 est que, pour ces dernières, le consentement doit être donné par écrit avec indication de la somme assurée, alors que pour les polices antérieures il n'existait aucune condition de forme.

Chaque fois donc que le souscripteur n'aura pas la qualité d'assuré, ou encore en cas d'assurance sur plusieurs têtes, il faudra obligatoirement le consentement écrit de l'assuré ou des assurés pour que le stipulant puisse transférer la police en garantie à un créancier ; par suite, le défaut de consentement de l'assuré, ou, s'il y en a plusieurs, d'un seul d'entre eux, suffira pour empêcher le souscripteur de tirer parti de la police en vue d'obtenir un crédit.

La deuxième condition est que le bénéficiaire n'ait pas accepté l'attribution qui lui avait été faite ; en effet, lorsque le bénéficiaire a accepté l'attribution, soit expressément, soit tacitement, le souscripteur ne peut plus disposer de la police car ce serait diminuer l'attribution soit par-

1. *Op. cit.*, n° 77.

tiellement soit totalement, suivant l'importance des droits du créancier, ce qui est impossible puisque l'acceptation consolide définitivement le bénéfice sur la tête du bénéficiaire (1).

La loi du 13 juillet 1930 est formelle à ce sujet puisqu'elle stipule à l'article 64, § 1, que « la stipulation en vertu de laquelle le bénéfice de l'assurance est attribué à un bénéficiaire déterminé, devient irrévocable par l'acceptation expresse ou tacite du bénéficiaire ».

Les polices antérieures à la loi de 1930 sont soumises au même régime.

« Cette acceptation, déclare M. J. Lefort (2),... consacre (la créance) elle la rend définitive pour la personne visée, elle la consolide sur la tête du bénéficiaire en ce sens qu'à partir de la date où elle a été exprimée, toute contestation est impossible, nul n'est capable de toucher, lors du décès de l'assuré, la somme convenue. C'est cette acceptation qui... interdit à l'assuré de révoquer la stipulation au profit d'une autre personne » ; et l'on trouve une abondante jurisprudence en ce sens (3).

Bien entendu, il est toujours loisible au bénéficiaire de donner son accord au souscripteur sur la remise en gage de la police.

1. Orléans, 26 mars 1887, *J. A.*, 87.173 ; Douai, 14 avril 1890, *J. A.*, 91.57 ; Bourges, 17 juillet 1890, *J. A.*, 91.24 ; Trib. civ. Seine, 17 déc. 1894, *J. A.* 95.192.

2. Lefort, *Nouveau traité de l'Assurance sur la Vie*, I, pp. 534 et suivantes.

3. Cass., 16 janvier 1884, *J. A.* 88. 68 ; Cass., 8 avril 1895, *J. A.*, 95.226 ; Bordeaux, 27 octobre 1908, *J. A.*, 09.267.

B. — Le bénéficiaire.

Quelquefois, la qualité de bénéficiaire permettra de disposer de l'assurance au profit d'un créancier, mais il faudra alors réunir plusieurs conditions :

a) *Régime des polices assujetties à la loi du 13 juillet 1930.*

Les conditions édictées par la loi du 13 juillet 1930 sont les suivantes : d'abord « avoir accepté la stipulation faite à son profit (art. 70) ; ensuite que « la cessibilité de ce droit (ait) été expressément prévue » ou qu'il obtienne « le consentement du contractant » (art. 70) ; en outre avoir le consentement écrit de l'assuré (art. 57), s'il est distinct du souscripteur. Si c'est le souscripteur qui est l'assuré, il semble qu'il soit nécessaire de lui demander son consentement au moment précis où la police est cédée ou nantie, même lorsque la cessibilité a été prévue une fois pour toutes dans la police, car, en autorisant des cessions ultérieures, le souscripteur-assuré doit être considéré comme ayant accepté à l'avance, en tant que souscripteur, toute cession faite par le bénéficiaire, mais en qualité d'assuré ce n'est qu'au moment de la cession qu'il peut vérifier si la personne qui a intérêt à ce qu'il décède est digne de confiance, et son consentement à ce moment précis est nécessaire.

b) *Régime des polices antérieures à la loi du 13 juillet 1930.*

L'on doit également admettre que le bénéficiaire d'un contrat antérieur à la loi de 1930 peut transférer le bénéfice

à son créancier ; les auteurs précisent que « le bénéficiaire a la latitude de disposer de la créance. Certes le droit d'attribution ne lui appartient pas... mais il en est autrement du droit de cession » (1)... « nanti d'une créance contre la compagnie, le bénéficiaire peut en disposer, il peut... céder sa créance puisqu'il en est personnellement et exclusivement titulaire... » (2).

Mais pour effectuer la cession du bénéfice, le bénéficiaire d'une police antérieure à la loi de 1930 doit également remplir plusieurs conditions : Premièrement, avoir accepté la stipulation ; mais il ne faut pas oublier que l'acceptation peut être seulement tacite, et qu'il a été jugé que « l'acceptation résulte de l'abandon partiel de son droit au capital assuré consenti par le bénéficiaire en faveur d'un créancier, cet abandon impliquant nécessairement l'acceptation préexistante » (3). Deuxièmement, « obtenir... l'assentiment de l'assuré » (4), car « l'attribution en cours de contrat n'est valable que si elle a lieu avec l'assentiment de la personne sur la vie de laquelle repose l'assurance (5). Enfin, il faut certainement l'assentiment du stipulant ; cela résulte implicitement de cette considération que « les droits du bénéficiaire... sont limités... par les restrictions que le stipulant y aurait apportées expressément ou tacitement » (6). Or, étant donné les considérations d'ordre moral qui sont de l'essence du contrat d'assurance, l'on peut admettre que le stipulant a toujours un motif personnel en attribuant la stipulation à tel béné-

1. Lefort, *op. cit.*, t. II, p. 171.

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 437.

3. Nancy, 17 janvier 1888, D. P., 89.2.153.

4. Dupuich, *op. cit.*, n° 437.

5. Dupuich, *op. cit.*, n° 218.

6. Dupuich, *op. cit.*, n° 436.

ficiaire, et qu'il serait contraire à son intention présumée que le bénéficiaire cède son droit sans l'accord du stipulant.

Il est bon de souligner ici que, pour fixer définitivement sur sa tête le droit de disposer du bénéfice de la police, il n'est pas nécessaire que le bénéficiaire ait accepté expressément ; l'acceptation tacite suffit (1), mais évidemment « elle ne peut résulter que d'un acte ou d'un fait qui ne laisse aucun doute sur la volonté d'accepter » (2). Notamment il a été jugé que « l'acceptation de l'époux bénéficiaire peut résulter de ce qu'il a concouru au contrat d'assurance, par exemple comme stipulant dans une assurance sur deux têtes » (3) ou que « le mari qui intervient pour assister sa femme dans un contrat d'assurance passé à son profit par celle-ci fait connaître sa volonté d'en accepter le bénéfice » (4) ou que « le bénéficiaire qui refuse de se dessaisir de la police manifeste d'une manière non équivoque l'intention d'accepter la stipulation faite à son profit » (5).

L'acceptation du fils mineur, quand son père a stipulé à son profit, résulte-t-elle de l'acte lui-même ? Il en a été décidé ainsi par la Cour d'Orléans le 26 mars 1887 (6) ; mais cette décision est isolée ; il est généralement admis qu'il n'y a pas acceptation tacite si l'intention d'accepter n'est pas clairement manifestée dans l'acte (7). Le père

1. Caen, 14 mars 1876, D. P., 77.2.131 ; Dijon, 13 janvier 1888 et *Req.*, 23 juin 1889, D. P., 90.1.73 ; Nancy, 17 janvier 1888, D. P., 89.2.153 ; Rouen, 21 mars 1893, D. P., 94.2.171.

2. Civ. Nantes, 15 mai 1899, D. P., 1903, 2.377.

3. Cass. Civ., 28 mars 1877, D. P., 77.1.241.

4. Paris, 5 mai 1899, D. P., 01.2.240.

5. Bourges, 3 juin 1891, D. P., 93.1.402.

6. D. P., 88.2.140.

7. Civ. Orléans, 28 décembre 1886, D. P., 88.2.140 ; Besançon, 11 novembre 1898, D. P., 99.2.81.

reste donc le maître de révoquer la stipulation tant qu'il ne l'a pas acceptée au nom de son fils (1).

D'autres personnes que le souscripteur ou le bénéficiaire peuvent-elles disposer de la police, et par suite l'utiliser dans un but de crédit? L'on doit répondre négativement.

L'assuré, lorsqu'il est distinct du souscripteur, n'a certainement aucun droit sur l'assurance car, n'étant pas partie au contrat, il ne peut en modifier les effets.

Les créanciers de l'assuré n'ont, par voie de conséquence, aucun droit sur la police, « le tiers assuré n'ayant aucun droit sur l'assurance, ses créanciers ne peuvent avoir à en exercer aucun en son nom » (2).

Les créanciers du souscripteur peuvent-ils modifier l'attribution bénéficiaire au profit de leurs propres créanciers? Il n'est pas douteux que cela leur est interdit; depuis longtemps déjà la doctrine est formelle sur ce point : « Les créanciers sont hors d'état... de révoquer l'attribution faite par leur débiteur, d'imposer une substitution » (3)... « Il faut toujours refuser aux créanciers le droit de révoquer l'attribution de l'assurance faite à un tiers par leur débiteur » (4), et la jurisprudence, après quelques hésitations, se fixa en ce sens (5). La loi du 13 juillet 1930 a consacré définitivement cette théorie en stipulant dans son article 64 que « le droit de révoquer l'attribution n'appartient qu'au stipulant et ne peut en conséquence être exercé de son vivant par ses créanciers ».

1. Cass. Civ., 25 avril 1903, D. P., 04. 1. 150.

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 484.

3. Lefort, *op. cit.*, II, p. 385.

4. Dupuich, *op. cit.*, n° 464.

5. Civ., Bar-sur-Aube, 18 mars 1886, *J. A.*, 86.266; Paris, 10 mars 1896, *J. A.*, 96.201; Comm., Nantes, 4 mars 1903, *J. A.*, 1903.463.

Quant aux créanciers du bénéficiaire acceptant, pourraient-ils contraindre leur débiteur à leur transférer le bénéfice de façon à utiliser la police comme moyen de crédit? Il semble bien que l'on doive le leur refuser. L'article 1166 du Code civil qui autorise les créanciers à faire valoir les droits de leur débiteur et agir en son nom leur refuse l'exercice des droits exclusivement attachés à sa personne ; or l'on ne voit pas pourquoi le droit d'attribution, considéré comme exclusivement personnel lorsqu'il est détenu par le stipulant (1), changerait de caractère lorsqu'il appartient au bénéficiaire.

L'on peut donc conclure que seuls le stipulant ou le bénéficiaire, et, bien entendu, les personnes munies de leur autorisation, sont appelés à bénéficier du crédit que procure l'assurance sur la vie.

1. Rouen, 6 août 1895, *J. A.*, 98.91 ; Paris, 10 mars 1896, *J. A.*, 96.201 ; Bordeaux, 27 octobre 1908, *J. A.*, 1909.267.

CHAPITRE II

Quelles polices peuvent être utilisées comme garantie d'un prêt?

Les assurances-vie peuvent se diviser en trois grandes catégories : les assurances en cas de vie, les assurances au décès et les assurances mixtes. L'on constatera que toutes les formules comprises dans cette classification ne sont pas également aptes à servir d'instrument de crédit.

A. — Assurances en cas de vie.

1° *Prêts sur le capital assuré.*

Les assurances en cas de vie (capitaux différés, rentes différées ou immédiates, sans contre-assurance), font dépendre l'exécution du contrat par l'assureur de la survie de l'assuré au bout d'un délai fixé dans la police, ou de son existence à chaque terme pour les rentes ; or la survie après un délai quelconque est un événement incertain par excellence, dont la non-réalisation supprime toute prestation de la part de l'assureur qui garde les primes versées. La police en cas de vie ne peut donc être remise en garantie, car elle peut être anéantie par un décès survenu trop tôt,

2° *Prêts sur la valeur de rachat.*

Il ne peut davantage être question de prêt sur la valeur de rachat, puisque les assurances en cas de vie n'en com-

portent pas, pour des raisons d'ordre technique qui sortent du cadre de cette étude.

B. — Assurances en cas de décès.

1° *Prêts sur le capital assuré.*

Pour les assurances en cas de décès, une distinction doit être faite. Les formules qui prévoient le paiement du capital au décès de l'assuré, à quelque époque qu'il survienne, peuvent très bien servir de garantie, car la mort étant un événement certain, le créancier sait qu'il recevra la somme garantie par le contrat ; il ignore quand il la recevra, mais il est sûr qu'un jour cette assurance-décès fera rentrer dans son patrimoine les sommes prêtées, si elles ne lui ont été remboursées auparavant par le jeu du mode d'extinction principal de la dette (1). Dans cette série d'assurances-décès se groupent toutes les assurances « vie-entière » à primes temporaires, viagères ou uniques, sur une ou plusieurs têtes.

Les formules d'assurances-décès « temporaires » ne prévoient le paiement du capital garanti que si le décès survient avant un terme fixé, par exemple : 5 ans, 10 ans ou 20 ans ; si, au terme fixé, l'assuré est en vie, l'assureur est libéré de toute obligation et garde les primes ; de sorte que le gage du prêteur peut tomber à néant, si le décès ne survient pas avant l'époque fixée ; et pourtant ces assurances « servent surtout à garantir les emprunts » (2). En effet, l'assurance-vie utilisée pour le crédit n'est pas,

1. Nous laissons à part dans cette hypothèse et toutes celles qui suivent la condition de paiement des primes, qui sera examinée au chapitre VI.

2. Lefort, *op. cit.*, I, p. 123.

sauf de rares exceptions, considérée comme un moyen principal d'éteindre une dette, mais comme une garantie supplémentaire ; un homme qui, pour acheter un fonds de commerce ou une étude, a fait un emprunt à un ami, lui proposera de signer une reconnaissance de dette avec remboursement, par exemple, en vingt annuités : ce sera là le mode d'extinction principal de la dette : mais le prêteur qui ne redoute pas les risques d'indélicatesse, ou d'insolvabilité, n'en craint qu'un seul : le risque de décès de l'emprunteur avant qu'il ne lui ait tout remboursé : décès qui pourrait lui enlever tout espoir de retrouver ce qui restera dû de son prêt, car une mort subite laisse presque toujours la veuve dans une situation précaire. De son côté, le débiteur peut vouloir éviter à ses héritiers la charge de cette dette en cas de décès prématuré.

En face de cette double crainte, l'emprunteur peut souscrire une assurance « temporaire » au bénéfice du prêteur pour une durée égale à celle du remboursement du prêt, soit 20 ans dans l'exemple choisi : ainsi, l'assurance temporaire interviendra au décès prématuré de l'emprunteur (qui sera l'assuré et le souscripteur de la police d'assurance-vie) et peu importe qu'après 20 ans l'assureur soit libéré de toute obligation, puisque, à ce moment, en vertu de l'acte de reconnaissance de dette, le débiteur aura tout remboursé.

Enfin, les assurances en cas de décès comprennent les assurances de survie. Dans ces formules, l'assureur verse « le capital convenu au bénéficiaire désigné et à celui-là seulement à l'exclusion de tout autre, et à la condition qu'il soit vivant le jour de la mort de l'assuré » (1). Ces

1. Cours de M. de la Jaille, 1934 : Rappel des notions de 1^{re} année, p. 25.

formules font intervenir un élément d'incertitude : la survie du bénéficiaire à l'assuré, événement essentiellement douteux ; cela rend l'assurance de survie aussi peu apte à servir de garantie que l'assurance en cas de vie.

2^o *Prêts sur la valeur de rachat d'une assurance-décès.*

Les assurances « Vie entière » comportent une valeur de rachat. En effet, le risque couru par l'assureur va croissant, alors que les primes sont en principe nivelées, c'est-à-dire constantes ; il s'ensuit qu'une partie des premières primes est mise en réserve pour compléter l'insuffisance des dernières et est due par l'assureur, en cas de résiliation de la police, dans certaines conditions qui seront examinées ultérieurement. L'on peut donc envisager des prêts sur la valeur de rachat d'un assurance « Vie entière ».

Au contraire, les primes des assurances temporaires sont presque entièrement absorbées chaque année par les sinistres à payer ; la réserve conservée sur les premières primes est si minime que les assureurs ont toujours exclu la possibilité de racheter une police temporaire ; cela a d'ailleurs été confirmé par l'article 78 de la loi du 13 juillet 1930, qui autorise l'assureur à ne pas racheter les assurances temporaires ; il ne peut donc être envisagé d'emprunter sur la valeur de rachat d'une assurance temporaire (1).

Les assurances de survie ne comportent pas non plus de valeur de rachat, pour une autre raison : l'engagement de l'assureur est suspendu par une condition de survie ; si

1. L'on verra au chapitre III l'intérêt particulier qu'il y a à pouvoir emprunter sur garantie de la valeur de rachat.

elle ne se réalise pas, il ne doit rien ; il ne peut donc racheter un contrat sur lequel peut-être il n'aura aucun paiement à effectuer ; les polices d'assurance de survie excluent donc le droit de racheter, et cette stipulation est aujourd'hui ratifiée par l'article 78 de la loi du 13 juillet 1930.

C. — Assurances mixtes.

1^o *Prêts sur le capital assuré.*

La troisième catégorie est celle des assurances mixtes, elle comprend : les assurances mixtes, combinées, à terme fixe ; les assurances différées avec contre-assurance et les assurances dotales.

L'assurance mixte est la formule dans laquelle « l'assureur s'engage à payer un capital, soit à l'assuré lui-même (ou à des tiers) à une date déterminée, s'il est alors vivant, soit à ses héritiers (ou à des tiers) aussitôt après son décès, s'il meurt avant la date fixée » (1). Cette combinaison est une des plus usitées : « Elle englobe à elle seule près des trois quarts des assurances actuellement en cours » (2) et convient parfaitement comme instrument de crédit : en effet, le capital est dû par l'assureur aussi bien en cas de vie qu'en cas de décès et le créancier ne court pas le risque que sa garantie soit anéantie par un décès survenu trop tôt ou trop tard. Elle a en outre l'avantage sur l'assurance pour la vie entière que le créancier sait que, au plus tard à la date déterminée, il pourra recevoir le capital assuré si sa créance n'est pas éteinte ; et, sur la

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 53.

2. Cours de M. de la Jaille, *loc. cit.*, p. 12.

temporaire, elle a cet avantage de constituer une assurance très complète qui, après remboursement de la dette garantie par elle, pourra être reportée sur la famille du contractant et constituer pour celle-ci une sécurité de premier ordre, en même temps qu'une économie.

Dans les assurances combinées, le capital est payable au décès de l'assuré, si ce décès survient dans le délai fixé au contrat. Si l'assuré vit au bout de ce délai, il peut opter entre diverses combinaisons comprenant notamment le paiement par l'assureur d'une rente viagère.

Cette formule ne pourra satisfaire un créancier, car, si le débiteur choisit une rente, cette rente devient une assurance en cas de vie, avec tous les inconvénients que cela comporte, c'est-à-dire qu'en cas de décès prématuré, le nombre d'arrérages versés aura été trop faible pour éteindre la créance. D'autre part il semble que ce droit de choisir ait un caractère suffisamment personnel pour qu'il soit impossible à un créancier d'imposer à l'échéance le choix d'un capital et non d'une rente. Cette formule paraît donc inapte à servir de moyen de crédit.

Le mécanisme des assurances à « terme fixe » est le suivant : le capital promis est payable au terme fixé mais les primes cessent d'être dues au décès de l'assuré.

Le paiement à l'échéance étant certain, la garantie est sérieuse et peut satisfaire un créancier exigeant, mais cette formule est légèrement moins intéressante que la « mixte », car le capital ne peut être payé avant l'échéance, parfois lointaine : 25, 30 ans, alors qu'avec une mixte le créancier bénéficie d'un certain nombre de chances que le capital soit récupérable plus tôt, à la suite du décès de l'assuré.

Les capitaux et rentes différées avec contre-assurances sont rangés avec raison dans la catégorie des assurances

mixtes ; en effet, le capital est payable au bout du délai fixé si l'assuré vit, mais s'il meurt avant, les primes payées sont remboursées sans intérêts, il y a donc bien un paiement par l'assureur aussi bien en cas de vie qu'en cas de décès, donc assurance mixte.

Cette formule est incompatible avec les besoins du crédit, en raison, d'une part, de la précarité des assurances en cas de vie, et, d'autre part, de ce que, si le décès survient très tôt, après versement de quelques primes seulement, la somme remboursée est faible et le créancier risque d'être couvert insuffisamment. Une formule seulement d'assurance différée avec contre-assurance peut être utilisée pour le crédit : c'est le capital différé à prime unique, pour lequel il a été payé *ab initio* une prime assez forte et unique sur laquelle vient se greffer une contre-assurance destinée à garantir le remboursement de la prime unique en cas de décès prématuré. Un créancier pourra prêter sans crainte une somme égale, non au capital stipulé, mais à la prime unique, puisque c'est le minimum qui puisse être remboursé.

Enfin, dans l'assurance dotale avec contre-assurance, le capital est payable au terme du contrat, si l'enfant à doter vit à cette époque ; si l'enfant meurt avant le terme, les primes sont remboursées sans intérêts ; en outre, les primes cessent d'être dues au décès du contractant, qui est à la fois l'assuré et le payeur de primes. Cette formule est radicalement inapte au crédit, car le décès de l'enfant entraîne nécessairement la restitution des primes payées et la disparition de l'assurance ; et, si l'assurance est récente, le montant des primes restituées se trouvera vraisemblablement inférieur à la somme due au créancier. Il y a donc là un élément d'incertitude absolue qui écarte

toute idée de mise en garantie, d'autant plus qu'on ne peut concevoir d'assurance dotale à prime unique (ce qui rendrait plus important et en tout cas déterminable d'avance le minimum dû par l'assureur en tout état de cause), car « la prime unique une fois versée, le risque de décès du père n'intervient plus... et il ne s'agit plus d'une assurance dotale... mais d'une assurance de capital différé avec contre-assurance » (1).

2^o *Prêts sur la valeur de rachat.*

Toutes les formules d'assurance mixte comportent une valeur de rachat, et ce pour des raisons purement techniques qui n'ont pas à être examinées ; l'on pourra donc obtenir un prêt sur garantie de la valeur de rachat d'une assurance mixte.

EN RÉSUMÉ : la plupart des combinaisons d'assurance sont de nature à favoriser le crédit par leur mécanisme même et plus spécialement les assurances « mixtes » proprement dites et « vie entière », c'est-à-dire précisément les formules qui sont, de beaucoup, les plus répandues.

Bien entendu, toutes les formules n'ont pas été passées en revue, d'abord parce que de nouvelles assurances dues à l'ingéniosité des actuaires sont sans cesse proposées au public et, en outre, parce que ces combinaisons nouvelles ne sont que des variantes ou des « mélanges » dont le mécanisme se ramène aux formules qui viennent d'être étudiées (2).

1. M. de la Jaille, *op. cit.*, p. 23.

2. La liste étudiée est celle qui est donnée par le décret du 20 janvier 1906, art. 2.

CHAPITRE III

Jusqu'à concurrence de quelle somme peut-on emprunter sur une police (prêts sur le capital; prêts sur la valeur de rachat).

Le souscripteur ou le bénéficiaire qui réunit les conditions requises, et qui est titulaire d'une police susceptible de garantir un emprunt, peut-il espérer trouver un crédit égal au montant du capital assuré ?

A. — Prêts sur le capital.

Il faut reconnaître que, même si la formule d'assurance offerte en garantie est de celles qui donnent le maximum de sécurité au créancier, par exemple une assurance vie-entière ou mixte, et même si le paiement des primes peut être obligatoire pour le débiteur vis-à-vis de son créancier (1), le prêt fait en considération du capital assuré et pour un montant égal à ce capital, reste soumis à des inconvénients sérieux : d'une part, si l'on peut contraindre le débiteur à payer les primes, il n'en est pas moins vrai qu'il peut se trouver dans l'impossibilité matérielle de les verser, il peut être radicalement insolvable ; il en résulte que l'assurance est, suivant les cas, résiliée

1. Voir chapitre VI.

sans valeur ou considérablement réduite dans son montant. D'autre part, le capital assuré n'est payable qu'à une échéance en général éloignée, ou au décès, c'est-à-dire à une époque indéterminée et qui peut être très lointaine, si bien qu'au cas où le débiteur ne rembourserait pas sa dette ou l'annuité prévue, le créancier se verrait contraint d'attendre parfois fort longtemps avant de récupérer ses capitaux par le moyen de l'assurance sur la vie.

Ces deux graves inconvénients font qu'en pratique il ne faut pas espérer trouver un prêt égal au capital assuré auprès des personnes ou des organismes qui font profession de prêter sur garantie, par exemple les banques ; celles-ci en effet exigent une garantie dont la valeur soit très stable, et qui soit immédiatement réalisable.

Les prêts sur le capital assuré ne peuvent donc se trouver que parmi les personnes qui ont confiance en l'emprunteur, aux points de vue solvabilité et honnêteté, et ne redoutent que le risque de décès prématuré. Comme le faisait remarquer judicieusement M. Dubois (1), l'assurance-vie « répond victorieusement à l'objection si souvent formulée : je vous aiderais volontiers, car j'ai confiance en vous, mais vous pouvez mourir demain ».

Ainsi, les prêts jusqu'à concurrence du capital assuré ne se pratiquent que si le créancier ne craint que le risque de décès prématuré.

Toutefois, une exception doit être faite pour les assurances mixtes ou en cas de décès à prime unique : Dans cette hypothèse, le risque d'insolvabilité n'existe plus puisque la prime, versée à l'origine une fois pour toutes, assure *ipso facto* le versement intégral du capital par la

1. Du *Bénéfice de l'Assurance sur la Vie*, p. 42.

compagnie. Le seul inconvénient qui subsiste est que le capital n'est payable, en général, qu'après un long délai ; mais il n'arrêtera pas les prêteurs qui acceptent d'exposer leurs capitaux à long terme ; la souscription d'une assurance à prime unique facilitera donc les emprunts sur le capital assuré ; mais il faut noter qu'en ce qui concerne les assurances de capitaux différés avec contre-assurance, seule la prime unique sera remboursée si l'assuré décède avant l'échéance ; dans ce cas, ce sera jusqu'à concurrence de la prime unique que l'on pourra trouver du crédit chez un prêteur à long terme.

B. — Prêts sur la valeur de rachat.

Mais l'on trouvera les prêteurs les plus difficiles tout disposés à faire une avance, par exemple à ouvrir un compte courant, si on leur demande un prêt non plus sur le capital garanti, mais jusqu'à concurrence de la valeur de rachat acquise par une police, c'est-à-dire de la valeur minimum que l'assureur devrait verser au comptant si le souscripteur résiliait la police. C'est qu'en effet cette valeur de rachat présente les deux caractères que recherchent ces prêteurs : elle est certaine, c'est-à-dire en principe irréductible, et immédiatement réalisable dans certaines circonstances (1).

Il convient donc d'insister sur ces deux caractères et d'indiquer ensuite dans quelles conditions une police acquiert cette valeur qui va lui permettre de devenir un instrument de crédit de premier ordre.

1. Voir chapitre V.

1° *Caractères du rachat.*

a) LA VALEUR DE RACHAT EST CERTAINE ET EN PRINCIPE IRREDUCTIBLE. — Elle est en effet constituée par « le solde des primes déjà payées ; elle ne peut donc décroître et est seulement susceptible d'augmenter s'il est payé de nouvelles primes » (1) ; c'est « un minimum de créance contre l'assureur » (2), c'est une créance qui « fait partie (du) patrimoine et ne peut plus périr (3) ». En un mot, c'est une créance contre l'assureur qui, étant basée sur les primes déjà payées, ne court plus le risque de cessation de paiement des primes, et constitue un minimum irréductible.

D'autre part, en ce qui concerne les polices postérieures à la loi du 13 juillet 1930, cette créance est également certaine en ce sens que le mode de calcul doit en être fixé à l'avance par les conditions générales du contrat qui lie la compagnie (4) ; ainsi en se reportant aux conditions de la police, le créancier est à même de vérifier quel est le montant du rachat pour une police donnée et à une époque donnée. Ce calcul n'est donc pas laissé à l'arbitraire de l'assureur. Néanmoins, il sera bon que le capitaliste ne prête pas jusqu'à concurrence du prix de rachat, mais conserve une certaine marge de sécurité, car il est prévu dans la plupart des polices que la valeur de rachat sera diminuée si le taux des avances sur titres de la Banque de France dépasse 5 %. Le créancier doit donc prévoir, par une marge de sécurité, les cas exceptionnels où, le taux

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 168.

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 168.

3. Paris, 4 janvier 1901, *J. A.*, 01.153.

4. Loi du 13 juillet 1930, art. 77, § 5.

des avances de la Banque de France dépassant 5 %, le montant du rachat s'en trouverait abaissé ; mais, somme toute, ce risque n'est pas plus grave que celui de fluctuation des cours que subissent toutes les valeurs mobilières, admises couramment par les banques en garantie d'un compte débiteur. Pour les polices antérieures à la loi de 1930, la valeur du rachat est théoriquement incertaine, puisque beaucoup de ces contrats n'en fixent pas le mode de calcul dans leurs conditions générales ; ils indiquent simplement que le prix en sera établi par le Conseil d'administration au jour de la demande de rachat. En effet, avant la loi de 1930, aucun texte n'obligeait l'assureur à fixer les conditions du rachat, et les auteurs estimaient même qu'il était bon que les compagnies ne fixent pas par avance les bases immuables du calcul de la valeur de rachat, de façon à pouvoir le faire varier suivant les circonstances économiques, et le consentir à un taux qui ne puisse attaquer la solidité financière d'une compagnie, au cas où les demandes de rachat seraient particulièrement nombreuses (1). Mais en pratique, fait remarquer M. Dupuich, « les valeurs de rachat ne varient guère ; elles oscillent autour de 85 % de la valeur de réserve » (2). En outre, ces polices prévoient presque toutes un minimum de valeur de rachat ; elles stipulent par exemple qu'en aucun cas elle ne pourra être inférieure à 75 % ou 85 % du montant de la réserve. Ainsi, rien n'est plus simple pour un créancier que de demander à la compagnie quelle est la valeur de rachat, calculée sur le minimum prévu, et de prêter au souscripteur une somme égale à ce minimum.

1. Couteau, *Traité des Assurances sur la Vie*, II, p. 297-298 ; Dupuich, *op. cit.*, n° 169 ; Lefort, *op. cit.*, 1.397.8.

2. *Op. cit.*, n° 169.

Enfin, la créance est certaine, en ce qui concerne les polices postérieures à la loi de 1930, parce que le rachat est en principe obligatoire pour l'assureur (1), sauf dans le cas de force majeure constaté par décret rendu sur la proposition du ministre du Travail ; mais un tel cas est tout à fait exceptionnel, et, en fait, ne s'est pas encore produit.

Pour les polices antérieures à ladite loi, le rachat n'est possible pour l'assuré que s'il est prévu dans la police ; « s'il... y avait soit un oubli soit une clause contraire, l'assuré ne pourrait rien obtenir, et le juge lui-même ne saurait imposer le rachat à l'entreprise » (2). Mais cette considération est purement théorique, car, par le jeu de la concurrence, toutes les compagnies, depuis bien longtemps, sont arrivées à comprendre la faculté de rachat parmi les avantages de leurs polices (3).

Ainsi donc, la valeur de rachat est une créance certaine pour trois raisons : elle est constituée par des primes déjà versées ; elle a une valeur déterminable soit d'après les conditions générales du contrat, soit tout au moins selon le minimum qui y est indiqué ; enfin, le paiement en est légalement ou conventionnellement obligatoire pour l'assureur.

b) LA VALEUR DE RACHAT EST EN PRINCIPE IMMÉDIATEMENT EXIGIBLE. — Le sort normal d'une police d'assurance est d'arriver à son terme ou de produire ses effets lors d'un décès ; mais, à tout instant, le souscripteur peut interrompre son contrat et, s'il se trouve dans les conditions voulues pour obtenir le rachat, la valeur lui en sera

1. Loi du 13 juillet 1930, art. 77.

2. Lefort, *op. cit.*, I, p. 396.

3. Lefort, *op. cit.*, I, p. 396, note 1.

versée immédiatement sur sa demande ; c'est le caractère essentiel du rachat d'être payable comptant puisqu'il constitue précisément la valeur actuelle (1), « la valeur au comptant » (2) d'une police. Il est donc exigible sans délai par le souscripteur et il faudra examiner dans quelles conditions le créancier peut obtenir le rachat, faculté réservée en principe au contractant (3).

En résumé, la créance contre l'assureur constituée par le droit de rachat réunit les deux conditions idéales pour une garantie : la valeur certaine et l'exigibilité immédiate.

*2^o Quelles conditions doit réunir une police
pour comporter une valeur de rachat ?*

La première condition est que la formule d'assurance sur la vie souscrite par l'emprunteur soit susceptible par ses caractères techniques de comporter une valeur de rachat, c'est-à-dire une valeur exigible au comptant en cas de résiliation. Toutes les formules ne comportent pas la faculté de rachat, et ce pour des raisons d'ordre purement technique qui n'entrent pas dans le cadre de cette étude.

Pour les polices postérieures à la loi du 13 juillet 1930, il est facile de connaître celles qui ne comportent pas de rachat, il suffit de se reporter à la liste contenue dans l'article 78 de cette loi, qui indique : « les assurances temporaires... les assurances de capitaux de survie et de rente de survie, les assurances en cas de vie sans contre-assurance et les rentes viagères différées sans contre-assurance » : liste à laquelle il faut ajouter toutes combinaisons dont les

1. Montpellier, 7 mai 1900, *J. A.* 1900. 167.

2. Dupuich, *op. cit.*, n^o 168.

3. Voir chapitre V.

caractères techniques se ramèneraient aux formules exclusives de rachat.

Pour les polices antérieures à la loi du 13 juillet 1930, il n'y a pas de règle fixe, aucun texte ne réglementant la question ; il importe donc de vérifier si le contrat comporte la faculté de racheter dans ses conditions générales ou particulières. En règle générale, l'on peut dire que les assurances en cas de vie sans contre-assurances, les assurances temporaires, et les assurances de survie ne comportent pas le rachat.

Deuxième condition : Il faut qu'un certain nombre de primes ait été payé — ce nombre est fixé librement par l'assureur dans les conditions générales du contrat. La seule innovation apportée par la loi du 13 juillet 1930 est que le règlement général de l'assureur fixant le nombre de primes à verser pour rendre le rachat possible doit être soumis à l'avis du Ministère du travail (1). — En général, c'est après le paiement de trois primes annuelles que l'assureur accepte d'attribuer à une police une valeur de rachat.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'indiquer à quelle somme s'élève la valeur de rachat après le paiement de chaque prime annuelle et pour chaque catégorie d'assurance ; il suffit d'indiquer que cette valeur est nécessairement très inférieure au capital assuré, et que, lorsqu'on envisage un prêt sur la valeur de rachat d'une police, le plus simple est de demander à l'assureur à quel chiffre s'élève le prix de rachat au jour du prêt, ce qui permettra de vérifier en même temps si d'autres prêts ou avances n'ont pas déjà été faits au souscripteur.

1. Art. 77, § 3.

La mise en garantie d'une police jusqu'à concurrence de sa valeur de rachat pour sûreté d'un compte-débiteur ouvert par une banque présente un avantage particulier : au fur et à mesure que les primes annuelles seront acquittées par le souscripteur, la valeur de rachat augmentera ; le débiteur peut donc, après s'être renseigné auprès de sa compagnie, indiquer quelle valeur de rachat la police acquerra en principe chaque année, et demander à son banquier l'ouverture d'un compte progressif, basé sur l'augmentation de la valeur de rachat ; il suffira de convenir que chaque année la banque vérifiera le montant nouveau de la valeur de rachat, en demandant ce renseignement à l'assureur, et que celui-ci devra également prévenir la banque du non-paiement de la prime échue, de façon que celle-ci prenne toutes mesures utiles.

CHAPITRE IV

Des trois moyens de remettre une police en garantie (Transfert en propriété, attribution du bénéfice, nantissement). Définitions, droits des autres créanciers, conditions de fond et de forme.

Qu'il s'agisse d'un prêt sur le capital assuré ou jusqu'à concurrence de la valeur de rachat, la police d'assurance sur la vie peut garantir une créance de trois façons différentes : ce peut être soit en transférant provisoirement la pleine propriété de la police au créancier, soit en lui attribuant le bénéfice de l'assurance, soit en lui donnant un droit de gage sur le bénéfice ; ces deux derniers moyens étaient déjà indiqués dans le rapport du professeur Lyon-Caen en 1904 : « L'assurance en cas de décès n'est pas seulement un moyen de crédit en ce qu'elle peut être contractée par un débiteur au profit d'un de ses créanciers ; elle l'est encore parce que l'assuré... peut constituer en gage à un de ses créanciers le bénéfice de l'assurance » (1). Chacun de ces moyens très différents dans leur essence et leurs effets, mérite une étude spéciale qui en fera en même temps ressortir les avantages et les inconvénients.

1. Rapport Lyon-Caen, *J. A.*, 1905, 245.

A. — Transfert de la propriété de la police.

a) *Définition et effets.*

Le transfert de propriété consiste, comme son nom l'indique, en une attribution de la police en toute propriété au créancier qui est complètement substitué dans tous les droits que le souscripteur ou stipulant avait sur ce contrat, et pourra les exercer dans les mêmes conditions ; ce transfert comporte évidemment l'attribution du bénéfice au créancier puisque c'est là le but principal de l'opération. Mais comme il ne s'agit que de donner une garantie, le transfert sera provisoire, le prêteur et le débiteur devront convenir que ce dernier retrouvera la propriété de sa police lorsqu'il aura remboursé le prêt ; notons que le transfert en propriété n'empêche pas le contractant de continuer le versement des primes, la qualité de payeur de prime pouvant être séparée de celle de souscripteur ou de « substitué au souscripteur ».

C'est en exigeant une attribution en toute propriété que le créancier trouvera la plus complète garantie, car, étant substitué au souscripteur, il pourra racheter la police, la réduire, la modifier, demander une avance à l'assureur, en attribuer le bénéfice ou la remettre lui-même en garantie sans le concours ou l'autorisation de qui que ce soit, sauf, pour les deux derniers cas, de l'assuré qui doit intervenir pour tout transfert de bénéfice, même à titre de garantie. En outre, étant attributaire du bénéfice, il jouit à ce titre, conformément à une jurisprudence et à une doctrine aujourd'hui indiscutables, d'un droit direct et personnel contre l'assureur ; cela veut dire que l'attribution « a pour effet non pas de transmettre au bénéficiaire, par

le moyen d'une offre acceptée, un droit préalablement acquis au contractant, mais de créer directement ce droit en la personne de ce bénéficiaire. Aussi est-il admis que... le bénéficiaire acquiert un droit... qui jamais à aucun moment, depuis le jour de la police, n'a dépendu du patrimoine du contractant » (1).

Ainsi, le créancier se trouve en possession d'une garantie à la fois très souple, très complète et facile à réaliser.

Cependant, le transfert de propriété, qu'il soit fait au moyen d'une dation en paiement ou d'un endossement, entraîne quelques complications dans la rédaction de l'acte de prêt, dont la police est la garantie complémentaire ; il y a en effet quelques précautions à prendre :

Le créancier devient propriétaire de la police ; il doit donc s'engager, s'il est remboursé de son prêt, à restituer la police et détruire l'acte de dation en paiement ou annuler l'endos de façon que le contractant recouvre tous ses droits. En outre, il peut racheter l'assurance à tout moment sans le concours du souscripteur, détruisant ainsi le contrat de prévoyance que son débiteur n'avait affecté en garantie que provisoirement, ou pour une somme bien moindre que le capital assuré, et nuisant à celui-ci, qui peut ne plus se trouver assurable. Il sera donc fort utile de stipuler que le créancier s'interdit de racheter s'il reçoit régulièrement les intérêts ou les annuités prévues ; ainsi, s'il rachète à tort, il sera passible de dommages-intérêts envers son débiteur. Enfin, le prêt étant, en général, consenti sur une partie de la valeur de rachat, la somme assurée se trouve bien supérieure à la dette, par

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 420.

suite le débiteur voudra prévoir un bénéficiaire pour le surplus ; il faudra donc qu'il impose à son créancier l'engagement de ne profiter de l'assurance que dans la mesure de ce qui lui est dû et de verser le surplus à tel bénéficiaire désigné dans l'acte de dation en paiement.

b) *Droits des autres créanciers.*

En ce qui concerne les droits des autres créanciers, renvoyons aux explications détaillées qui seront données à propos de l'attribution de bénéfice à titre onéreux, la dation en paiement pouvant être considérée pour l'étude des droits des autres créanciers comme une attribution de bénéfice à effets très étendus.

c) *Conditions de fond.*

Le transfert en propriété est valable s'il réunit les conditions habituelles, c'est-à-dire absence d'acceptation du bénéfice par le bénéficiaire précédent et consentement de l'assuré s'il est distinct du souscripteur ; mais la dation en paiement ne peut être faite par le bénéficiaire ; c'est un moyen réservé au souscripteur : en effet, la dation en paiement est un véritable transfert de propriété et non seulement de bénéfice ; le bénéficiaire qui n'a qu'un droit éventuel sur le capital assuré, et non un droit de propriété, ne peut transmettre ce droit qu'il n'a pas.

d) *Conditions de forme.*

La propriété d'une police peut être transférée par une attribution à titre de dation en paiement, ou, si la police est à ordre, par un endossement pur et simple.

La dation en paiement, étant en somme une attribution

de bénéfice à effets très étendus, peut être faite sous toutes les formes admises pour l'attribution de bénéfice, c'est-à-dire, pour les polices postérieures à la loi du 13 juillet 1930, par avenant ou transport-cession, conformément à l'article 63 de cette loi ; pour les polices antérieures à la loi de 1930, l'on pourrait non seulement utiliser les deux moyens précédents, mais encore faire une dation en paiement par acte unilatéral ou transfert sur titre (simple mention sur la police) puisque ces moyens étaient admis par les auteurs et la jurisprudence pour l'attribution du bénéfice (1). Mais ces deux procédés ne sont pas à recommander, car le premier laisse l'assureur dans l'ignorance du transfert, et le second est dangereux en raison de ce que la perte de la police rendrait très difficile pour le créancier la preuve de la garantie qui lui avait été constituée par attribution de la police. Mentionnons pour ordre l'attribution par testament, impraticable en matière de prêts sur police, en raison du caractère essentiellement révocable du testament.

L'endossement est le moyen d'attribuer la propriété de la police lorsqu'il s'agit d'un contrat à ordre. Avant la loi de 1930, il consistait en une simple signature de l'endosseur ; depuis la loi du 13 juillet 1930, cette signature doit être obligatoirement accompagnée de la date et de la désignation du bénéficiaire.

B. — Attribution du bénéfice de l'assurance.

L'attribution de bénéfice est l'acte par lequel le contractant indique quelle est la personne qui doit recevoir le ca-

1. Voir références à propos de l'attribution du bénéfice.

pital garanti par l'assureur en vertu de la stipulation pour autrui que constitue l'assurance sur la vie ; cette attribution peut être faite soit à la souscription de la police, soit ultérieurement, par l'un des modes de transferts admis par la loi ou les auteurs.

1^o Attribution faite en souscrivant la police.

a) DÉFINITION ET EFFETS. — Pour donner une garantie à un créancier, l'on peut convenir qu'une police d'assurance sur la vie sera souscrite par le débiteur et attribuée, dès la souscription, au créancier qui l'acceptera de façon à la rendre irrévocable. Dans ce cas, il s'agit d'une attribution à titre onéreux du bénéfice de l'assurance ; elle constitue une garantie sérieuse pour le créancier puisqu'elle a pour effet de lui donner un droit direct, c'est-à-dire personnel et exclusif, sur les sommes garanties par l'assureur en outre, ce droit est fixé irrévocablement sur sa tête par son acceptation. Mais il est bon de souligner que son droit se limite au capital assuré : il est uniquement titulaire d'un droit éventuel et généralement conditionnel à recevoir les sommes assurées, et non d'un droit de propriété sur la police, et l'on verra, en étudiant la réalisation de la garantie par le créancier, quels inconvénients entraîne cette situation juridique lorsque le créancier veut réaliser immédiatement sa garantie par rachat.

Cette façon de donner une garantie à un créancier par attribution irrévocable du bénéfice est assez usitée, bien qu'elle soulève des difficultés dont la solution est parfois délicate. La principale difficulté qui surgit est la suivante : si l'assurance avait été remise en nantissement, le créancier nanti n'aurait un droit sur l'assurance, conformément au droit commun en matière de gage, que jusqu'à concur-

rence du montant de la créance garantie (1) et si, au moment de l'échéance, il lui était dû une somme inférieure au capital assuré, il ne recevrait que ce qui lui reste dû, la portion liquide supplémentaire étant attribuée aux bénéficiaires principaux désignés dans la police. Au contraire, si le créancier est bénéficiaire de l'assurance, il reçoit le bénéfice non en considération de ce qui lui reste dû par le souscripteur, mais du droit propre et direct qu'il a contre l'assureur; et à ce titre il peut prétendre logiquement à recevoir l'intégralité du capital assuré, même si sa créance garantie par la police se trouve être inférieure à l'assurance, par suite de remboursements partiels opérés par le débiteur. Or, aucun débiteur n'acceptera une telle éventualité; il voudra désigner un bénéficiaire pour profiter de la différence entre le capital assuré et le montant de ce qui restera dû sur la créance, différence qu'on appelle portion liquide.

Pour concilier les intérêts de chacun, l'on pourra procéder de deux façons : la plus simple sera de souscrire une police à capital décroissant, dont la décroissance suivra exactement celle de la dette au fur et à mesure des remboursements; cette formule est employée par certaines Sociétés de Crédit qui font des prêts sur garantie d'une assurance « temporaire » de courte durée, à prime unique et à capital décroissant; elle a l'avantage de résoudre le problème d'une façon radicale, en le supprimant. La seconde manière de sortir de la difficulté sera de faire inscrire dans la police une clause selon laquelle « le bénéfice est attribué conjointement à M. X... ou à ses héritiers, et à M. Y... ou à ses héritiers; toutefois l'attribution à M. X... étant faite

1. Civ., Niort, 1^{er} juillet 1904; Poitiers, 19 décembre 1904, *J. A.*, 05.586.

à titre onéreux et en remboursement d'une dette, celui-ci n'en profitera que dans la mesure de ce qui lui restera dû à l'échéance, la portion liquide revenant à M. Y... » Mais ce procédé sera difficilement accepté par certaines compagnies, qui ont des formules d'avenant toutes préparées, et désirent éviter les cas particuliers qui engendrent parfois des complications. Dans ce cas, l'on pourra alors désigner simplement dans la police ou dans l'acte de transfert, comme bénéficiaires conjoints, M. X... et M. Y..., et demander à M. X..., créancier, un engagement par acte séparé à ne profiter de l'assurance que dans la mesure de ce qui lui restera dû au moment de l'exigibilité du capital.

Dans quels termes exactement doit être faite l'attribution du bénéfice au créancier ? Faut-il indiquer qu'il s'agit d'une attribution à titre de garantie, ou ne pas parler de garantie et attribuer le bénéfice au créancier purement et simplement sous la forme : « Le capital sera payable à M. X..., créancier du souscripteur » ?

La cour de Paris a jugé récemment (1) que l'expression « en garantie » employée seule « ne marque aucun caractère pignoratif » ; pour Dupuich, en cas d'attribution en garantie faite par avenant, déclaration unilatérale ou endossement, « le créancier invoque non un droit privilégié sur une assurance due à son débiteur, mais un droit personnel sur une assurance qui n'est due qu'à lui-même : ... ce n'est pas un droit de gage sur l'assurance d'un tiers, mais un droit propre à une assurance personnelle » (2).

D'après cette théorie, l'on considère que l'attribution en garantie est une véritable attribution de bénéfice donnant

1. Paris, 31 janvier 1934. *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934., 350.

2. *Op. cit.*, n° 268.

au créancier un droit direct et personnel contre l'assureur, et que les mots « en garantie » ne servent qu'à limiter les droits du créancier à ce qui lui resterait dû : « Si l'attributaire ne se trouvait plus créancier lors de l'échéance de l'assurance, son droit se trouverait rétroactivement anéanti par l'effet d'une condition résolutoire, du moins à concurrence de l'extinction de sa créance » (1)... Si cette théorie était indiscutable, on ne pourrait que recommander de spécifier « attribution en garantie » lorsqu'elle est faite à un créancier, car l'on éviterait ainsi, très simplement, que celui-ci ne reçoive de l'assureur plus qu'il ne lui reste dû. Mais l'on est fondé à considérer que l'expression « garantie » signifie : gage ou nantissement. Ce sens du mot garantie a été admis par le Tribunal civil de la Seine (2) et par un certain nombre d'auteurs : Dubois estimait que « le contractant peut... transférer sa police d'assurance en garantie... c'est-à-dire à titre de gage » (3) ; Lyon-Caen également oppose dans son rapport l'attribution de bénéfice au créancier à la constitution de gage (4) ; le professeur M. Picard est non moins formel : « L'article 65 de la loi du 13 juillet 1930, qui ne fait d'ailleurs que confirmer les règles antérieures, n'autorise pas le moindre doute : la police d'assurance peut être donnée en gage soit par avenant, soit par endossement à titre de garantie si elle est à ordre, soit par acte soumis aux formalités de l'article 2075 du Code civil ; et l'exposé des motifs précise : la police d'assurance est susceptible d'être transférée à titre de garantie, et c'est par le transfert en garantie que son sous-

1. *Op. cit.*, n° 442.

2 1^{er} avril 1931. *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931.775.

3. Dubois, *Du bénéfice de l'Assurance sur la Vie*, 2^e éd., p. 57.

4. Rapport Lyon-Caen, *J. A.*, 05.245.

cripteur peut obtenir du crédit ; le transfert à titre de garantie, seul visé par l'article 65, équivaut à un gage » (1).

Dès lors, « attribution en garantie », signifierait exactement « constitution d'un droit de gage sur l'attribution », ce qui ferait du créancier un créancier privilégié et non plus un bénéficiaire, et qui par conséquent lui enlèverait tout droit direct et personnel sur le bénéfice, ne lui laissant qu'un droit de gage sur la créance que le bénéficiaire désigné a contre la compagnie. Si donc l'on désire faire du créancier un bénéficiaire, il vaut mieux, en raison des difficultés que fait surgir le mot « garantie », attribuer le bénéfice purement et simplement au créancier, sans parler de garantie dans la police ou dans l'acte de transfert.

Cette difficulté étant ainsi résolue, il y aura en outre une précaution à prendre : Le créancier devra se ménager la preuve indiscutable que l'attribution lui est bien faite à titre onéreux, c'est-à-dire pour lui assurer le remboursement de la dette contractée envers lui, au cas où le débiteur ne s'en acquitterait pas normalement, par le moyen prévu. Cette preuve aura pour effet, au point de vue fiscal, de le dispenser de verser des droits de succession sur la portion de capital qu'il pourrait recevoir de l'assureur en cas de décès de son débiteur. Au point de vue civil, elle lui permettra de faire passer dans son patrimoine la garantie que constitue l'assurance sur la vie, c'est-à-dire d'en faire profiter ses héritiers au cas où il viendrait à décéder avant l'échéance prévue pour le remboursement de l'emprunt par le débiteur. Ce dernier point mérite des explications complémentaires : La loi du 13 juillet 1930 édicte dans son article 64 que « l'attribution à titre gratuit... est

1. *Rev. gén. Ass. terr.*, note sous arrêt précité, 1934. 353.

présumée faite sous la condition de l'existence du bénéficiaire à l'époque de l'exigibilité du capital », ce qui veut dire que, si le bénéficiaire à titre gratuit « n'existe plus à cette époque, sa succession n'y a aucun droit ; c'est la succession du stipulant qui bénéficiera du capital assuré » (1). Au contraire, si l'attribution est faite à titre onéreux, « le prédécès du bénéficiaire ne modifie pas l'attribution ; ce sont les héritiers du créancier qui conserveront éventuellement le bénéfice du capital assuré » (2). Si donc il est établi que l'attribution a été faite à titre onéreux, la garantie que constitue l'assurance profitera aux héritiers du créancier. Et il n'est pas douteux que la même solution s'applique aux assurances antérieures à la loi du 13 juillet 1930, cette loi ayant sur ce point confirmé les règles antérieures.

b) DROITS DES AUTRES CRÉANCIERS. — Les autres créanciers ne peuvent jamais critiquer la souscription d'une assurance au profit de l'un ou de plusieurs d'entre eux (3) : La créance contre l'assureur est immédiatement dans le patrimoine du bénéficiaire et ne s'est jamais trouvée dans celui du souscripteur ; il n'y a donc pas diminution du gage des créanciers, qui ne porte que sur les biens compris dans le patrimoine de leur débiteur. Le fait que cette souscription serait faite, en cas de faillite, pendant la période suspecte ou après le jugement déclaratif ne change en rien la question (4).

1. Ancy et Sicot, *La loi sur le contrat d'assurance*, 228.

2. Ancy et Sicot, *op. cit.*, 229.

3. Maurel, *De l'attribution du bénéfice*, p. 171 ; Andronesco-Ghika, *Actions qui peuvent être exercées contre le tiers bénéficiaire* pp. 177 et 193 ; Lefort, *op. cit.*, II, pp. 383 et 384-408 ; Cass., 27 mars 1888, *J. A.*, 88.138 ; Paris, 24 janvier 1874, *J. A.*, 74.373 ; Cass. civ., 7 août 1888, *J. A.*, 88.458

4. Caen, 14 mars 1876, *J. A.*, 76.233 ; Civ., Périgueux, 27 août 1884, *S.* 86.2.38 ; Lefort, *op. cit.*, II.420 ; Dupuich, *op. cit.*, n° 478.

Mais en ce qui concerne les primes, les créanciers pourront en demander le remboursement au bénéficiaire, soit dans les termes de l'article 1167 du Code civil, soit dans ceux de l'article 447 du Code de commerce si leur paiement a entraîné une diminution du patrimoine de leur débiteur, ce qui sera le cas non seulement si les primes ont été prises sur le capital (1), mais même si elles ont été prises sur les revenus dans une proportion exagérée : « Le prélèvement des primes sur les revenus de l'assuré ne sera... à l'abri des critiques des créanciers que dans la mesure équitable où l'état de ses affaires permettra de considérer qu'il était libre d'employer des revenus *lauius vivendo* » (2). La Cour de cassation indique elle aussi que « selon les circonstances le bénéficiaire peut être obligé de tenir compte des primes aux créanciers » (3) et la loi du 13 juillet 1930 a homologué définitivement cette construction de la jurisprudence et de la doctrine en précisant que l'on doit tenir compte des primes aux créanciers « lorsqu'elles étaient exagérées eu égard aux facultés du stipulant » (4).

Comme corollaire, les créanciers n'ont aucun droit sur les primes payées « à l'aide d'une pension incessible et insaisissable » (5); ou « par un autre que l'assuré » (6); ou « par le bénéficiaire » (7).

1. Civ., Béthune, 26 avril 1894 et Douai, 14 mars 1895, *J. A.*, 96.19; Civ., Dax, 11 mars 1901, *J. A.*, 01.219; Civ., Seine, 4 août 1891, *J. A.*, 91.492. Cass., 4 août 1908, *S.*, 09.15.

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 471.

3. Cass. civ., 22 février 1888, *J. A.*, 88.111; Cass. civ., 23 juillet 1889, *J. A.*, 89.454.

4. Art. 67, loi du 13 juillet 1930.

5. Douai, 14 mars 1895, *J. A.*, 96.19.

6. Caen, 14 mars 1876, *J. A.*, 76.233.

7. Douai, 26 juin 1906, *J. A.*, 07.74; Civ., Seine, 20 juin 1904, *J. A.*, 05.63.

La preuve de la diminution du patrimoine à leur préjudice, que doivent rapporter les créanciers (en plus de la preuve de la fraude avec complicité du bénéficiaire, quand l'attribution a été faite en dehors de toute faillite), est très difficile car elle doit être faite pour chaque prime séparément ; « il faut se placer successivement à l'époque de chaque paiement de prime et en rechercher l'importance par rapport aux disponibilités dont l'assuré jouissait à ce moment » (1).

Néanmoins, si les créanciers s'estiment en mesure de faire la preuve, comment devront-ils procéder ? Ils ne peuvent demander au bénéficiaire de leur tenir compte des primes au fur et à mesure qu'elles sont versées, car le bénéficiaire se trouverait obligé de déboursier des sommes qu'il n'a pas reçues, le capital assuré n'étant payable que dans des délais en général lointains ou indéterminés ; c'est seulement au moment où le capital sera payé que le bénéficiaire pourra être contraint de tenir compte des primes aux créanciers (2). Le plus simple pour ceux-ci est donc, après avoir obtenu un jugement, de faire saisie-arrêt entre les mains de l'assureur, non pour « revendiquer le capital » mais pour s'en « saisir comme chose appartenant à (leur débiteur) lequel est ici le bénéficiaire tenu à indemnité envers (eux) » (3).

Il y a lieu d'ajouter que, si le montant des primes dépasse le capital assuré, le droit des créanciers se limitera à ce capital (4).

c) CONDITIONS DE FOND ET DE FORME. — Les conditions

1. Poitiers, 11 avril 1906, *J. A.*, 06.539 ; Dupuich, *op. cit.*, n° 471.

2. Balleydier et Capitant, *Livre du centenaire*, p. 459 ; Dupuich, *op. cit.*, n° 472 ; Rouen, 6 avril 1895, *J. A.*, 98.91.

3. Dupuich, *op. cit.*, n° 473.

4. Dupuich, *op. cit.*, n° 472.

de fond et de forme à réunir pour pouvoir souscrire une police d'assurance sur la vie au profit d'un créancier sont les mêmes que pour toute souscription quelle qu'elle soit : il suffit donc, pour les conditions de fond ou de forme, de renvoyer à la loi du 13 juillet 1930 qui n'a fait, sur ces points, que confirmer les théories admises antérieurement, et aux indications données au chapitre premier.

*2° Attribution par le souscripteur du bénéfice
d'une police en cours.*

a) DÉFINITION ET EFFETS. — Lorsqu'un prêteur ne consent à exposer ses capitaux qu'à la condition d'être bénéficiaire d'une assurance sur la vie, le débiteur pourra, s'il avait contracté antérieurement une police d'assurance, transférer le bénéfice de cette assurance à son créancier, qui l'acceptera afin de consolider irrévocablement sa garantie. L'effet de ce transfert de bénéfice est rigoureusement le même que si l'attribution avait été faite au créancier dès la souscription du contrat ; cette théorie, qui fut longue à s'élaborer et fut à l'origine contestée, a aujourd'hui l'autorité que lui ont donnée plusieurs arrêts de la Cour de cassation (1) et la doctrine (2). En conséquence, le créancier attributaire d'un contrat en cours est considéré par une fiction légale comme ayant depuis le début de l'assurance un droit direct, propre et personnel sur les sommes assurées, ce qui lui donne une garantie sérieuse ; mais son droit consiste uniquement en une créance éventuelle sur le capital assuré, et non en une propriété de la police : le

1. Cass. civ., 7 août 1888, *J. A.*, 88.458, Cass. civ., 19 nov. 1907, *J. A.*, 08.159.

2. Balleydier et Capitant, p. 549, *op. cit.*

créancier pourra donc prétendre seul aux prestations promises par l'assureur, mais il n'a aucun droit sur le titre lui-même, qui reste la propriété du souscripteur et conserve les modalités qu'il avait plu à celui-ci de lui donner. Cette situation particulière, qui découle de la nature même de la stipulation pour autrui, entraîne de grandes difficultés pour la réalisation immédiate de la police par exercice du droit de rachat (1).

L'on a vu à propos de la souscription d'une police au profit d'un créancier quelles sont les difficultés à résoudre et les précautions à prendre lorsque le bénéfice est attribué à un créancier, nous n'y reviendrons donc point (2).

b) DROITS DES CRÉANCIERS. — Si la police était auparavant attribuée à un bénéficiaire déterminé et est transférée à un créancier qui l'accepte, la question est facile à résoudre ; avant ce transfert, la créance du capital assuré ne se trouvait pas dans le patrimoine du souscripteur ; en l'attribuant à un créancier, le contractant n'a donc pas privé les autres créanciers d'un élément de son patrimoine ; ceux-ci, ne subissant pas de préjudice, ne peuvent critiquer cette attribution (3). Ils ont seulement droit au remboursement des primes [si leur paiement a diminué le patrimoine de leur débiteur ou a été prélevé d'une façon exagérée sur les revenus (4)], soit en se basant sur l'article 447 du Code de commerce, si le transfert a lieu après jugement déclaratif de faillite ou pendant la période suspecte, soit en fondant leur action sur l'article 1167 du

1. Voir chapitre V.

2. Voir chapitre IV, § 2, A.

3. Civ., Seine, 4 juillet 1882, *J. A.*, 82.520 ; Grenoble, 11 décembre 1894, *J. A.*, 95.228 ; Dupuich, *op. cit.*, n° 470.

4. Voir explications sur ce point au paragraphe précédent.

Code civil qui exige, en plus, la preuve de la fraude et de la complicité du bénéficiaire à titre onéreux, si l'attribution a eu lieu en dehors de toute faillite.

Mais si la police était souscrite auparavant au profit du patrimoine du souscripteur, par exemple « à lui-même et à défaut aux ayants droits », la créance contre l'assureur disparaît de son patrimoine s'il l'attribue à un créancier : il frustre ainsi les autres créanciers de cette valeur qu'il fait sortir de son avoir, et ceux-ci devraient donc avoir le droit de faire annuler ce transfert qui leur nuit. En réalité, la position prise sur cette question par la Cour de cassation et les auteurs est très différente.

Il est bien admis, en principe, que ce transfert, fait en dehors de toute faillite, peut être annulé en vertu de l'article 1167 du Code civil (1) ; que, pendant la période suspecte « la cession à titre onéreux... est... nulle... dans les termes de l'article 447 du Code de commerce... quand le cessionnaire connaissait la cessation des paiements » (2) ; et qu'après le jugement déclaratif de faillite « tout acte tendant à transférer à une autre personne les droits procurés par le contrat est frappé d'une nullité radicale par application des articles 446 et 447 du Code de commerce » (3) ; anciennement, une abondante jurisprudence renforçait cette façon de voir (4).

Mais par un arrêt très important du 7 août 1888, la Cour de cassation reconnut que « en stipulant par le contrat originaire au profit de ses héritiers ou ayants droit,

1. Lefort, *op. cit.*, II, 402.

2. *Ibid.*, II, 406.

3. *Ibid.*, II, 418.

4. Lyon, 21 juin 1879, *J. A.*, 82.99 ; Grenoble, 2 février 1882, *J. A.*, 82.168
Douai, 25 novembre 1903, *J. A.*, 04.212.

l'assuré se réserve implicitement mais nécessairement la faculté de désigner ultérieurement la personne à laquelle il entend attribuer le bénéfice de l'assurance ; il suit de là que, lorsqu'il a fait cette attribution par avenant, il n'a jamais été personnellement créancier de la compagnie et que la créance est censée avoir toujours appartenu dès le principe au bénéficiaire désigné dans l'avenant » (1). Et en ce qui concerne plus spécialement les droits des créanciers, la Cour de cassation jugea en 1907 (2) en complétant la formule précédente que : « les articles 446 et 447 du Code de commerce sont inapplicables en cas de cession de capital assuré consenti à un de ses créanciers par le souscripteur tombé en faillite, alors même que cette cession aurait eu lieu depuis la date fixée comme étant celle de la cessation des paiements, puisque le créancier, par suite de la stipulation faite à son profit, est censé avoir acquis le montant de la somme à lui cédée dès le jour de la souscription de la police et non à partir seulement du jour de la cession ».

D'autre part, MM. Balleydier et Capitant (3) déclarent que l'attribution ne pourra être critiquée par (les) créanciers si (le souscripteur) l'a réalisée sous forme d'avenant. M. J. Lefort (4) estime que cette solution semble devoir, par identité de raison, s'appliquer au cas où, au lieu de signer un avenant, l'assuré aurait eu recours à l'endossement pour la police à ordre, mais « la jurisprudence n'a pas réalisé l'assimilation complète... elle refuse encore de décider que... le failli peut transmettre valablement par endos-

1. Cass. Civ., *J. A.*, 88.458.

2. Cass. Civ., 19 novembre 1907, *J. A.*, 08.159.

3. P. 549.

4. *Op. cit.*, II, 419.

sement » (1). Enfin, M. Dupuich, complétant la théorie, dit : « Il est aujourd'hui constant que l'avenant a pour effet d'investir le bénéficiaire tout aussi bien qu'une police directe d'un droit propre à l'assurance rétroagissant à la date même du contrat. La jurisprudence actuelle de la Cour de cassation paraît imposer la même solution à tous les cas où, par un mode quelconque autre que l'avenant, le contractant a réalisé la désignation du bénéficiaire » (2).

En résumé, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour admettre sans réserve pour l'avenant, et avec quelques divergences pour les autres modes de transfert, que les créanciers ne peuvent critiquer l'attribution à l'un d'entre eux d'une assurance souscrite antérieurement au profit du patrimoine, même si elle est faite en fraude, pour ces motifs que le transfert rétroagit au premier jour de l'assurance et s'incorpore à la police, et que le contractant est considéré comme n'ayant jamais eu la créance contre l'assureur dans son patrimoine.

Certes, les effets de cette théorie sont atténués de deux façons : d'abord, les créanciers peuvent demander au bénéficiaire de leur tenir compte des primes si elles ont été prises sur le capital, ou d'une façon exagérée sur les revenus (3) ; mais ils ne pourront agir qu'au moment où le bénéficiaire recevra le capital assuré, c'est-à-dire après un délai parfois très long, ce qui leur rendra difficiles les preuves qu'ils ont à rapporter.

Ensuite, en cas de faillite, ils peuvent invoquer l'article 597 du Code de commerce et obtenir la nullité de l'attri-

1. Cass. Req., 15 mai 1905, *J. A.*, 05.283.

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 470.

3. Voir chapitre IV-B § 1-b.

bution faite à l'un d'entre eux, s'ils prouvent que cette attribution a été faite par suite « de collusion frauduleuse entre le failli et le créancier en vue de rémunérer une adhésion au concordat ou de rétribuer des concessions illicites » (1). Mais ils ne pourront agir en vertu des autres dispositions de cet article qui concernent les avantages faits à un créancier au détriment de la masse (2).

Cette théorie ne manque pas de prêter à la critique. C'est admettre que l'on peut frustrer ses créanciers en pleine connaissance du préjudice qu'on leur cause ; c'est faciliter la fraude après faillite ; c'est rompre l'équité qui doit exister vis-à-vis de tous les créanciers. Au surplus, si l'on se place sur le terrain purement juridique, il est permis d'être surpris que l'on donne à un avenant, ou à tout autre moyen de transfert, un effet, et même un effet rétroactif, alors que cet acte est nul comme fait en fraude des droits des créanciers ou contraire aux prescriptions impératives de l'article 447 du Code de commerce. Il est, en droit, un principe absolu : *fraus omnia corrumpit* ; tout acte frauduleux est annulable ; comment, dans ces conditions, peut-on dire qu'un avenant s'incorpore à la police et rétroagit au premier jour de l'assurance, alors qu'au moment même où il a été signé, il était déjà nul comme entaché de fraude ?

Quoi qu'il en soit, cette théorie est aujourd'hui trop solidement établie pour que des créanciers aient de sérieuses chances de faire annuler un avenant de transfert souscrit par leur débiteur à leur préjudice.

c) CONDITIONS DE FOND. — Il n'y a rien de particulier à signaler ; il suffira de renvoyer aux chapitres 1 et 9 ainsi

1. Maurel, *op. cit.*, p. 169.

2. Lefort, *op. cit.*, II, pp. 445 et suiv.

qu'aux stipulations de la loi du 13 juillet 1930 et aux règles générales du Code civil concernant la capacité.

d) CONDITIONS DE FORME. — Il reste à examiner en quelle forme peut être faite l'attribution à un créancier du bénéfice d'une police déjà en cours.

Les seuls procédés qui seront acceptés par un créancier prudent sont : l'avenant et le transport-cession avec signification à l'assureur. Ces deux modes sont en effet les seuls qui préviennent nécessairement l'assureur de l'attribution, avant le versement par lui du capital assuré ; par l'avenant, l'assureur est mis au courant du transfert en établissant l'acte ; par le transport-cession, en recevant la signification.

Le transfert par acte unilatéral, par exemple un simple billet adressé au créancier, est certainement valable (1), sauf pour les assurances postérieures à la loi du 13 juillet 1930, car cette loi ne l'a pas compris dans la liste des moyens de transfert fixée impérativement par l'article 63. D'ailleurs, il n'est pas à recommander pour les polices antérieures à ladite loi, car il laisse l'assureur dans l'ignorance de l'attribution ; et s'il paie le capital assuré au bénéficiaire connu de lui, ignorant qu'il y a un nouveau bénéficiaire désigné par acte unilatéral, il est fort probable que ce paiement sera considéré comme libératoire pour l'assureur de bonne foi, par analogie avec cette « règle de droit commun que l'acceptation n'est opposable à l'assureur que lorsqu'il en a connaissance » (2) ; règle adoptée par la jurisprudence (3) et par l'article 64, § 2, de la loi du 13 juillet 1930.

1. Grenoble, 11 décembre 1894, *J. A.*, 95.228.

2. Ancéy et Sicot, *La loi sur le Contrat d'assurance*, 2^e éd., p. 228.

3. Trib. civ. Seine, 8 déc. 1927 ; *Gaz. Trib.*, 18 19 janv. 1928.

La désignation par testament présente pour un créancier deux inconvénients prohibitifs : le premier est l'ignorance de l'assureur, le second la révocabilité, qui est de l'essence même du testament.

Il est inutile de parler du transfert sur titre, qui n'est plus usité. D'ailleurs, ce procédé, employé sur une police postérieure à la loi du 13 juillet 1930, serait sans doute déclaré nul comme non prévu par l'article 63, qui a un caractère impératif (1), à moins que l'on assimile à un testament « une mention écrite, datée et signée au dos de la police, aux termes de laquelle l'assuré dispose, en cas de mort, du bénéfice de ladite police au profit d'un tiers » (2). Si l'on se trouve en présence d'une police ancienne qui prévoit ce procédé (consistant en une désignation de bénéficiaire sur la police même), il semble qu'un créancier puisse l'accepter, car l'assureur sera prévenu en temps utile de l'attribution, en exigeant avant de régler la remise de la police. Mais il reste le risque de perte de la police. Ce procédé, vu les difficultés qu'il présente, est donc à éliminer.

Rappelons, enfin, que l'attribution est faite par endossement lorsque la police est à ordre, mais que l'endos entraîne le transfert de la propriété de la police au créancier.

3° *Cession par le bénéficiaire.*

a) DÉFINITION ET EFFETS. — L'on a vu que, lorsqu'il réunit certaines conditions, le bénéficiaire d'une assurance

1. Art. 2, loi 13 juillet 1930.

2. Cass. Civ., 6 mai 1891, *J. A.*, 91.426.

3. Voir chapitre I^{er}, I.

4. Dupuich, *op. cit.*, n° 483.

peut lui-même l'utiliser comme instrument de crédit ; c'est ainsi que, pour donner une garantie à un créancier personnel, il pourra lui céder son droit au bénéfice de l'assurance, c'est-à-dire le substituer dans son droit direct et personnel contre l'assureur. Mais la position du créancier du bénéficiaire n'est pas identique à celle qu'il aurait s'il était créancier du souscripteur (1) : en effet, le créancier du souscripteur est censé avoir toujours été bénéficiaire de l'assurance, qui est considérée comme n'ayant jamais fait partie du patrimoine du bénéficiaire précédent ou du souscripteur ; il a un droit direct et personnel qu'il ne tient de personne, mais qui résulte uniquement du jeu de la stipulation pour autrui, c'est-à-dire d'une convention qui lui est étrangère, passée entre le contractant et la compagnie ; au contraire, le créancier du bénéficiaire n'est que substitué dans le droit personnel et direct de ce bénéficiaire, dont il reste l'ayant cause. En conséquence, en vertu du droit direct qu'il tient du bénéficiaire, il n'aura pas à subir le concours ni à craindre la saisie-arrêt des créanciers du souscripteur sur le capital assuré, mais en tant qu'« ayant droit » du bénéficiaire, il pourra se voir opposer par l'assureur toutes les exceptions opposables à son auteur [notamment en cas de meurtre de l'assuré par le bénéficiaire (2)] et voir annuler la cession qui lui avait été faite par le bénéficiaire, par suite d'une révocation de l'attribution faite à ce dernier, même après acceptation, notamment en cas de tentative de meurtre de l'assuré par le bénéficiaire, cas expressément visé par l'article 79, § 3, de la loi du 13 juillet 1930.

1. Sauf s'il s'agit d'une police à ordre endossée.

2. Voir chapitre VIII.

Ainsi, la garantie que trouve un créancier du bénéficiaire dans la cession du bénéfice par ce dernier est appréciable, puisque le créancier jouit du droit direct contre l'assureur, mais elle présente néanmoins quelques éléments d'instabilité.

Le créancier devra en outre prendre une importante précaution : ainsi qu'on l'a vu précédemment (1), le bénéficiaire à titre gratuit n'a droit au capital assuré que s'il vit au moment où ce capital est exigible, ce qui veut dire que, s'il décède avant l'échéance, son droit est éteint et ne passe pas dans son patrimoine pour profiter à ses ayants droit, mais il revient aux ayants droit du souscripteur ; si donc le créancier d'un bénéficiaire à titre gratuit, qui se fait céder le bénéfice, ne veut pas voir son droit anéanti par le décès du bénéficiaire, il devra exiger que l'assurance soit attribuée aux ayants droit de celui-ci, à son défaut ; s'il ne peut obtenir cette stipulation, il fera bien de s'abstenir s'il ne veut pas courir le risque de perdre tout droit sur l'assurance. Il devra prendre la même précaution au cas où l'attribution aurait été faite à titre onéreux au bénéficiaire en précisant qu'en cas de prédécès de celui-ci l'assurance reviendrait aux ayants droit du contractant.

b) DROITS DES AUTRES CRÉANCIERS DU BÉNÉFICIAIRE. — Sur ce point aucun doute n'est possible : avant de céder son droit, le bénéficiaire l'avait bien dans son patrimoine, et lorsqu'il le cède, aucune fiction légale ne vient alors poser en principe que son cessionnaire est considéré comme ayant toujours eu un droit direct contre l'assureur et que le bénéficiaire n'a jamais eu ce droit dans son patrimoine.

1. Voir chapitre IV, p. 44 et 45.

Bien au contraire, du fait qu'il ne s'agit que d'une « cession de créance » — et non d'une attribution (modification au contrat permise seulement au contractant) — le créancier reste l'ayant cause du bénéficiaire, qui doit être considéré comme ayant eu la créance contre l'assureur dans son patrimoine jusqu'au jour où il l'a cédée. Ce jour-là, il a bien privé ses créanciers d'un élément de son patrimoine constitué par une créance éventuelle, ceux-ci peuvent donc certainement « faire annuler cet acte soit en vertu de l'article 1167 du Code civil, soit en vertu des articles 446-447 du Code de commerce quand le débiteur est en faillite » (1).

c) CONDITIONS DE FOND. — Il suffit, sur ce point, de renvoyer au chapitre premier où ont été examinées les conditions requises pour que le bénéficiaire puisse céder son droit, ainsi qu'aux règles générales du droit commun concernant la capacité nécessaire pour céder une créance.

d) CONDITIONS DE FORME. — Comment le bénéficiaire pourra-t-il procéder pour céder le bénéfice de la police à son créancier ? Certainement par transport-cession ; l'article 70 de la loi du 13 juillet 1930 prévoit ce mode de cession, et la doctrine antérieure à la loi le reconnaissait comme valable (2).

L'avenant, et, pour les polices antérieures à la loi du 13 juillet 1930, la déclaration unilatérale ne semblent pas possibles car, comme le fait remarquer justement M. Lefort, « il s'agit là... de modifications apportées au contrat, propres dès lors à l'assuré » (3).

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 483.

2. Lefort, *op. cit.*, II, p. 172.

3. *Ibid.*, I, p. 171.

La désignation par testament ne pourra satisfaire un créancier, car elle est essentiellement révocable et reste ignorée de l'assureur.

Quant au transfert sur titre, vu les difficultés qu'il soulève (1), il vaut mieux l'éviter, d'autant plus que, fait par le bénéficiaire, il risquerait d'être déclaré nul comme équivalent à une déclaration unilatérale constituant une modification apportée au contrat, propre dès lors au souscripteur et interdite au bénéficiaire.

C. — Nantissement ou mise en gage du bénéfice de l'assurance par le souscripteur ou le bénéficiaire.

1^o Définition, effets, modalités.

Le moyen le plus courant de donner une garantie au moyen d'une police d'assurance sur la vie et le plus juridiquement conforme au but recherché est le nantissement ou constitution en gage du bénéfice de l'assurance, qui consiste à donner à son créancier un privilège, un droit de priorité sur la créance du capital assuré que le bénéficiaire a contre l'assureur.

Cette remise en gage du bénéfice, qu'elle soit faite par le contractant ou par le bénéficiaire acceptant et autorisé, est en principe valable; néanmoins, il y a lieu de préciser les droits qui compètent au créancier. Ces droits sont différents de ceux qu'il possède lorsqu'il est attributaire du bénéfice. En effet, l'attribution, même si elle est faite en cours d'assurance par avenant, transport ou tout autre mode, confère au créancier bénéficiaire, conformément au

1. Voir explication, p. 55.

jeu de la stipulation pour autrui, un droit propre, un droit direct contre l'assureur, qu'il est censé avoir toujours eu (1). Au contraire, la mise en gage à titre de nantissement confère seulement au créancier nanti un privilège sur la créance que le bénéficiaire principal a contre la compagnie; il n'a pas un droit direct contre l'assureur, mais un droit de gage sur une créance, et tant vaut la créance du bénéficiaire contre l'assureur, tant vaut le gage.

C'est ainsi que le Tribunal civil de la Seine, par jugement du 1^{er} avril 1931 (2), refusa tout droit sur le capital assuré à un créancier gagiste en raison de ce que le bénéficiaire, en l'espèce la femme de l'assuré, avait volontairement occasionné la mort de l'assuré, qu'elle avait encouru la déchéance et qu'il s'ensuivait que c'était à bon droit que la compagnie avait opposé la déchéance également au créancier gagiste.

La Cour de Paris, par arrêt du 31 janvier 1934 (3) réforma ce jugement, mais en raison de ce que, à son avis, il n'y avait pas eu nantissement mais attribution du bénéfice au créancier pour le montant de la dette; ce qui revenait à dire que, s'il y avait eu gage, le créancier n'aurait eu aucun droit sur le capital.

C'est l'avis de M. Maurice Picard (4) qui déclare que la Cour « ne conteste pas la doctrine du Tribunal et admet que, si le créancier avait bénéficié dans l'espèce d'un simple nantissement, son droit eût été anéanti par la déchéance encourue par la femme, demeurée bénéficiaire ». « Cela d'ailleurs, ajoute-t-il, ne peut être contesté. »

1. Cass. civ., 7 août 1888 et Cass. civ., 19 nov. 1907, déjà cités.

2. *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 775, aff. Gaudin contre la Nationale.

3. *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 350.

4. Note sous arrêt précité.

L'on peut donc admettre comme établie la théorie suivante : le créancier nanti n'a pas un droit direct contre l'assureur, mais un privilège sur la créance que les bénéficiaires ont contre l'assureur, et tant vaut cette créance, tant vaut le privilège. Dans ces conditions, le créancier n'a-t-il pas avantage à exiger une attribution du bénéfice qui lui donnera un droit direct contre l'assureur et à ne pas se contenter d'un droit de gage sur le bénéfice ?

Il semble bien que l'on doive faire une réponse affirmative. En effet, lorsqu'on est en présence d'une police souscrite au profit du patrimoine du souscripteur, le créancier, ainsi qu'on le verra plus loin, est beaucoup plus à l'abri d'une action des autres créanciers s'il est attributaire du bénéfice que s'il est créancier nanti. Il reste bien passible d'un procès en remboursement des primes, mais la preuve qui, dans ce cas, est à la charge des créanciers est très difficile à rapporter.

D'autre part, il résulte de la jurisprudence [notamment des arrêts rapportés plus haut (1)] que : peut être opposée au créancier gagiste la déchéance opposable au bénéficiaire s'il occasionne volontairement la mort de l'assuré, ou même, pour certaines polices anciennes, si l'assuré meurt par le fait du bénéficiaire, ce qui comprend alors « tous les faits délictueux ou non, volontaires ou involontaires, de nature à entraîner la responsabilité de leur auteur (2), même si le bénéficiaire a été acquitté au criminel » (3).

Mais si le créancier est lui-même bénéficiaire pour le montant de sa créance, la déchéance opposable à son cobé-

1. Voir page précédente.

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 343, note 3.

3. Civ. Seine, 27 novembre 1897, *J. A.*, 98.22.

néficiaire, dans le cas exposé ci-dessus, ne peut l'atteindre s'il n'a pas participé au meurtre (1).

Mais il ne faut pas s'exagérer la portée des deux cas qui viennent d'être examinés ; un créancier honnête qui n'a pas cherché à agir en fraude des autres créanciers n'aura guère à re-louter un procès fondé sur les articles 1167 du Code civil ou 447 du Code de commerce ; quant au remboursement des primes, il aura pu juger lui-même au moment du nantissement si elles ne sont pas exagérées par rapport aux revenus et si elles ne diminuent pas le patrimoine du débiteur.

Les applications du deuxième cas sont également très limitées pour plusieurs raisons : d'abord le cas de meurtre de l'assuré par le bénéficiaire est lui-même rare : et puis, même si le bénéficiaire est déchu de tous droits, l'assureur verse aux ayants droit la réserve du contrat lorsqu'il en comporte une, ce qui peut permettre au créancier de retrouver au moins une partie de sa créance ; en outre, la plupart des polices ne prévoient que le fait volontaire, et non le fait du bénéficiaire comme cause de déchéance. Enfin, bon nombre de compagnies ont adopté une nouvelle clause très libérale en vertu de laquelle « si le bénéficiaire occasionne volontairement la mort de l'assuré, le capital sera intégralement versé aux autres ayants droit. », ce qui conserve intégralement son droit de gage au créancier.

Toutes ces raisons font que, en pratique, à peu près tous les créanciers se contentent d'un nantissement.

Mais l'on a vu à propos de l'attribution du bénéfice au créancier quelles équivoques subsistent encore sur l'expression « attribution en garantie », dans laquelle les uns

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 342 ; Lefort, *op. cit.*, II, pp. 613 et suivantes.

voient surtout une attribution limitée du bénéfice, donnant un droit direct contre l'assureur, et les autres une constitution de gagé, une « garantie sur l'attribution ». S'il y a accord pour constituer un nantissement, il sera fort utile de s'exprimer clairement et, quelle que soit la forme choisie, de préciser, comme le font maintenant beaucoup de compagnies, que l'attribution en garantie est faite à titre de gage et de nantissement ; il vaudrait même mieux éviter les mots « attribution en garantie », qui ont donné lieu aux difficultés que nous avons signalées, et les remplacer par « droit de gage sur le bénéfice de l'assurance » ; ainsi l'on évitera toute discussion sur le caractère juridique de l'opération.

*2° Droits des autres créanciers du souscripteur
ou du bénéficiaire qui remet la police en gage.*

Si le débiteur souscrit une police au profit d'un bénéficiaire déterminé, et, soit immédiatement soit plus tard, donne à l'un de ses créanciers un gage sur le bénéfice, les autres créanciers ne pourront jamais demander la nullité de ce nantissement, même fait dans un but de fraude ou après faillite, et ceci en raison de ce que, le bénéfice n'ayant jamais fait partie du patrimoine du débiteur, le fait de l'affecter en nantissement ne leur nuit pas.

L'on a vu que les créanciers peuvent avoir droit aux primes versées dans certaines conditions (1). Or, s'il est établi qu'ils ont droit aux primes, qui devra leur en tenir compte ? Plusieurs solutions sont possibles : Si à la fois l'attribution du bénéfice et le nantissement tombent sous le coup des articles 1167 du Code civil ou 446-447 du Code

1. Voir ce même chapitre au début.

de commerce, le remboursement des primes incombera aussi bien au bénéficiaire qu'au créancier gagiste ; mais si un seul d'entre eux peut être atteint par l'action intentée par les créanciers, il devra seul tenir compte des primes ; toutefois, ainsi qu'on l'a vu précédemment, il ne pourrait être astreint à rembourser plus qu'il ne reçoit lui-même de la compagnie.

Mais si le contractant souscrit sa police au profit de son propre patrimoine, et la remet en nantissement à un de ses créanciers, soit par une indication de la police, soit ultérieurement par un mode quelconque de transfert en garantie, il semble que ce nantissement pourra être annulé, en dehors de toute faillite, en vertu de l'article 1167 du Code civil, qui règle l'action paulienne, ou, en cas de faillite, en vertu de l'article 446 du Code de commerce.

En effet, l'attribution du bénéfice d'une police antérieurement souscrite au profit du patrimoine n'est valable et opposable aux créanciers, quelles que soient les circonstances, que parce que le bénéficiaire est saisi rétroactivement du droit au bénéfice de l'assurance, qui est considéré fictivement comme n'ayant jamais fait partie du patrimoine du contractant ; mais quand il y a nantissement, le droit de créance contre l'assureur reste dans le patrimoine du contractant, il est seulement affecté par priorité à un créancier ; par suite, les autres créanciers doivent pouvoir exercer l'action paulienne ou une action fondée sur l'article 446 du Code de commerce pour faire annuler un nantissement grevant à leur préjudice un élément d'actif demeuré dans le patrimoine qui constitue leur gage.

De même, si c'est le bénéficiaire acceptant et autorisé qui a nanti la police, il est toujours passible d'une action fondée sur l'article 1167 du Code civil ou sur l'article 446

du Code de commerce s'il remet en gage, au préjudice de ses créanciers, la police qui lui est attribuée, car il a nécessairement dans son patrimoine la créance contre l'assureur.

3^o Conditions de fond.

Nous renvoyons sur ce point au chapitre premier.

4^o Conditions de forme.

Sous quelle forme peut être fait le nantissement ?

a) POUR LE SOUSCRIPTEUR. — La loi du 13 juillet 1930 prévoit plusieurs moyens qui étaient admis par le droit antérieur : l'avenant de garantie à titre de gage et nantissement ; l'endossement en garantie, qui doit être signé et daté, et indiquer le bénéficiaire du nantissement pour les polices postérieures à ladite loi, et qui, contrairement à l'endossement pur et simple, ne confère pas un droit de propriété mais uniquement un droit de gage. (Rappelons qu'en raison des difficultés qui s'attachent au mot « garantie », il sera préférable d'indiquer que l'endossement en garantie est fait à titre de gage et nantissement) ; enfin, le transfert en garantie avec signification de la constitution de gage à l'assureur, dans les termes de l'article 2075 du Code civil.

Mais il y a d'autres modes possibles, même pour les polices postérieures à la loi de 1930, car les articles 63 et 70 de cette loi, concernant les modes de remise en gage, n'ont pas un caractère impératif : la constitution de gage par déclaration unilatérale est certainement valable (1) ; il a été jugé qu'« un billet par lequel l'assuré déclare donner

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 268.

la police en garantie à son créancier constitue entre eux un nantissement valable » (1). Toutefois, le même arrêt a déclaré inopposable aux tiers un gage par déclaration unilatérale. Ce procédé n'est donc pas à conseiller. Une tradition manuelle ne peut constituer à elle seule un gage valable ; un jugement l'a déclarée nulle en la forme et dépourvue de tout effet (2).

b) POUR LE BÉNÉFICIAIRE. — Seuls paraissent possibles le transfert en garantie et l'endossement en garantie si la police est à ordre, car les autres modes : avenant, acte unilatéral, paraissent être propres au souscripteur : il résulte bien de l'esprit de la loi du 13 juillet 1930 et de la doctrine antérieure que l'avenant, et par suite la déclaration unilatérale qui lui est assimilable (3), sont des actes réservés au souscripteur.

Deux remarques en terminant :

1^o Ces différents modes s'appliquent aussi bien à un gage civil que commercial, car la loi de 1930, confirmant les usages antérieurs, ne fait aucune distinction ;

2^o Il n'est pas nécessaire que la police soit remise au créancier pour que le nantissement soit opposable aux tiers ; cela résulte de la loi du 13 juillet 1930 qui ne pose pas cette condition. Pour les polices antérieures à la loi, il est bon de rappeler que cette question était très controversée (4), mais, la loi de 1930 ne stipulant pas la remise de

1. Besançon, 30 avril 1902, *J. A.*, 03.46 et Grenoble, 11 décembre 1894, *J. A.* 95.228.

2. Rouen, 4 mars 1908 ; *D. P.*, 1910.2.153.

3. Dupuich, *op. cit.*, 268.

4. Voir notamment Dupuich et ses réf. de jurispr., n^o 267 et suiv.

la police, l'on peut considérer qu'elle a ainsi entériné la tendance antérieure qui considérait cette condition comme inutile, et qu'en cas de contestation sur une police antérieure à la loi, le juge statuerait conformément à la tendance consacrée par la loi.

CHAPITRE V

Comment le créancier peut-il réaliser sa garantie ?

Si le débiteur ne rembourse pas le prêt à l'époque prévue, ou s'il ne verse pas les intérêts et que cela rende la totalité du prêt exigible, comment le créancier pourra-t-il utiliser la police d'assurance qui constitue sa garantie pour retrouver le montant de sa créance ?

Deux situations doivent être distinguées, suivant que le créancier veut exercer ses droits sur le capital assuré ou sur la valeur de rachat de la police.

A. — Le créancier veut exercer ses droits sur le capital assuré.

Le créancier qui a consenti un prêt jusqu'à concurrence du capital assuré préférera, en général, exercer sur ce capital les droits qui lui ont été conférés par son débiteur ; il devra donc attendre que ce capital soit exigible, c'est-à-dire soit l'échéance prévue au contrat, soit le décès de l'assuré s'il entraîne paiement immédiat du capital ; et c'est à ce moment-là seulement que les droits qui constituent sa garantie lui permettront de recouvrer sa créance, s'il n'a pu le faire autrement.

Il est d'ailleurs inutile qu'il pratique une saisie-arrêt

pour sauvegarder ses intérêts, car s'il est propriétaire de la police ou attributaire acceptant du bénéfice, le capital est payable à lui seul à l'exclusion de tout autre créancier (au moins jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû), en vertu de son droit exclusif et direct sur l'assurance, joint, dans le premier cas, à son droit de propriété ; s'il est créancier gagiste, et qu'il ait pris soin d'exiger un mode de nantissement par lequel l'assureur soit nécessairement prévenu, l'assureur ne pourra verser le capital assuré en dehors de sa présence et sans sa signature sur la quittance, et le créancier exercera son droit par privilège et priorité sur ce versement, conformément aux règles générales du gage.

B. — Le créancier demande le versement immédiat de la valeur de rachat.

Le créancier qui a fait un prêt sur la valeur de rachat, ou sur une partie du capital assuré qui se trouve ne pas dépasser la valeur de rachat, ou qui a prêté sur le capital, mais préfère retrouver sa créance partiellement, mais immédiatement, demandera à l'assureur en cas de défaillance de son débiteur de lui verser la valeur de rachat de l'assurance. Dans quelle mesure pourra-t-il lui être donné satisfaction ?

1° Le créancier est propriétaire de la police.

Si le créancier est propriétaire de la police par suite d'une dation en paiement ou d'un endossement sans restriction ou parce qu'il est souscripteur de la police, aucune difficulté ne peut s'élever, il a le droit de demander paiement de la valeur de rachat, que l'assureur ne fera aucune difficulté pour lui verser contre quittance signée de lui seul.

puisque lui seul peut y prétendre ; l'on a vu en effet que sa qualité de propriétaire lui donne sans conteste les droits les plus étendus sur l'assurance.

2° Le créancier a un droit de gage sur le bénéfice.

S'il demande le versement de la valeur de rachat d'accord avec le souscripteur, et avec le bénéficiaire lorsque ce dernier a accepté le bénéfice, aucune difficulté ne surgit : tous les intéressés, y compris le contractant, étant d'avis de racheter l'assurance, l'assureur versera le prix de rachat et le créancier interviendra au règlement pour exercer son privilège.

Mais une grave difficulté peut s'élever : le souscripteur peut refuser de racheter, le bénéficiaire également. Que pourra faire le créancier ?

a) LE SOUSCRIPTEUR REFUSE DE RACHETER. — Le créancier peut-il obtenir le rachat sans le consentement du souscripteur ? La question est controversée.

En général, la doctrine refuse absolument aux créanciers le droit de recevoir le paiement du rachat sans le consentement du contractant, quelles que soient les circonstances et les conditions de l'attribution bénéficiaire, pour ce motif que l'exercice du droit de rachat est exclusivement attaché à la personne du contractant et fait partie des droits et actions dont l'article 1166 du Code civil interdit l'exercice aux créanciers ; dans ce sens se sont prononcés notamment Dupuich (1), Lefort (2) et l'avocat général Falcmague (3) devant la Cour d'appel de Paris.

1. *Op. cit.*, n° 465.

2. *Op. cit.*, pp. 386 et suiv.

3. *J. A.*, 1901.

La jurisprudence a su faire des distinctions : si l'assurance est faite au profit du patrimoine du souscripteur, par exemple payable à ses ayants droit, la Cour de cassation admet l'exercice du droit de rachat par les créanciers seuls, sans le consentement du souscripteur (1), car alors le droit au capital étant dans le patrimoine de leur débiteur, le rachat par les créanciers n'est que la réalisation d'un élément de ce patrimoine.

Au contraire, si l'assurance est faite au profit d'un bénéficiaire déterminé, l'acceptation par ce dernier du bénéfice de la police rend le droit de rachat impossible aux créanciers, parce que le rachat équivaut à une révocation et que celle-ci ne peut être faite après l'acceptation, conformément à un principe très ancien définitivement homologué par la loi du 13 juillet 1930. Pour refuser le rachat dans ces conditions la jurisprudence est unanime et formelle (2).

Mais que décider si l'assurance, attribuée à un bénéficiaire déterminé, n'a pas encore été acceptée par celui-ci ? La tendance dominante refuse le droit de rachat aux créanciers ; le droit de rachat, qui entraîne la révocation de l'assurance, est considéré comme personnel au souscripteur ; en outre le bénéficiaire ayant un droit direct contre l'assureur, même avant d'avoir accepté, le droit de créance sur le capital assuré n'est pas dans le patrimoine du souscripteur, les créanciers de ce dernier ne peuvent donc réaliser au comptant à leur profit une créance à terme sur laquelle ils n'ont aucun droit (3), même si l'un d'eux a reçu un droit de gage sur l'assurance ajoute le Tribunal civil de Corbeil (4).

1. Cass. civ., 8 avril 1895. *J. A.*, 95.226.

2. Cass. civ., 8 avril 1895 précité ; Montpellier, 15 mars 1886, *J. A.*, 86.208 .

3. Cass. civ., 7 août 1888, *J. A.*, 88, Rouen, 18 janvier 1884, *J. A.*, 84.550 ; Civ. Seine, 13 février 1913, *J. A.* 13.219.

4. Civ. Corbeil, 18 octobre 1917. *J. A.*, 18.344.

Quelques arrêts, de la Cour de Douai et de Paris (1), ont bien accordé le droit de racheter aux créanciers malgré l'opposition du contractant ou du bénéficiaire, mais celui de la Cour de Douai repose sur une théorie de l'acceptation du bénéfice complètement périmée aujourd'hui, et celui de la Cour de Paris a été infirmé par la Cour de cassation le 8 avril 1895, tout au moins dans la partie de son dispositif qui accordait le rachat sur des polices attribuées à un bénéficiaire déterminé.

Dans l'ensemble, le droit de rachat par le créancier contre le gré du souscripteur est extrêmement limité puisqu'il n'est guère accepté que lorsque l'attribution est faite au profit du patrimoine du souscripteur ; d'ailleurs une police faite au profit du patrimoine du contractant peut très bien, postérieurement à une constitution en garantie, être transférée au profit d'un bénéficiaire déterminé, et celui-ci, à moins d'opposition du souscripteur, peut accepter le bénéfice après une mise en garantie : de sorte que le créancier qui reçoit en garantie une police attribuée au patrimoine du contractant est exposé à voir l'assurance passer au profit d'un bénéficiaire qui l'acceptera, ce qui rendra le rachat impossible en cas de refus du contractant et du bénéficiaire.

b) LE BÉNÉFICIAIRE ACCEPTANT REFUSE DE DEMANDER LE RACHAT. — On a vu précédemment que lorsque l'attribution a été acceptée par le bénéficiaire il est impossible même au souscripteur d'exercer le droit de rachat puisque cela équivaut à une révocation et que celle-ci est impossible après l'acceptation. Si donc le bénéficiaire refuse de

1. Douai, 9 août 1886, *J. A.*, 87.513 et Paris, 14 nov. 90, *J. A.*, 91.129.

racheter, le créancier ne pourra obtenir seul le rachat, il faudra qu'il attende l'époque du paiement du capital assuré pour faire valoir ses droits.

Dans le cas d'un nantissement consenti par le bénéficiaire acceptant, il semble qu'il serait sans intérêt d'exiger immédiatement un engagement de consentir au rachat à la première demande du créancier, car ce consentement paraît avoir un caractère trop personnel pour pouvoir être donné à l'avance à un créancier sans encourir une nullité d'ordre public.

3^o Le créancier est bénéficiaire acceptant de l'assurance.

Si la garantie a consisté en une attribution du bénéfice au créancier qui l'a acceptée pour la rendre irrévocable, celui ci pourra-t-il demander le rachat de l'assurance au cas où son débiteur ne remplirait pas ses engagements ? Il est sans conteste que si le souscripteur est d'accord pour demander le rachat, l'assureur l'effectuera entre les mains du créancier bénéficiaire. Mais si le souscripteur refuse de racheter, le créancier pourra-t-il sans son accord se faire remettre le prix de rachat ?

Il est reconnu que le bénéficiaire acceptant a un droit sur la valeur de rachat en ce sens qu'en cas de cessation du paiement des primes et de demande de rachat par le souscripteur, la valeur en sera versée au bénéficiaire acceptant et non au souscripteur (1). Mais à l'inverse si le contractant veut maintenir la police et refuse de demander le rachat, le bénéficiaire acceptant peut-il l'obtenir seul et faire ainsi résilier une police contre le gré de celui qui

1. Poitiers, 12 février 1906, D. P., 1910.2.153.

l'avait souscrite ? L'affirmative a été admise par certains tribunaux (1) mais dans des cas où la police avait été réduite par suite de la cessation du paiement des primes : le contractant avait donc manifesté le désir sinon de racheter son contrat du moins de ne pas le continuer ; cette jurisprudence serait donc plus caractéristique s'il s'agissait de cas où le contractant avait désiré maintenir l'assurance par le paiement des primes. Si tel avait été le cas le tribunal aurait-il autorisé le rachat, anéantissant ainsi l'acte de prévoyance qui avait été souscrit ? Une telle solution aurait été incompatible avec l'essence même du contrat d'assurance dans lequel tous les auteurs voient principalement une « protection » de la famille, sur l'abandon de laquelle le contractant a seul le droit de prendre une décision ; elle paraîtrait particulièrement choquante au cas où d'autres bénéficiaires seraient désignés pour profiter de la portion liquide restante après remboursement de la créance. Il ne semble donc pas qu'un tribunal aurait rendu un jugement dans ce sens.

Conclusion : Il ressort très nettement de cette étude sur la réalisation de la garantie, que le transfert en propriété par endossement si la police est à ordre ou par dation en paiement, ou la souscription d'une assurance par le créancier sur la tête de son débiteur, sont les seuls moyens de donner au créancier la certitude qu'il pourra réaliser sa garantie immédiatement et sans l'autorisation de qui que ce soit par l'exercice du droit de rachat.

1. Civ. Seine, 15 juillet 1895, *J. A.*, 96.139 ; Civ. Seine, 27 nov. 1901, *J. A.*, 92.109.

CHAPITRE VI

**Le créancier peut-il contraindre son débiteur
à maintenir l'assurance par le paiement régulier des primes,
malgré le principe du paiement facultatif
des primes d'assurances sur la vie.**

A. — Principe du paiement facultatif des primes.

Le souscripteur peut, à tout moment, cesser le paiement des primes ; ce principe est aussi ancien que l'assurance sur la vie et les conditions générales des premières polices le mentionnaient expressément.

La doctrine d'ailleurs le considérait comme « une condition essentielle du contrat » (1) ; comme une « règle qui donne le caractère, le type de l'assurance-vie » (2) ; comme « de l'essence du contrat d'assurance sur la vie » (3) ; et les tribunaux étaient unanimes à reconnaître que le droit de faire cesser l'assurance à tout moment est un droit absolu du souscripteur (4).

Une confirmation définitive de cette règle a été donnée par l'article 75 de la loi du 13 juillet 1930 qui stipule

1. Couteau, *Traité des Ass. sur la Vie*, I, p. 180.

2. Couteau, *Traité des Ass. sur la Vie*, I, p. 180.

3. Dupuich, *op. cit.*, 2^e éd., n° 132.

4. Paris, 12 août 1884, *J. A.*, 84.594 ; Paris, 20 janvier 1888, *J. A.*, 88.136 ; Paris, 30 mai 1893, *J. A.*, 93.470.

impérativement que « l'assureur n'a pas d'action pour le paiement des primes » ; et dans leurs commentaires MM. Ancey et Sicot ajoutent (1) qu'il « n'a pas plus d'action pour exiger le paiement d'une prime semestrielle ou trimestrielle ».

L'insécurité qui résulte de ce principe nuirait donc considérablement au crédit basé sur une police d'assurance-vie s'il n'était pas possible d'y remédier.

Il est certain que pour les polices postérieures à la loi du 13 juillet 1930, le créancier a la possibilité de payer les primes à la place de son débiteur, afin d'entretenir le contrat, car l'article 74 de la loi de 1930 accorde expressément à « tout intéressé » le droit de se substituer au contractant pour le paiement des primes,

En ce qui concerne les polices antérieures à la loi de 1930, le créancier peut-il également se substituer au contractant ? La question n'est guère controversée : D'après M. Cosmao-Dumanoir : « Si l'on peut refuser en principe au bénéficiaire le droit de payer les primes, il faudra faire au moins une exception pour le bénéficiaire en garantie » (2). Couteau estime que « le cessionnaire à titre onéreux peut veiller à la continuation du contrat en payant les primes » (3) ; MM. Balleydier et Capitant reconnaissent que « si en dehors du contrat passé avec la compagnie, l'assuré a pris expressément ou tacitement envers un tiers l'engagement que le contrat serait maintenu, ce tiers a le droit manifeste d'entretenir le contrat par le paiement de

1. Ancey et Sicot, *La loi sur le contrat d'Assurance*, 2^e éd., p. 242.

2. *De l'Assurance-Vie dans ses rapports avec le patrimoine de l'assuré*, éd. 1898, p. 84.

3. *Op. cit.*, II, 381.

la prime » (1) ; l'on est donc autorisé à admettre que même pour les contrats antérieurs à la loi du 13 juillet 1930, le créancier pourra se substituer au souscripteur pour le paiement des primes.

Mais il faut bien dire que peu de créanciers se contenteront d'un tel remède, car le montant des primes équivaldra en moyenne à l'intérêt de leur créance, de sorte que l'argent prêté deviendra improductif ; de plus le total des versements qu'ils pourront être amenés à effectuer atteindra dans certains cas le montant de la créance elle-même ; M. de Courcy est d'avis que si le créancier est amené à payer les primes, le gage « devient ainsi d'un entretien fort onéreux » (2).

L'on ne peut donc trouver là un véritable remède à l'insécurité qui résulte du paiement facultatif des primes.

Les deux seuls moyens efficaces sont, l'un technique : le système de la prime unique ; l'autre juridique : l'engagement pris par le débiteur ou une caution solidaire vis-à-vis du créancier de payer intégralement les primes à échoir.

Chacun de ces moyens fera l'objet d'une étude spéciale.

B. — La prime unique.

(Loi du 5 déc. 1922. *Habitations à bon marché.*)

Le premier moyen de rendre certain le paiement des primes est de souscrire un contrat d'assurance à prime unique : ce moyen est le meilleur car il supprime le problème lui-même ; la prime destinée à assurer le versement du capital par la compagnie, est payée en une seule fois,

1. *Op. cit.*, 544.

2. *Précis de l'Assurance sur la Vie*, p. 84.

à la souscription du contrat, il n'y a pas de primes à échoir et le créancier est libéré de tout souci à ce sujet.

Il semble donc que c'est toujours ce mode de paiement de la prime qui devrait être choisi chaque fois que la police est utilisée pour le crédit (1). En fait le cas se présentera rarement car la prime est relativement élevée et peu de débiteurs seront en mesure ou désireux d'engager une telle dépense.

Cependant une application intéressante de l'assurance à prime unique a été faite par la loi du 5 décembre 1922 sur les habitations à bon marché.

Cette loi a « pour objet d'encourager la construction de maisons salubres et à bon marché, en faveur de personnes peu fortunées et notamment des travailleurs vivant principalement de leur salaire » (art. 1^{er}) ; elle autorise des organismes spéciaux à prêter aux gens modestes la somme nécessaire pour construire une maison, somme qui est remboursable en un certain nombre d'annuités.

Pour bénéficier de la loi, il est nécessaire, en dehors de diverses conditions qui sortent du domaine de cette étude, de donner au créancier les deux garanties suivantes : d'abord une hypothèque sur l'immeuble, et ensuite une assurance sur la vie à prime unique, au profit du prêteur, appelée « assurance d'annuités ». La police, souscrite obligatoirement à la Caisse Nationale d'Assurance en cas de décès, garantit au décès du débiteur, sur la tête de qui est faite l'assurance, le paiement des annuités restant

1. Noter que la prime unique ne peut s'appliquer à une assurance dotale, car c'est la transformer en une assurance de capital différé, ni à une assurance à terme fixe, car ce ne serait plus une opération d'assurance sur la vie, mais une simple capitalisation, c'est-à-dire une opération interdite à une compagnie d'assurances sur la vie en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 17 mars 1905.

dues ; si le débiteur n'est pas assurable au point de vue médical, l'assurance « peut être souscrite par son conjoint ou par un tiers, s'ils s'engagent solidairement au remboursement du prêt » (art. 45, loi du 5 décembre 1922).

En pratique, la société de crédit immobilier consentira un prêt comprenant le prix de construction de la maison, et la prime unique de l'assurance à la Caisse nationale ; et les annuités comporteront à la fois le remboursement du prix de la maison et de la prime unique.

Ce procédé permet au prêteur de ne jamais courir le risque de voir sa créance réduite à néant, car la prime payée une fois pour toutes lui assure définitivement le remboursement par l'assureur de tout ce que le débiteur ne lui aurait pas remboursé au moment où il vient à décéder.

C'est là une des rares applications qui soit faite de l'assurance à prime unique.

Entre particuliers, le taux de l'intérêt habituel est assez élevé et rend de semblables procédés beaucoup trop onéreux ; aussi y est-il rarement recouru. La majorité des contrats d'assurance sur la vie comportent une prime périodique, en général annuelle. Le problème soulevé par la faculté de cesser le versement des primes reste donc entier.

Le meilleur moyen serait que le principe du paiement facultatif souffre une exception au cas où une police est remise en gage ou en propriété ou attribuée à un créancier pour sûreté ou même pour extinction d'une dette. C'est le problème qui doit être maintenant résolu.

C. — Validité de l'engagement de payer les primes.

Si l'on examine les causes profondes du principe du paiement facultatif, l'on constate qu'il est basé sur des raisons d'ordre moral, économique et pratique.

Raisons d'ordre moral : « la nature du contrat... commande le paiement facultatif des primes... ; le but de l'assurance (est de) créer un capital... dans un but d'affection pour la famille..., c'est un sacrifice qui est parfois lourd..., on ne pourrait... s'engager pour une longue période... à faire ce sacrifice. D'un autre côté est-on sûr que les sentiments auxquels on obéit en contractant l'assurance ne seront pas modifiés ? » (1) « Le paiement de la prime est facultatif pour l'assuré... lorsque l'assurance est contractée pour un grand nombre d'années... il est possible que l'intérêt moral... vienne à cesser... » (2). « Elle constitue une manifestation... de haute moralité, comme tout acte inspiré par le désir de sauvegarder l'avenir. (3) »

Ces considérations d'ordre familial ou sentimental qui peuvent disparaître au bout de quelques années par exemple par suite de pré-décès des siens, d'ingratitude ou de désaffection, sont donc de la nature même de l'assurance, et en constituent, en partie, la base juridique.

Raisons d'ordre économique : « L'assurance sur la vie répond à des nécessités qui peuvent n'être que passagères ; on connaît les besoins du moment présent, il est impossible de prévoir ceux de l'avenir... la nature du contrat veut que le paiement des primes soit facultatif (4). » « Le

1. Couteau, *op. cit.*, I, p. 180.

2. Dupnich, *op. cit.*, n° 132.

3. Lefort, *op. cit.*, I, p. 7.

4. Couteau, *ibid.*

droit de résiliation annuelle est la conséquence du caractère économique de l'assurance sur la vie (1). »

Raisons pratiques : le service des primes est assez lourd, et aucun homme ne souscrirait un tel contrat, d'une durée assez longue en général, s'il n'était sûr de pouvoir cesser le paiement des primes au cas où l'assurance viendrait à perdre tout intérêt (2).

Or, si l'on examine le cas d'une assurance attribuée ou remise en nantissement à un créancier, aucune des précédentes raisons ne se justifie plus ; on ne trouve plus d'élément affectif et moral ; il y a seulement une dette qui ne peut disparaître que par un paiement sous une forme quelconque, et une police souscrite soit précisément pour éteindre la dette, soit pour en garantir le remboursement en cas de déficience du mode principal d'extinction. Seul un intérêt pécuniaire est lié dans ce cas à l'assurance-vie.

Aucune raison non plus d'ordre économique : il ne s'agit plus de fonder un patrimoine par l'épargne, ni d'en conserver l'intégrité malgré les droits de mutation, ni d'assurer la subsistance de sa famille, en cas de décès, préoccupations qui peuvent en effet disparaître du jour au lendemain par suite d'un héritage imprévu, de l'amélioration fortuite de sa situation, de l'allocation d'une retraite, etc... ; il s'agit seulement de proposer à un prêteur un moyen de remboursement ou une garantie suffisamment sûre pour qu'il veuille bien consentir à exposer ses capitaux.

Par suite, les raisons pratiques tombent également, car,

1. Dupuich, *ibid.*

2. Lyon-Caen, rapport, *J. A.*, 1905, p. 292 ; Couteau, *op. cit.*, p. 181.

alors qu'un souscripteur ne voudra pas s'engager pour une période très longue à payer des primes, ses raisons d'ordre sentimental ou économiques pouvant disparaître, il sera au contraire désireux, s'il s'agit de donner une garantie très solide à un créancier, de s'engager à payer autant de primes qu'il en faut pour permettre à l'assureur de rembourser sa dette.

Toutefois, il faut remarquer que l'assureur, intervenant seulement pour verser la prestation promise, n'est pas juge de l'intérêt que peut présenter pour le créancier le paiement régulier des primes. L'on est donc logiquement amené à penser que l'assureur ne pourra jamais contrevenir au principe du paiement facultatif, et que seul le créancier sera qualifié pour obliger son débiteur, au besoin judiciairement, à payer les primes au fur et à mesure de leur échéance.

Ainsi, par le simple raisonnement, l'on arrive à conclure que rien ne s'oppose à ce qu'un souscripteur s'engage à payer les primes, lorsqu'il s'agit d'éteindre ou de garantir une dette à l'aide d'une police, mais que seul le créancier peut contraire son débiteur à s'acquitter des primes.

La doctrine semble bien être d'accord sur ces deux points. M. J. Lefort déclare (1) : « Le principe que le paiement de la prime est facultatif n'est vrai que dans les rapports de l'assureur et de l'assuré. Si l'assuré a pris l'engagement vis-à-vis du bénéficiaire (ou d'une personne le représentant) d'acquitter la prime à l'effet de maintenir le contrat, cette obligation est impérative pour l'assuré ; si ce dernier n'est pas obligé de par le contrat d'assurance avec l'entreprise, il l'est en regard du tiers et en vertu de

1. *Op. cit.*, I, p. 488 et 489, note 4.

l'engagement particulier. La solution serait la même au cas où un tiers se serait engagé à payer la prime au lieu et place de l'assuré... Mais bien entendu la Compagnie n'a pas à faire présenter la quittance au tiers... »

M. Dupuich se prononce dans le même sens : « Le bénéficiaire (en garantie) est si bien fondé à exiger l'entretien du contrat par le paiement régulier des primes que... si, faute de paiement des primes, l'assurance s'était trouvée résiliée, il aurait le droit de se faire indemniser du préjudice résultant pour lui de cette résiliation » (1) et plus loin il ajoute : « Les parties restent libres de faire à côté de ce contrat (d'assurance) toutes conventions qui leur plaisent... S'il résulte des conventions... que le tiers assuré devait rembourser au contractant les primes payées par celui-ci (ce qui est fréquent dans le cas d'une assurance contractée par un créancier sur la tête de son débiteur) les comptes des parties devront porter le montant des primes au débit du tiers » (2). Si donc le créancier qui a payé toutes les primes peut s'en faire rembourser par l'assuré il en découle que le paiement des primes est obligatoire pour le débiteur assuré, vis-à-vis de son créancier, autrement le débiteur pourrait se retrancher derrière le principe du paiement facultatif pour refuser le remboursement des primes, ce que Dupuich n'admet pas.

C'est dans le même état d'esprit que s'est prononcée la loi du 13 juillet 1930 qui s'exprime en ces termes restrictifs dans son article 75 : « L'assureur n'a pas d'action pour le paiement des primes. » Cet article semble bien indiquer que seule la compagnie ne peut poursuivre le souscripteur

1. *Op. cit.*, n° 134.

2. *Op. cit.*, n° 454.

en paiement des primes ; c'est à elle seule que la loi refuse une action ; cette façon de rédiger l'article permet de supposer que le législateur a voulu réserver à d'autres personnes que l'assureur le droit d'intenter une action, dans certaines circonstances, pour obliger le souscripteur à payer les primes.

La jurisprudence est conforme à la doctrine :

Le tribunal civil de Laon a admis que : « Si, en principe un assuré sur la vie ne peut être tenu au paiement successif des primes, cela n'est vrai que dans ses rapports avec la compagnie d'assurances. Au contraire il peut être contraint de rembourser les primes successives au bénéficiaire qui lui a fait l'avance, s'il s'y est obligé envers lui (1). »

La Cour d'Appel de Bruxelles déclare que : « La personne qui s'engage à garantir le paiement des primes assume envers le prêteur l'obligation d'assurer le service régulier des primes (2). »

Plus récemment, le tribunal de commerce de Roanne (3) a jugé que le souscripteur d'une police devait honorer les traites signées par lui au profit d'un tiers — en l'espèce l'agent de la compagnie agissant en son nom personnel — qui avait fait l'avance des primes. On trouve bien sur ce point précis une décision en sens contraire (4), mais cette décision est isolée et a du reste été critiquée, notamment par M. P. Sumien qui remarque que « l'article 75 de la loi du 13 juillet 1930... concerne exclusivement les relations de l'assureur et de l'assuré, et non celles du tiers qui a

1. Trib. civ. Laon, 6 mars 1907, *J. A.*, 07.319.

2. Bruxelles, 1^{er} ch., 16 janv. 1907, *J. A.*, 08.77.

3. Trib. comm. Roanne, 27 novembre 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 331.

4. Trib. comm. Remiremont 30 nov. 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1935, p. 51.

avancé à l'assuré les sommes nécessaires pour l'acquittement des primes » (1).

Ainsi, par le raisonnement, l'étude de la jurisprudence et de la doctrine, l'on aboutit à cette conclusion bien établie que : si l'assureur ne peut jamais exiger le paiement des primes, par contre, le créancier bénéficiaire ou gagiste a le droit d'exiger soit de son débiteur soit d'un tiers se portant caution, l'engagement de verser régulièrement les primes à échoir, et un tel engagement serait parfaitement valable ; le créancier pourrait contraindre son débiteur à l'exécuter, au besoin en s'adressant à justice. En outre, si le créancier a payé les primes au lieu et place de son débiteur, soit parce que celui-ci a interrompu ses paiements, soit parce que dès l'origine le créancier a contracté l'assurance sur la tête de son débiteur, ce dernier peut être contraint par son créancier à rembourser les primes payées pour entretenir le contrat, s'il s'y est obligé.

Mais il reste une question délicate à examiner : Si un créancier n'a pas demandé à son débiteur un engagement écrit de payer toutes les primes à échoir, peut-il néanmoins le poursuivre en paiement de ces primes, en arguant notamment de ce qu'il résulte implicitement de l'attribution ou du nantissement faits à son profit que le débiteur s'est engagé à maintenir le contrat par le paiement des primes ?

Un jugement du tribunal civil de Laon du 6 mars 1907 (2), résoud la question par l'affirmative, et, par des attendus détaillés, étaye solidement sa thèse : Attendu que des termes mêmes du contrat et des autres éléments de la

1. Note M. P. Sumien, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1935, p. 53.

2. Précité.

cause, ainsi que de la reconnaissance (1) même des parties il résulte que la stipulation... n'était... qu'un moyen d'assurer le remboursement de la dette ; qu'elle obligeait bien la dame X... et la Banque (créancière) dans leurs rapports avec la Compagnie d'assurances, à subir toutes les conséquences qu'entraînerait le contrat adopté par le créancier et le débiteur, mais qu'entre les parties elle laissait subsister... l'obligation de remboursement ;... le contrat d'assurance n'ayant d'autre raison d'être que le moyen d'assurer le remboursement ; Attendu que la dame X... était ainsi obligée par la nature même de cette obligation d'assurer l'efficacité du moyen adopté par les parties, notamment au moyen du paiement des primes : qu'à défaut de paiement... le bénéficiaire... a qualité pour exiger ce paiement du débiteur ; Attendu que le droit d'acquitter ou de ne pas acquitter les primes cesse d'être à la disposition du stipulant du moment où celui-ci, implicitement ou explicitement, s'est obligé à l'exercer au profit d'un tiers, dans un sens déterminé, pour lui obtenir un avantage ».

Ce jugement fortement motivé ne nécessite pas de commentaires ; qu'il suffise de faire remarquer que le Tribunal admet que l'engagement d'effectuer le paiement des primes peut n'être qu'implicite, et que la nature même de l'obligation, en l'espèce le nantissement stipulé dans la police, entraîne *ipso facto* le paiement régulier des primes par le débiteur.

Cette théorie de l'engagement implicite semble également admise par Dupuich qui s'exprime en ces termes :

1. « Reconnaissance » pris ici dans le sens d'aveu, et non de reconnaissance écrite.

« Si l'assuré a pris tacitement envers un tiers l'engagement que le contrat serait maintenu, ce tiers a le droit manifeste d'entretenir le contrat par le paiement de la prime... : lorsqu'un débiteur cède ou attribue (à son) créancier (en garantie) une assurance contractée par lui-même... le bénéficiaire est si bien fondé à exiger l'entretien du contrat par le paiement régulier des primes que, s'il les avait payées lui-même, il jouirait d'un droit de répétition contre l'assuré (1). »

Ainsi, Dupuich ne dit pas que l'engagement de maintenir le contrat résulte implicitement du contrat lui-même, mais il reconnaît que l'engagement peut n'être que tacite ; il donne ainsi au créancier autant de possibilités d'obtenir gain de cause en justice, en l'absence d'engagement écrit, que s'il admettait qu'il résulte implicitement du contrat ; un créancier ne peut-il pas toujours soutenir qu'en lui remettant la police en garantie le débiteur s'est engagé tacitement à payer régulièrement les primes ?

L'on arrive ainsi à cette conclusion que le créancier nanti ou bénéficiaire peut contraindre son débiteur à payer régulièrement les primes, même si ce dernier ne lui a pas remis un engagement écrit de payer toutes les primes à échoir, et qu'il est seul qualifié pour exiger ce paiement, l'assureur n'ayant jamais le droit d'y contraindre le souscripteur.

Toutefois, il est bon de recommander à tout créancier de ne consentir un prêt qu'après s'être fait remettre par l'emprunteur un engagement écrit de payer les primes, afin d'éviter par la suite des contestations.

1. *Op. cit.*, n° 134

CHAPITRE VII

Les avances sur polices par l'assureur sont-elles des prêts ou des acomptes ?

Le souscripteur qui veut utiliser sa police d'Assurance sur la Vie pour se procurer immédiatement un certain capital pourra également s'adresser à son assureur, plutôt qu'à un banquier ou à toute autre personne, à condition que sa police comporte une valeur de rachat ; et l'assureur lui versera une avance égale à la presque totalité du rachat ; en général 9/10 de cette valeur. Les avances sur polices qui se font très couramment, ont soulevé un problème, très important par ses répercussions, sur leur nature même. Doit-on voir dans cette opération un prêt à intérêt, ou le simple paiement anticipé d'une fraction des sommes assurées.

Ce problème est très intéressant à résoudre, car il a plusieurs conséquences qui seront examinées ultérieurement, tant au point de vue fiscal qu'au point de vue civil.

A. — L'avance sur police est-elle un prêt à intérêts ou un versement à valoir sur le capital assuré ?

Le mécanisme de l'avance est le suivant : au moment où elle est consentie, l'assureur demande au contractant

l'engagement de lui verser, aux mêmes échéances que les primes futures, une indemnité forfaitaire fixée à tant pour cent de l'avance ; le souscripteur doit en outre remettre sa police à l'assureur ; il est stipulé également dans l'acte d'avance que le souscripteur pourra rembourser l'avance quand il le voudra, mais par fraction ne descendant pas, en général, au-dessous du cinquième de l'avance ; en cas de décès, de rachat, de réduction, le montant du prêt est retenu sur la somme à payer, et l'assureur se trouve ainsi automatiquement remboursé. Enfin, il est stipulé que si le souscripteur ne verse pas l'indemnité forfaitaire, le contrat sera racheté d'office par l'assureur.

Doit-on voir un prêt à intérêt dans une telle opération ?

Bien entendu il faut immédiatement écarter les hypothèses où les parties elles-mêmes ont stipulé qu'il s'agit d'un prêt à intérêt, et c'est à bon droit qu'il a été jugé que l'on est en présence d'un prêt lorsque la compagnie a « qualifié expressément et itérativement ces opérations d'emprunts ; stipulé un intérêt de 5 % et a intitulé les actes constatant les avances « prêts sur police » (1). Mais lorsque l'acte d'avance est rédigé sous forme d'acte de versement à valoir, et que les parties ont entendu faire un paiement partiel anticipé de l'assurance, avec stipulation, non d'intérêt mais d'une indemnité compensatrice de la « perte de revenus » (2) que subit la compagnie du fait de ce paiement, doit-on y voir néanmoins un véritable prêt à intérêt sans s'arrêter aux termes

1. Paris, 30 juin 1904, 4^e ch. ; D. P., 1913. 2. 295.

2. Expression employée par une compagnie d'assurances dans ses « avants de versement à valoir ».

de l'acte qui ne seraient qu'une apparence ? Les partisans du prêt répondent affirmativement, et invoquent de nombreux arguments qui méritent d'être exposés :

a) Si l'on procède à une analyse de la nature juridique de la réserve mathématique, l'on aboutit — disent les partisans du prêt à intérêt — à cette conclusion que l'acte d'avance est un contrat distinct de la police, que ce n'est pas une modalité d'exécution de la police, mais un simple placement de fonds disponibles que fait l'assureur en les prêtant à ses assurés.

La réserve mathématique est « la différence entre les engagements de l'assureur et de l'assuré » (1) ou pour être plus clair, un « trop perçu (2) » sur les primes, que l'assureur met en réserve pour pouvoir faire face intégralement à ses engagements de payer un capital aux échéances prévues par ses contrats.

Tous ces trop perçus, calculés sur un grand nombre de contrats, en tenant compte des tables de mortalités et du taux de capitalisation, forment une masse appelée « Réserve mathématique » qui, dans la comptabilité des compagnies, n'est pas répartie sur chaque police, mais attribuée à l'ensemble de tous les assurés d'une même catégorie : ce bloc formé par la réserve mathématique est indiscutablement la propriété collective de la compagnie et non la propriété individuelle de chaque assuré (3) qui n'a qu'un droit de créance contre l'assureur pour le capital assuré avec privilège sur le montant des réserves mathématiques. Il n'y a

1. Loi du 17 mars 1905, art. 6.

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 29.

3. Paris, 30 juin 1904 précité, note Dupuich n° 22 à 26 ; D. P., 1913.2.292 ; Civ. Seine, 23 juillet 1912, *J. A.*, 1913.258.

donc pas une réserve par contrat mais une masse formée par l'ensemble des réserves mathématiques « qui constituent la garantie technique des polices » (1). L'on ne peut donc parler de réserve mathématique individuelle. Par suite, lorsque la compagnie fait une avance, l'opération s'analyse, non comme un versement partiel anticipé pris sur une réserve qui serait acquise au souscripteur personnellement, et comme une des façons de servir la prestation promise par contrat, mais comme un acte complètement distinct de la police, par lequel la compagnie, puisant dans la masse de la réserve mathématique qu'elle a pour mission de faire fructifier, prête une somme avec stipulation d'intérêts, ce qui constitue pour elle un placement, considéré d'ailleurs comme tel par le législateur de 1906. Et si la compagnie prend pour base du prêt la valeur du rachat (diminuée en général de 10 % à 15 %) c'est seulement pour être sûre qu'au cas où elle rachèterait d'office le contrat pour non-paiement des intérêts, le prêt serait inférieur à ce qu'elle devrait elle-même à l'assuré.

b) L'opération paraît bien présenter toutes les caractéristiques d'un prêt à intérêts : il y a un versement immédiat d'une somme déterminée, dont les modalités de remboursement sont fixées d'avance ; il y a une stipulation d'intérêts ; l'indemnité forfaitaire, fixée à tant pour cent du « prêt », n'étant autre chose que les intérêts d'une créance ; de sorte que « la forme même et la littéralité de l'acte, aussi bien que les opérations qu'il suppose, ne permet pas de découvrir autre chose qu'un contrat de prêt

1. J. de la Morandière, *De la réserve Mathématique des primes*.

dont se retrouvent tous les éléments caractéristiques » (1).

Il y a même prêt sur gage, puisque la compagnie exige la remise de la police, et devient « un véritable créancier gagiste » (2).

c) Pendant très longtemps, l'avance sur police a été considérée comme « prêt » par les auteurs, sans la moindre discussion. Couteau déclarait en 1881 que « les compagnies prêtent sur le contrat... C'est uniquement sur (la) valeur de rachat que l'emprunt peut être fait... ; désirant se procurer des ressources immédiates (le preneur d'assurance) demande à la compagnie de lui faire un prêt sur son contrat » (3), et il cite les conditions générales d'une police de cette époque : « la compagnie peut aussi... consentir à leur compter à titre de prêt, sur la valeur de leur contrat, la somme à laquelle (le) rachat se fût élevé » (4).

En 1904, M. Lyon-Caen, rapporteur général de la Commission d'études du projet de loi relatif au contrat d'assurance, s'exprimait en ces termes : « les compagnies consentent... à prêter à leurs assurés. D'ordinaire elles ne prêtent pas une somme supérieure à la valeur de rachat (5) ».

d) Il semble bien que le législateur de 1930 l'ait compris ainsi car M. J. Godard, rapporteur de la deuxième Commission d'études, s'exprimait en des termes analogues (6) devant le Sénat, en présentant le projet qui devait aboutir au vote de la loi du 13 juillet 1930 : « Le souscripteur

1. Civ. Seine, 6 juillet 1911 ; D. P., 1913. 2. 289.

2. Rapport Lyon-Caen, *J. A.*, 1905, p. 255.

3. Couteau, *op. cit.*, II, n° 431 et 439.

4. *Ibid.*, II, n° 431, note 1.

5. Rapport Lyon-Caen, *J. A.*, 1905, p. 255.

6. Exposé des motifs, 1928, art. 77, journal *La Semaine*, éd. spéciale.

d'un contrat d'assurance sur la vie, momentanément gêné, peut obtenir des avances sur sa police ; celles-ci réalisent un prêt sur gage consenti par l'assureur ».

Et c'est vraisemblablement en s'inspirant de l'esprit de la loi du 13 juillet 1930 que le tribunal civil de la Seine⁽¹⁾ et, après lui, la Cour d'appel de Paris ont jugé : « attendu que les avances sur police par l'assureur à l'assuré revêtent nettement le caractère d'un prêt sur nantissement ; attendu que s'il s'agissait vraiment d'un paiement-acompte on ne pourrait concevoir que le débiteur puisse le rembourser ; attendu que le paiement d'intérêts implique nécessairement qu'il y a prêt ; attendu qu'en garantie de ce prêt la compagnie l'Urbaine a exigé de son assuré la remise de la police... ; attendu que pour toutes ces raisons il y a lieu d'admettre que l'avance sur police renferme tous les éléments d'un contrat de prêt sur nantissement ».

e) L'on peut enfin tirer argument de l'article 1^{er} du décret du 9 juin 1906 sur le placement de l'actif des Compagnies ; dans la liste des placements que l'assureur peut faire « sans limitation », ce décret mentionne les « avances sur les polices émises par l'entreprise », et les place entre les prêts sur toutes (les) valeurs énumérées par le décret, et les prêts hypothécaires ; ainsi, outre que les avances sont comprises dans une énumération de prêts autorisés, il y a lieu de remarquer que si ces avances n'étaient considérées que comme une simple exécution partielle d'un contrat, elles ne devraient pas être prévues par la loi comme placement ; d'autre part elles ne devraient pas figurer dans le

1. Trib. Civ. Seine, 1^{re} ch., 12 février 1934 ; *Mabille contre Urbaine Vie* ; *Rev. gén. Ass. terr.*, mai-juin 1934.

bilan des compagnies au poste « Fonds placés » ainsi que cela se pratique en conformité avec les différents décrets pris pour l'exécution de la loi du 17 mars 1905, mais à un poste spécial de « paiements partiels anticipés », faisant partie des dépenses de la compagnie.

Tels sont les principaux arguments que font valoir les partisans de la thèse du prêt à intérêt, entre autres, l'Administration de l'Enregistrement qui s'appuie notamment sur la théorie de la nature juridique des réserves mathématiques telle que l'énonce M. J. de la Morandière (1).

Mais cette théorie appelle de nombreuses critiques, qui méritent d'être exposées, en reprenant chaque argument de la thèse du prêt à intérêt.

A. Il n'est pas contestable que la réserve mathématique soit la propriété de la Compagnie. Le versement de la prime a bien les caractères d'un paiement et non d'un simple dépôt, et le propre d'un paiement est de donner à celui qui le reçoit un droit de propriété sur la chose remise en paiement. En outre la prime, payable essentiellement en argent liquide, est une chose fongible, elle se confond donc nécessairement avec toutes les autres primes pour ne laisser à celui qui l'a payée qu'un droit de créance contre l'assureur ; c'est un principe absolu en la matière : ainsi la femme qui apporte à la communauté, en se mariant, une somme d'argent liquide, n'est plus que créancière d'une somme égale récupérable à la liquidation ; de même il est reconnu qu'en matière de dépôt les deniers ou valeurs « même remis à titre de dépôt personnel ne peuvent faire

1. Julliot de la Morandière, *op. cit.*, *var. loc.* et p. 522.

l'objet d'une revendication que dans le cas exceptionnel où ils seraient individualisés, c'est-à-dire renfermés dans une enveloppe où ils seraient individualisés, faute de quoi le déposant ne peut prétendre qu'à se faire reconnaître créancier pour une même somme ou valeur » (1).

Au surplus, la loi du 17 mars 1905 donne à l'assuré un privilège sur l'ensemble des réserves mathématiques, ce qui prouve qu'il n'a qu'un droit de créance contre l'assureur.

Mais ce qu'on ne peut admettre c'est que l'on considère la réserve comme une masse dont il est impossible d'attribuer une quote-part à tel contrat déterminé. En effet, le rachat est bien considéré comme le paiement immédiat de la « Réserve acquise par un contrat » ; de même, pour la réduction c'est « la réserve mathématique du contrat » qui est appliquée comme prime unique d'inventaire, la loi du 13 juillet 1930 le dit expressément dans son article 76. L'on ne voit donc pas pourquoi, lorsqu'il s'agit d'une avance, il ne peut plus être question d'individualiser la réserve mathématique du contrat intéressé ni de considérer que l'avance n'est que le paiement de cette réserve.

Depuis longtemps les auteurs et la Jurisprudence (2) et récemment la loi du 13 juillet 1930 ont reconnu le droit absolu pour l'assuré de disposer de la réserve acquise par son contrat lorsqu'il cesse le versement de ses primes. Il semble donc logique d'admettre que : rachat, réduction et avance sont trois façons qu'a le souscripteur d'utiliser la part de réserve sur laquelle il a un droit de créance. M. André Martin a même soutenu cette thèse ingénieuse

1. Dupuich, note n° 2 sous arrêt Paris 30 juin 1904 ; D. P. 1913.2.289.

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 160 ; Lefort, *op. cit.*, p. 146.7 ; Conteau, *op. cit.*, II, n° 435 ; Civ. Seine, 9 déc. 1903, *J. A.*, 04.70.

que l'avance se ramène à un rachat ; c'est « un rachat sous condition résolutoire ou potestative. L'emprunteur, comme un vendeur a réméré, cède sa créance d'indemnité à la compagnie en se réservant le droit de la reprendre... » (1).

B. Les partisans du prêt répondent alors que le mécanisme de l'avance présente exactement les caractères d'un emprunt ; mais c'est là, semble-t-il s'arrêter aux apparences ; même si l'on veut voir un « intérêt » dans l'indemnité forfaitaire que doit payer le contractant en contre-partie de l'avance qui lui est faite, cet intérêt n'est pas la caractéristique obligatoire d'un prêt. En effet il y a des prêts sans intérêts, et il y a des intérêts qui ne correspondent pas à des prêts : par exemple les intérêts sur un prix de vente, sur une condamnation judiciaire à des dommages intérêts, les intérêts moratoires, etc... Une stipulation d'intérêts n'est qu'un accessoire du contrat de prêt et non un élément essentiel. D'ailleurs, fait remarquer, M. Dupuich (2) : « L'intérêt est si peu caractéristique du prêt que le Titre du Code civil consacré à cette matière... contient deux chapitres distincts, l'un pour le « simple prêt », l'autre pour le « prêt à intérêts » ; bien mieux, l'intérêt est si peu de l'essence du prêt qu'il n'en est point dû à défaut d'une stipulation expresse. » Il semble donc que ce soit à tort que le tribunal civil de la Seine, par un jugement du 12 février 1934 (3), ait décidé que « Le paiement d'intérêts implique nécessairement qu'il y a prêt... : que si l'on envisageait l'avance comme un simple paiement à compte, les intérêts stipulés ne s'expliqueraient pas ».

1. *Moniteur des Assurances*, 1929, p. 68a..

2. Note au D. P. 1913.2.293 précitée.

3. Affaire Mabilie contre Urbaine Vie. *Rev. Gén. Ass. Terr.*, précité.

Les partisans du prêt s'appuient sur la stipulation de remboursement, pour affirmer qu'il y a eu emprunt : mais ce remboursement est facultatif : l'acte prévoit simplement que le souscripteur « pourra rembourser par fractions » mais il n'y est pas obligé ; or « on ne conçoit pas un prêt à remboursement facultatif » (1). Le remboursement, rétorque-t-on, est bien obligatoire puisqu'il se fait au plus tard à l'échéance du contrat, mais cet argument n'est pas péremptoire car au moment de l'échéance ou du rachat on peut aussi bien dire que l'assureur verse ce qu'il doit en défalquant ce qu'il a déjà payé, et qu'il y a soustraction d'un acompte et non compensation avec le remboursement d'une dette du contractant. Il a du reste été jugé qu'il y a simple avance et non prêt « quand le contrat ne permet pas à la Société de réclamer le remboursement des sommes avancées, mais seulement de les déduire de la valeur de prolongation de l'assurance » (2). D'autre part la somme que la Compagnie remet à l'assuré n'a pas le caractère d'un prêt puisqu'elle est prélevée sur la réserve du contrat ; or, fait remarquer M. Perreau (3) : «... sa réserve étant pour (le contractant) l'objet d'une créance, chaque fois qu'on la lui paie il touche son dû » et, ajoute M. Dupuich, « quand on touche son dû, on n'emprunte pas, le paiement acompte d'une somme due n'est pas un prêt (4). » « Une avance qui constitue un paiement anticipé n'est pas un prêt... Quand un propriétaire, n'ayant promis de payer son maçon qu'après la maison finie, lui verse en cours de construction, même moyennant

1. Imprimés 1935 d'une compagnie d'assurances.

2. Civ. Seine, 23 juillet 1912, *J. A.*, 1913, 258.

3. *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1905, p. 135.

4. Dupuich, note au *D. P.* précitée.

escompte, un acompte proportionnel au travail fait, cette avance n'est pas un prêt » (1).

On peut donc considérer l'avance dans son essence même comme un paiement anticipé, et non comme un prêt.

La redevance annuelle que doit payer l'assuré ne répond pas davantage à la définition de l'intérêt correspondant à un emprunt : celui-ci peut s'analyser comme « La rémunération du service que rend le prêteur en remettant ses capitaux au débiteur, et le prix du risque qu'il court : or, en faisant une avance, la compagnie ne court aucun risque puisqu'en tout état de cause elle doit au moins la réserve mathématique, et que l'avance est nettement inférieure au montant de la dite réserve : en outre l'« indemnité forfaitaire » n'est pas considérée par l'assureur comme la rémunération d'un service mais bien plutôt comme la compensation des revenus qu'il va perdre sur la somme payée par anticipation. Il ne faut pas oublier en effet que l'assureur compte sur la capitalisation des réserves mathématiques pour verser à leurs échéances les prestations promises : or, si le contractant ne lui compense pas sa perte de revenus sur le paiement anticipé, il sera obligé de soustraire du capital à verser à l'échéance non seulement le paiement acompte mais encore les intérêts composés de ce paiement : l'indemnité s'analyse donc, non comme un intérêt, mais comme une sorte de nouvelle prime annuelle extrêmement modique qui permettra au contractant de voir soustraire du capital assuré uniquement le montant de l'avance — ce qui lui laissera une somme importante, — et non le montant du prêt capitalisé.

1. Dupuich, *L'Ass. vie*, n° 178.

ce qui ne lui permettrait de recevoir qu'une somme minime. *

Quant à la remise de la police à la compagnie, elle ne peut être considérée comme une remise en gage caractéristique d'un prêt ; il faut en effet considérer l'intention des parties : or, la compagnie n'a nullement besoin d'un gage pour consentir une avance ; il lui suffit de savoir que l'avance est inférieure à ce qu'elle peut devoir en cas de résiliation avec demande de rachat, pour qu'elle ne coure aucun risque ; ce n'est donc pas en considération de la remise de la police qu'elle consent un paiement anticipé, ce qui serait le caractère essentiel d'un prêt sur gage. En réalité, cette retention de la police est destinée à sauvegarder les intérêts des tiers, car elle empêche l'assuré de donner à un tiers son contrat en nantissement, ou de le lui céder en propriété, alors que la valeur de la police serait très diminuée du fait de l'avance : « si la compagnie se fait déposer la police, c'est par un sentiment élémentaire de précaution :... c'est pour ne pas laisser circuler un titre ayant déjà fait l'objet d'un paiement partiel » (1).

C. Si, anciennement, l'avance a été considérée comme un prêt, c'est à une époque où l'avance sur police n'avait pas encore donné lieu à des contestations. « Pendant longtemps on a négligé de se poser la question, dont l'intérêt n'apparaissait pas (2). » L'intérêt de la question n'apparut qu'au moment où la compagnie La Caisse des Familles ayant fait faillite, en 1903, les souscripteurs auxquels une avance avait été faite furent condamnés par la Cour de

1. Dupuich, note au D. P. précitée.

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 177.

Paris (1) à reverser les avances et à concourir au marc le franc à la liquidation de la faillite pour la totalité de leur créance, ce qui les mit en mauvaise posture, car la liquidation avait été désastreuse, le contrôle des compagnies d'assurances sur la vie n'existant pas encore.

C'est à cette même époque que M. Lyon-Caen fit l'exposé des motifs du premier projet de Loi sur le contrat d'assurance ; la même remarque s'applique donc à la théorie du prêt énoncée par le rapporteur : l'intérêt de la question ne faisait qu'apparaître, et jusque-là les compagnies, « fort peu soucieuses d'un langage rigoureusement juridique... employèrent cette expression (de prêt) qui ne leur parut pas tirer à conséquence » (2). Lyon-Caen ne faisait donc que se conformer aux expressions employées par les compagnies elles-mêmes.

D. L'exposé des motifs de la loi du 13 juillet 1930 considère les avances comme des prêts à intérêts, mais cette explication n'a pas été reproduite dans la loi : il est à remarquer que le législateur a conservé le mot « avance », qui peut aussi bien s'appliquer à un prêt qu'à un paiement « en avance » ou paiement acompte.

E. Enfin, le décret du 9 juin 1906 range l'avance parmi les placements de la compagnie, et la classe entre le prêt sur valeur et le prêt hypothécaire : cet argument n'est pas très solide, car le décret de 1906 n'a eu pour but que de délimiter les opérations financières que peut faire une compagnie mais n'a nullement voulu préjuger du caractère juridique de chacune de ces opérations : l'essentiel

1. Paris, 30 juin 1904, précité.

2. Dupuyeh, *ibid.*

reste « de rechercher et d'apprécier les conventions que (les parties) ont entendu faire » (1).

Ainsi donc, la position la plus raisonnable sur cette délicate question est de reconnaître que, si les parties ont entendu faire un acte de prêt et se sont exprimées sans ambiguïté, la législation relative au prêt et les conséquences d'un tel contrat doivent leur être appliquées ; mais si elles ont considéré cette avance comme un paiement partiel anticipé, comme un simple versement à valoir, avec indemnité compensatrice, il n'y a aucune raison sérieuse d'y voir, contre leur volonté, un acte de prêt, l'opération pouvant parfaitement s'analyser au point de vue juridique comme un paiement acompte.

Les conséquences de cette distinction sont en effet considérables.

Le point de vue fiscal n'entrant pas dans le cadre de cette étude, qu'il suffise d'indiquer pour mémoire que, s'il s'agit d'un acte de prêt, il devra y être apposé des timbres fiscaux mobiles d'un montant proportionnel à la somme payée, et qui pourront être relativement élevés.

Mais au point de vue civil, de nombreuses conséquences sont intéressantes à examiner, car elles ont précisément fait l'objet de litiges délicats dans lesquels il a été fait appel aux deux degrés de juridiction : Tribunal civil et Cour d'appel.

*1^o Premier intérêt de la question : cas de faillite
de l'assureur.*

« La faillite fait obstacle à la compensation des dettes des créanciers avec celles du failli ; il n'en serait autrement

1. Paris, 30 juin 1904, précité.

que si les dettes procédaient d'une même cause, ou si les parties étaient en compte courant » (1).

Or, si l'assureur tombe en faillite (ce qui ne peut du reste se produire que très exceptionnellement, car la loi du 17 mars 1905 a institué des règles et un contrôle très sévères), quelle va être la position des souscripteurs qui auraient obtenu des avances ? Si l'on considère l'avance comme un prêt constituant un acte distinct de la police, un simple placement de la compagnie sans rapports directs avec la créance que le souscripteur a contre la compagnie pour le capital assuré, et si l'on considère que la dette de la compagnie, qui est, en cas de faillite, la réserve mathématique du contrat, a une origine distincte de la dette du souscripteur soit le montant du prêt (la première obligation dérivant de la police, la deuxième d'un acte d'emprunt), on est amené à conclure qu'aucune compensation n'est possible entre les deux dettes, car « les droits dérivant, pour l'assuré, de la convention originaire d'assurance, et, pour l'assureur, de la convention ultérieure d'avance, n'ont ni une même cause ni une même date (cela n'a pas besoin d'être démontré) : d'autre part, il n'existe alors entre les parties aucun compte courant proprement dit » (2). L'on doit donc logiquement décider que les souscripteurs qui ont reçu des avances doivent les rapporter à la masse et concourir au marc le franc pour le montant de leur créance, qui porte sur la réserve mathématique intégralement acquise à leur police : cette solution peut être désastreuse pour le souscripteur ; on le vit bien en 1903, lorsque la compagnie La Caisse des

1. Dupuich, note n° 8, au D. P. 1913.2.289, précitée.

2. *Ibid.*

Familles fit faillite ; la Cour de Paris (1) jugea, à la suite d'une assignation du syndic, que les souscripteurs qui avaient reçu des avances devaient les rapporter à la masse, et comme la liquidation de la Caisse des Familles donna de mauvais résultats, ils ne retrouvèrent qu'une faible partie de leur créance contre l'assureur.

Cette décision fut du reste critiquée aussi bien par les techniciens que par les juristes. M. Oudiette, dans le *Journal des Assurances* (2), estima qu'il était impossible de se rallier à la thèse de la Cour ; M. Regnault, dans le *Moniteur des Assurances* (3), déclara également que « la Cour... a invoqué des arguments qui peuvent donner lieu à discussion ».

Si l'on admet, au contraire, que l'avance n'est qu'un paiement anticipé, une exécution partielle de la police, l'on est conduit tout naturellement à juger, en cas de faillite de l'assureur, que les souscripteurs qui ont reçu des avances n'ont pas à les rapporter à la masse parce que ce ne sont pas des dettes qu'ils ont contractées, mais des acomptes qu'ils ont reçus.

Cette solution avait été adoptée par le Tribunal civil de la Seine (4) dans l'affaire de la Caisse des Familles, et elle avait recueilli l'entière approbation de la doctrine ; dans le *Journal des Assurances*, M. Oudiette écrivait (5) : « La question si juridiquement tranchée par le jugement qui précède, était absolument neuve en jurisprudence, elle offre d'ailleurs un très grand intérêt pratique... surtout à

1. Paris, 30 juin 1904, précité.

2. *J. A.*, 1904, p. 542.

3. *M. A.*, 1904.

4. Trib. civ. de la Seine, 9 décembre 1903 ; D. P., 1913.2.294.

5. *J. A.*, 1904, p. 74 et suiv.

ce point de vue, plus élevé, du développement même de l'assurance sur la vie » ; aussi, lorsque la Cour de Paris infirma cette décision, souleva-t-elle une réprobation quasi unanime.

2^o *Deuxième intérêt de la question :*

Ses répercussions sur la clause de « rachat d'office ».

Lorsque l'assureur consent une avance, il stipule, comme on l'a vu, que le souscripteur devra verser, aux mêmes échéances que la prime, une indemnité forfaitaire compensatrice de la perte de revenus ; en outre, il stipule que le défaut de paiement d'un seul terme du revenu forfaitaire équivaldra à la demande immédiate et définitive du rachat de la police. C'est ce que l'on appelle le rachat d'office.

Or, l'incidence de la théorie du prêt sur ce rachat d'office prend une importance capitale :

En effet, disent les partisans de cette théorie, l'avance s'analysant comme un prêt à intérêt sur remise en gage de la police, il s'ensuit que, lorsque l'assureur procède d'office au rachat, il réalise lui-même son gage ; l'on doit donc voir dans cette clause de rachat un pacte commissaire radicalement nul comme contraire à l'article 2.078 du Code civil, qui stipule que le créancier doit se faire autoriser par justice à réaliser son gage et ne peut le conserver en paiement de sa créance. C'est ce qu'a décidé récemment le Tribunal civil de la Seine (1) : « attendu que...il y a lieu d'admettre que l'avance sur police renferme tous les éléments d'un contrat de prêt sur nantissement ; que comme

1. 12 février 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, précité. Dans le même sens : Trib. civ. Seine, 6 juillet 1911 ; D. P., 1913.2.289.

telle elle se trouve soumise à l'article 2078 du Code civil et que par voie de conséquence la clause de rachat insérée dans la quittance est nulle d'ordre public ».

Une telle appréciation appelle bien des critiques :

a) Tout d'abord, l'avance sur police semble bien constituer un paiement anticipé et non un prêt ; au surplus, même s'il est admis qu'il y a prêt, il n'y a pas prêt sur remise en gage de la police ; car « la garantie de l'assureur résulte du jeu normal de la compensation. La remise de la police n'est exigée que pour empêcher l'assuré de constituer au profit des tiers ou de leur transférer des droits dont ils ne connaîtraient pas l'étendue exacte (1). Par suite, l'article 2078 du Code, civil ne s'appliquant qu'au prêt sur gage, ne trouve pas son application dans une opération juridique qui n'a pas les caractères d'un prêt sur nantissement et la stipulation de rachat d'office, simple convention relative au paiement du solde de la dette de la compagnie, est valable dans les termes de l'article 1134 du Code civil.

b) Même s'il y avait prêt sur nantissement, il ne semble pas que l'on puisse appliquer l'article 2078 du Code civil à la clause de rachat d'office.

C'est l'avis de la doctrine.

M. M. Picard estime que, « en prohibant le pacte commissoire, l'article 2078 du Code civil a voulu protéger le débiteur contre l'abandon définitif d'un gage d'une valeur bien supérieure au montant de la dette. Ce danger n'existe pas pour l'assuré » (2).

1. M. M. Picard, note *Rev. gén. Ass. terr.*, sous jugement précité.

2. M. M. Picard, note sous jugement civ. Seine, 12 février 1934. *Rev. gén. Ass. terr.*, précité.

Dupuich pense également qu' « il ne saurait être question
« d'y appliquer les formalités prescrites par l'article 2078 du
« Code civil... ; dans l'exposé des motifs du titre du nan-
« tissement, au Code civil, (le législateur de 1904) a net-
« tement fait connaître le but qu'il poursuivait : « Le créan-
« cier fait la loi à son débiteur... ; un effet précieux n'aura
« souvent servi qu'à acquitter une dette modique. Voilà
« ce qu'il convenait d'empêcher ; ainsi la disproportion de
« la dette et du gage, l'arbitraire auquel l'emprunteur est
« exposé de la part du prêteur..., tels sont les deux motifs
« qui ont conduit le législateur à exiger dans l'article 2078
« que l'attribution du gage au prêteur n'ait lieu que par
« intervention de justice... » — Or, ni ces motifs ni cette
« réglementation ne sont applicables au rachat d'office :
« d'abord, rien à craindre de la disproportion qui peut
« exister entre la valeur de la police, liquidée par ra-
« chat d'office, et l'avance dont l'assuré doit compte :...
« la compagnie... ne s'approprie pas... cette police, ni la
« valeur qu'elle représente ; elle ne demande pas du tout
« que la police lui soit attribuée en paiement... Tout au
« contraire, c'est elle qui paie à l'assuré ce qu'elle doit, à sa-
« voir la valeur de rachat, et sur cette somme, qui forme le
« montant de sa dette, elle se borne à retenir ce qui lui est
« dû. Quant au risque d'arbitraire..., il serait ici purement
« imaginaire... et il est facile d'en donner la raison : c'est
« que le Conseil d'administration des compagnies fixe
« d'avance le prix de rachat pour tous les assurés » (1).
Rappelons que, avant la loi du 13 juillet 1930, toutes les
compagnies étaient arrivées à insérer dans leurs conditions
générales l'indication d'un minimum de valeur de rachat,

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 184.

et que, depuis ladite loi, l'indication du mode de calcul du rachat dans les conditions générales est obligatoire.

Il ne faut donc pas s'en tenir à la lettre d'un article du Code civil ; il faut examiner dans quel but il a été inséré, quelles sont ses raisons profondes ; et rien ne peut mieux éclairer sur ce point que l'étude de l'exposé des motifs du Code même. Or, il résulte sans doute possible de l'étude qu'en a faite M. Dupuich que le rachat d'office ne fait courir au contractant aucun des dangers auxquels l'article 2078 a voulu parer ; il ne semble donc pas que l'on puisse faire état de cet article pour déclarer nul le rachat d'office.

En conclusion, l'on ne peut considérer ce rachat comme un pacte comissoire nul, d'abord parce que l'avance n'est pas un prêt ni, à plus forte raison, un prêt sur gage, et que l'on ne peut parler de pacte comissoire qu'à propos de prêt sur nantissement ; et ensuite, parce que, en admettant que l'on soit en présence d'un prêt sur gage, l'article 2078 du Code civil qui régit la réalisation du gage ne s'applique pas au rachat d'office, qui ne fait courir au contractant aucun risque d'estimation arbitraire de la valeur du gage de la part de l'assureur.

CHAPITRE VIII

Risques courus par le créancier gagiste, bénéficiaire, ou propriétaire de la police, du fait des limitations de garanties contenues dans le contrat.

Il n'est pas de garantie, si sérieuse soit-elle, qui n'offre au créancier quelques risques, en ce sens que, par suite de circonstances exceptionnelles, sa valeur peut baisser au-dessous du montant de la dette qu'elle protège, ou qu'elle peut être anéantie comme entachée de nullité.

La valeur d'un immeuble peut diminuer au point d'être inférieure au montant de l'hypothèque consentie sur cet immeuble, la crise économique actuelle l'a prouvée en mainte occasion. Un titre de valeur mobilière, considéré comme sérieux et remis en gage, peut suivre de considérables fluctuations : un nantissement quelconque peut être annulé s'il a été consenti par un incapable ou par une personne qui n'était pas propriétaire de l'objet nanti.

Les polices d'assurance sur la vie ont la supériorité incontestable d'avoir une valeur à peu près invariable, comme on l'a vu en examinant les caractères juridiques du rachat. En outre, rédigées dans un esprit très libéral, elles offrent à l'heure actuelle une garantie très complète ; elles couvrent en principe le risque de décès, quelle qu'en soit la cause : maladie, accident, guerre. Néanmoins cer-

tains risques, par leur gravité exceptionnelle ou par leurs répercussions morales et sociales, nécessitent des limitations de garantie, dans l'intérêt même des assurés, de sorte que, si l'assuré vient à décéder dans une circonstance exclue par la police, le créancier qui aurait reçu l'assurance en garantie va, dans certains cas, voir sa garantie annulée ; ces exclusions lui font donc courir un risque dont il est bon de connaître les limites exactes. Si l'on considère les conditions générales des polices actuelles du Comité qui groupe les quatre compagnies les plus anciennes et les plus importantes (1), l'on constate que ces limitations visent les six cas suivants : 1^o Décès de l'assuré par le fait du bénéficiaire ; 2^o Suicide ; 3^o Voyage sous les tropiques ; 4^o Aviation ; 5^o Services militaires ; 6^o Risque de guerre ; chacun de ces cas spéciaux fera l'objet d'une étude spéciale.

A. — Décès de l'assuré par le fait du bénéficiaire.

L'ordre public est intéressé à ce que le bénéficiaire ne puisse recevoir le montant de l'assurance s'il a causé volontairement la mort de l'assuré. Aussi toutes les polices contiennent-elles une stipulation dans ce sens. Et quand bien même cette clause n'y figurerait pas, le bénéficiaire meurtrier serait déchu : l'article 79 de la loi du 13 juillet 1930, qui constitue aujourd'hui le « droit commun » de l'assurance, l'édicte d'une façon formelle. Avant la promulgation de la loi il était admis depuis longtemps que tout au moins l'homicide volontaire par le bénéficiaire entraînait sa déchéance (2).

1. Assurances générales, Union, Nationale, Phénix.

2. Lefort. *op. cit.*, II, p. 615. 16. 17, Trib. civ., Seine, 14 juin 1865 *J. A.*, 65.262 ; Civ. Seine, 27 nov. 1897 ; *J. A.*, 98.22.

Certaines polices — fort rares aujourd'hui — ont aggravé la clause en mentionnant que le décès de l'assuré, dû seulement au « fait » du bénéficiaire, entraîne la déchéance de ce dernier ; cette déchéance semble comprendre alors « tous les faits, délictueux ou non, volontaires ou involontaires, de nature à entraîner la responsabilité civile de leur auteur » (1) ; cependant, d'après certains auteurs, les mots « par le fait du bénéficiaire » ne viseraient que l'homicide volontaire. Couteau déclare (2) : « Faut-il entendre par ces mots... même une mort accidentelle, un homicide par imprudence ; nous ne le pensons pas... C'est uniquement au cas de meurtre que l'article de la police s'applique. » Lefort est d'avis que « fait » veut dire « tous *agissements* ayant eu pour résultat d'abrégé les jours de l'assuré » (3).

A l'inverse, certaines polices récentes adoucissent les effets de la clause en spécifiant que la déchéance ne sera opposable qu'au bénéficiaire meurtrier, mais que le capital sera payable à tous autres ayants droit.

Enfin, il y a lieu d'ajouter que, lorsqu'il y a plusieurs bénéficiaires désignés « la déchéance encourue par l'un des bénéficiaires ne saurait être opposable aux autres : la compagnie retiendra seulement la part du coupable. Dans le cas d'une assurance contractée au profit des ayants droit de l'assuré, la compagnie n'aurait rien à retenir si le coupable renonçait à la succession ou était exclu comme indigne en vertu de l'article 727 du Code civil, car il ne pourrait alors être réputé bénéficiaire » (4).

Mais dans tous les cas où la déchéance est encourue,

1. Civ. Seine, 7 mars 1887 ; *J. A.*, 87.176 ; Civ. Seine, 17 nov. 1897, précité.

2. *Op. cit.*, n° 404.

3. *Op. cit.*, II, p. 615.

4. Dupuich, *op. cit.*, n° 342. Dans le même sens Lefort, *op. cit.*, II, p. 618.

L'assureur doit rembourser aux ayants droit le montant de la réserve mathématique si 3 primes au moins ont été versées : cela résulte en principe des conditions générales du contrat, ou à défaut de l'article 79 de la loi du 13 juillet 1930 ; avant la loi les auteurs l'admettaient déjà. Cou-teau estime qu'une clause par laquelle l'assureur s'attribuerait toutes les primes versées manquerait de cause juridique (1) ; Lyon-Caen, en 1904, s'exprimait ainsi dans son rapport (2) : « Quand les primes ont été payées pendant trois années, l'assureur ne peut conserver pour lui les réserves. Il doit en payer le montant aux héritiers ou ayants cause de l'assuré. »

Cette clause de déchéance, en raison du meurtre de l'assuré par le bénéficiaire, fait donc courir un risque au créancier qui a reçu la police en garantie, mais il est bon d'en examiner l'incidence exacte en distinguant selon que la police a été remise en garantie par le souscripteur ou par le bénéficiaire.

1° *Le souscripteur a utilisé la police comme instrument de crédit.*

S'il a procédé par endossement ou dation en paiement, il a transféré la propriété de la police à son créancier qui se trouve, par là-même, seul bénéficiaire ; ce dernier ne court donc aucun risque en raison d'un meurtre par un autre bénéficiaire, puisqu'il ne peut y en avoir. Bien entendu, si c'est le créancier lui-même qui donne la mort à l'assuré, il est déchu de tous droits.

1. *Op. cit.*, II, n° 405.

2. Rapport Lyon-Caen, art. 69, *J. A.*, 1905, p. 256.

S'il a procédé par attribution du bénéfice, il a ainsi donné au créancier un droit direct et propre contre l'assureur ; par suite, si un autre bénéficiaire désigné par exemple pour recueillir la portion liquide cause la mort de l'assuré, soit par son fait, soit volontairement, cela ne peut en rien nuire au créancier qui, en vertu de son droit direct contre l'assureur, peut réclamer le paiement de la part qui lui a été attribuée : c'est ce qu'a décidé récemment la Cour de Paris dans une espèce où elle a estimé que le créancier était bénéficiaire de l'assurance et non pas seulement gagiste (1).

S'il a donné à son créancier un simple droit de gage sur la créance que le bénéficiaire a contre l'assureur, il ne lui a pas donné un droit direct contre l'assureur, mais un simple droit de priorité sur la somme qui devra être payée au bénéficiaire ; par suite, la déchéance, opposable au bénéficiaire meurtrier anéantira le gage du créancier : [c'est ce qu'a décidé le Tribunal civil de la Seine dans un cas où il considérait que le créancier avait un droit de gage sur l'assurance mais ne pouvait être considéré comme un bénéficiaire (2).]

Mais dans beaucoup de cas, le créancier pourra néanmoins retrouver le montant de sa créance : en effet, s'il a consenti un prêt seulement sur la valeur de rachat de la police, il pourra exercer son privilège de créancier gagiste sur le montant de la réserve mathématique qui reste due par l'assureur, et la réserve se trouvera toujours plus élevée que le montant du prêt fait sur la valeur de rachat.

En outre, si la police stipule qu'en cas de déchéance du

1. Paris, 31 janvier 1934, *Rev. gén. Ass. terr.* précité.

2. Trib. civ. Seine 1931. *Rev. gén. Ass. terr.*, précité.

bénéficiaire meurtrier le capital reste payable à tous autres ayants droit, le créancier retrouvera l'intégralité de sa créance, même s'il a prêté sur le montant du capital assuré et non seulement sur la valeur de rachat, en faisant opposition, en vertu de son privilège, au paiement du capital.

Enfin, s'il y a plusieurs bénéficiaires désignés ou si la police était souscrite au profit des ayants droit, la déchéance étant une « peine personnelle » (1) n'est opposable qu'au bénéficiaire qui a causé la mort de l'assuré, par suite la compagnie doit verser le capital en retenant la part du meurtrier ; l'on a même vu que, s'il s'agit d'une assurance au profit des ayants droit et si le bénéficiaire qui a donné la mort est éliminé de la liste des successibles, la compagnie doit verser le capital entier. Suivant les cas le créancier, qui a fait un prêt en considération du capital assuré et non pas seulement sur la valeur de rachat, retrouvera donc soit une partie importante de sa créance, soit la totalité.

2° *Le bénéficiaire a emprunté sur la police acceptée par lui.*

Il a été établi que le bénéficiaire ne peut faire une dation en paiement, mais il a pu endosser la police à l'un de ses créanciers et lui transférer ainsi la propriété de l'assurance. Dans ce cas, il ne peut y avoir d'autre bénéficiaire que le créancier endossataire, et la situation est la même que pour un endossement fait par le souscripteur : le créancier ne court pas de risque.

Si le bénéficiaire a attribué le bénéfice à son créancier, tout en désignant un autre bénéficiaire pour recevoir la

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 342.

portion liquide, il lui a donné un droit direct contre l'assureur ; la situation est également la même que pour une attribution faite par le souscripteur : la déchéance opposable au bénéficiaire pour la portion liquide ne nuit en rien au créancier qui a un droit personnel à l'assurance.

Mais il en est autrement lorsque le bénéficiaire a seulement donné à son créancier un nantissement sur la police ; si le bénéficiaire qui a nanti la police cause la mort de l'assuré, la déchéance qui lui est opposable anéantira le gage du créancier puisque celui-ci n'a pas un droit direct contre l'assureur et il ne semble pas que le créancier du bénéficiaire puisse, comme le créancier du souscripteur, faire valoir ses droits soit sur la réserve mathématique due par l'assureur, soit sur le capital, s'il est stipulé qu'il reste payable aux ayants droit, soit sur une fraction du capital s'il y avait plusieurs bénéficiaires, dont un seul se trouve déchu.

Examinons ces trois hypothèses :

Les polices stipulent en général que, si le bénéficiaire est déchu de ses droits, la réserve mathématique est payable aux ayants droit, sans autre précision, mais il semble bien que ces mots ne veulent désigner que les ayants droit du souscripteur ; en effet, devant l'imprécision de la clause, il convient de se référer à la loi et aux auteurs. Or, la loi du 13 juillet 1930 énonce à l'article 79 que, en cas de meurtre par le bénéficiaire, « le montant de la réserve doit être versé par l'assureur aux héritiers ou ayants cause du contractant... » D'autre part, Lyon-Caen indique dans son rapport sur le projet de loi de 1904 que dans ce cas « l'assureur ne peut conserver pour lui les réserves. Il doit en payer le montant aux héritiers ou ayants cause de

l'assuré » (1). On est donc amené à conclure que le créancier du bénéficiaire n'étant pas un ayant droit du souscripteur ne peut se prévaloir du nantissement consenti par le bénéficiaire en cas de déchéance de ce dernier, ni se faire verser par priorité le montant de la réserve mathématique. Son gage se trouve donc anéanti. Il n'en serait autrement que si la police mentionnait expressément que la réserve mathématique peut être payée aux ayants droit du bénéficiaire déchu. S'il y a plusieurs bénéficiaires désignés et que l'un d'eux cause la mort de l'assuré après avoir nanti sa part dans le montant de l'assurance, son créancier ne pourra non plus exercer une saisie-arrêt sur les parts dues aux autres bénéficiaires, puisque, étant seulement l'ayant droit d'un bénéficiaire, il ne peut exercer son privilège que sur la part qui revenait à ce dernier, et, cette part étant annulée, son gage est anéanti. Au contraire, le meurtre commis par un bénéficiaire autre que celui qui a nanti sa part ne porte aucun préjudice au créancier gagiste de ce dernier, la déchéance étant restreinte, ainsi qu'on l'a déjà vu, à la part du meurtrier.

Enfin, s'il est stipulé que, à la suite de la déchéance du bénéficiaire, le capital assuré est payé à tous autres ayants droit, le créancier gagiste du bénéficiaire meurtrier peut-il faire valoir son droit de priorité sur le capital ? Si la police vise expressément les ayants droits du bénéficiaire déchu, il n'y a pas de difficultés : le créancier peut saisir-arrêter le capital ; mais si la police indique simplement qu'il sera « payable à tous autres ayants droit », que faut-il décider ? Cette clause est trop récente pour que la jurisprudence ou les auteurs aient eu à se prononcer, il faut donc en trouver

1. Rapport Lyon-Caen, *J. A.*, 1905, précité.

la solution par application des principes généraux : on peut raisonner ainsi :

Lorsque le bénéficiaire désigné est déchu de ses droits, la situation est la même que si le contrat ne désignait pas de bénéficiaire ; dès lors le capital, tombant dans le patrimoine de l'assuré, est payable aux ayants droit de ce dernier ; il semble donc logique d'admettre que la clause libérale inscrite dans certaines polices et stipulant que le capital reste payable à tous autres ayants droit ne vise que les ayants droit de l'assuré ; par suite, le créancier nanti par le bénéficiaire déchu ne peut faire valoir ses droits, qui se trouvent détruits par la déchéance.

En résumé, il ne faut pas dire que l'éventualité d'un meurtre de l'assuré par le bénéficiaire constitue nécessairement un risque pour le créancier : l'on a vu que, si ce dernier est propriétaire ou attributaire du bénéfice, il ne court pas de risque. S'il a seulement un droit de gage, on a pu constater que, créancier du bénéficiaire, il court le risque, mais que, créancier du souscripteur, il aura dans beaucoup de cas un recours suffisant soit sur la réserve mathématique, soit sur tout ou partie du capital assuré.

B. — Suicide de l'assuré.

Si le suicide était garanti sans aucune restriction, l'assureur courrait le grave danger d'assurer toutes les personnes qui ont l'intention de se tuer ; en outre, la possibilité de faire payer un capital très important aux bénéficiaires, moyennant le versement d'une prime très modique, serait un véritable encouragement au suicide ; le risque de suicide doit donc recevoir une certaine limitation.

Avant la loi du 13 juillet 1930, les polices excluait en

général le risque de suicide, purement et simplement, ne faisant une exception que pour le suicide inconscient qui était couvert; le suicide inconscient pouvant être défini comme l'acte commis par « ceux qui se tuent étant en démence et qui sont sujets à des égarements d'esprit » (1); d'ailleurs, même lorsque la police excluait le suicide sans plus de précisions, la jurisprudence estimait que le suicide inconscient restait garanti : « Le suicide n'annule pas l'assurance, s'il est établi que, depuis plusieurs semaines, l'assuré donnait des signes évidents de l'affaiblissement de sa raison et que, le jour de sa mort, il était visiblement en proie à un trouble mental qui ne lui laissait pas le libre usage de sa volonté » (2). « Le suicide susceptible d'annuler l'assurance ne peut s'entendre que du suicide absolument volontaire » (3). Il faudrait donc que le suicide inconscient soit formellement exclu dans la police, pour qu'il ne soit pas garanti.

La loi du 13 juillet 1930 autorisant à couvrir le suicide conscient après deux ans d'assurance, les compagnies ont en général incorporé une clause dans ce sens, dans leurs contrats, ajoutant que le suicide inconscient est couvert dès le premier jour.

Suivant les cas et la date des polices, le suicide conscient sera donc exclu soit complètement, soit pour les 2 premières années, et le suicide inconscient pourra, quoique beaucoup plus rarement, ne pas être garanti.

Néanmoins, depuis la loi du 13 juillet 1930, chaque fois

1. Merlin, *Répertoire v^o Suicide*, cité par Dupuich, *op. cit.*, n^o 327.

2. Civ. Seine, 1^{er} avril 1876, *J. A.*, 76.238.

3. Civ. Seine, 2 février 1887, R. P. 88.297. Même sens : Trib. civ. Seine, 12 novembre 1902, *J. A.*, 03.1.128 et implicitement de Cass. civ., 29.1.1902, *J. A.*, 1912.215.

que la police sera annulée pour suicide de l'assuré, la compagnie devra verser aux ayants droit la réserve mathématique ; cela résulte de l'article 62 de ladite loi.

Antérieurement à la loi, les polices stipulaient en général que la valeur de rachat serait payée aux ayants droit, et cette clause doit être considérée comme valable, la loi de 1930 n'ayant pas sur ce point d'effet rétroactif.

Ajoutons qu'il est bien établi aujourd'hui, contrairement à l'ancienne jurisprudence (1), que la preuve du suicide incombe à la compagnie, puisqu'elle invoque cette exception pour ne rien verser, mais que la preuve de l'inconscience appartient aux bénéficiaires puisqu'ils ripostent par cela à l'exception invoquée contre eux (2) : du reste, il n'est guère de police qui ne contienne une clause dans ce sens.

Le créancier à qui la police a été remise en gage court donc le risque que l'assuré se suicide et que l'assurance soit annulée ; et, dans ce cas, comme la déchéance résulte d'un fait de l'assuré lui-même, le risque est le même, que le créancier soit propriétaire de la police ou gagiste, ou attributaire du bénéfice ; ou créancier du souscripteur ou du bénéficiaire. Deux cas seulement sont à envisager : ou bien le créancier n'a prêté que sur la valeur de rachat de l'assurance ; dans ce cas, il fera opposition au paiement de la réserve ou du rachat par l'assureur, s'il est gagiste : s'il est bénéficiaire ou propriétaire, il recevra directement de l'assureur le montant de la réserve ou du rachat. Ainsi, il retrouvera le montant intégral de son prêt. Au contraire,

1. Cass. civ., 3 août 1876 ; D. P. 93.2.233.

2. Civ. Lille, 2 décembre 1907 ; D. P. 1912.1.159 et Cass. req., 5 août 1908, *J. A.*, 1910.112 ; Paris, 3 juillet 1908, *J. A.*, 09.110.

s'il a prêté en considération du capital assuré, il pourra évidemment recevoir la réserve ou le rachat, mais il ne retrouvera ainsi qu'une faible partie de ce qu'il aura prêté ; c'est donc seulement pour cette catégorie de créanciers qu'il faut vraiment parler de risque résultant du suicide. Mais il n'est pas douteux que, dans ce cas, le créancier pourrait offrir de prouver l'inconscience de l'assuré.

C. — Voyages à l'étranger.

En raison des risques plus graves de mortalité qui existent dans certains pays pour les Européens, les compagnies excluent de leur garantie le décès survenu dans une de ces contrées dont la liste figure au contrat. Actuellement, d'une façon générale, la garantie n'est suspendue que pour les pays situés entre les tropiques ; autrefois, les régions exclues étaient plus nombreuses.

Nombre de polices limitent considérablement ce risque aujourd'hui, en stipulant qu'après un délai de six mois partant de la souscription, les risques de mort seront couverts dans le monde entier.

En outre, moyennant une surprime forfaitaire, les compagnies acceptent de garantir le décès en pays en principe exclu. De sorte que, en tout état de cause, le créancier pourrait verser lui-même cette surprime qui dépasse rarement 1 % du capital assuré ; en effet, l'on a vu précédemment (1) que le créancier a le droit de payer une prime destinée à sauvegarder sa garantie. L'on a même vu (2) qu'il peut contraindre judiciairement son débiteur au paie-

1. Voir chapitre VI.

2. Voir chapitre VI.

ment des primes ; il n'est donc pas douteux qu'il pourrait, dans les mêmes conditions, obliger son débiteur à payer une surprime de voyage.

Il n'y a donc de risque proprement dit pour le créancier que si le débiteur part en pays exclu sans le faire savoir et sans payer de surprime, car alors le créancier se trouve exposé à ce qu'il décède n'étant pas garanti ; mais quel risque exactement court dans ce cas le créancier ? Il faut distinguer :

1° Le créancier n'a prêté que sur la valeur de rachat.

Or, dans beaucoup de contrats (1), l'exclusion territoriale ne s'applique qu'aux six premiers mois d'assurance, alors que la valeur de rachat minimum n'est acquise qu'après le paiement de trois primes annuelles ; si le créancier a prêté sur la valeur de rachat, c'est donc au moins au bout de trois ans, et la police ne comporte plus d'exclusion de garantie en pays étranger. Si l'on se trouve en présence d'un contrat ancien, il comportera très souvent une limitation aux trois premières années de l'exclusion de garantie en certains pays, la solution sera donc la même que ci-dessus. Enfin, si l'exclusion est permanente, la police accordera généralement le paiement de la réserve ou au moins de la valeur de rachat, en cas de décès en pays exclu, de sorte que le créancier retrouvera le montant de sa créance. Très rares seront les anciens contrats qui excluront sans limite le risque de voyage, et qui, l'excluant, n'accorderont pas le paiement du rachat, et ce sera dans ce cas seulement que le créancier verra son gage anéanti par le décès du débiteur en pays exclu.

1. Notamment les contrats actuels des compagnies du Comité.

Quant aux contrats postérieurs à la loi du 13 juillet 1930, ils ne pourraient dispenser la compagnie du remboursement de la réserve mathématique si trois primes ont été versées, car cette loi reconnaît en toute occasion au souscripteur un droit absolu sur la réserve mathématique, et une clause supprimant ce droit en cas de décès en pays non garanti serait sans nul doute considérée comme contraire à l'esprit de la loi du 13 juillet 1930.

2° Le prêt a été fait en considération du capital assuré.

Si aucune surprime n'a été versée, le plus que la compagnie puisse être presque toujours obligée à payer étant la réserve mathématique, le créancier ne retrouvera qu'une faible partie de son prêt ; le risque est donc pour lui beaucoup plus sérieux.

D. — Risques d'aviation et de services militaires.

Les conséquences de ces deux limitations de garantie étant les mêmes, il est possible de les grouper pour étudier les risques qu'elles font courir au créancier.

Le but de cette étude n'est pas d'étudier toutes les modalités de garantie du risque d'aviation, il suffit de savoir que certaines polices excluent tout décès survenu dans un accident d'avion ; d'autres garantissent l'aviation sur les lignes commerciales ; d'autres couvrent l'aviation de tourisme, même en qualité de pilote ; mais tous ces risques, même celui que court le pilote professionnel, civil ou militaire, peuvent toujours être garantis moyennant une surprime.

En ce qui concerne les risques de services militaires, certaines polices excluent les services dans certaines colo-

nies ou certains pays réputés d'un climat malsain, dont la liste limitative figure au contrat ; mais le paiement d'une surprime peut permettre à l'assureur d'étendre sa garantie à ces régions.

Si aucune surprime n'a été payée, le décès survenu dans des circonstances exclues obligera l'assureur à payer seulement la réserve, si trois primes ont été payées et s'il s'agit d'une police postérieure à la loi du 13 juillet 1930 (1) ; s'il s'agit de contrats plus anciens, l'assureur versera quelquefois la réserve, plus souvent le prix de rachat et parfois ne versera rien.

Ainsi, le créancier qui a avancé un capital égal à la valeur de rachat retrouvera le plus souvent le montant de sa créance ; mais s'il a prêté une somme voisine du capital assuré, sa garantie se trouvera réduite bien au-dessous de ce qui lui est dû.

E. — **Risque de guerre.**

Ce risque donne toujours lieu à des lois spéciales sur les droits des créanciers en général, et il est impossible de prévoir quelle serait l'attitude du législateur en cas de guerre ; d'une manière générale, on peut dire que trois solutions sont possibles : ou bien le risque de guerre est garanti, au besoin en décidant que l'échéance sera prorogée, ce qui est le cas le plus fréquent, puisque c'est le cas des assurances mixtes et que celles-ci sont les plus répandues. Dans cette hypothèse, la garantie du créancier lui est conservée.

Ou bien le risque de guerre est garanti, mais avec stipulation que le capital sera diminué, cette diminution variant

1. Voir § 3, risque de voyage.

avec le nombre de primes payées au moment de l'ouverture des hostilités ; c'est le cas, en général, des assurances vie entière et des mixtes de longue durée ; dans cette hypothèse, si le créancier a prêté sur la valeur de rachat, sa garantie reste suffisante ; s'il a prêté sur le montant du capital assuré, la diminution de capital pourra entamer une partie de sa garantie ; mais, moyennant le paiement d'une surprime unique, le capital peut rester intégralement assuré en cas de guerre ; le créancier pourrait donc verser cette surprime pour maintenir sa garantie, mais il est douteux qu'il puisse contraindre son débiteur à la payer, en raison des lois de protection qui avantageraient tous les assurés mobilisés.

Enfin, le risque de guerre est exclu, ce qui est le cas notamment des assurances temporaires, des assurances sur plusieurs têtes, et autres. Dans ce cas, si le créancier n'a consenti un prêt que sur la réserve mathématique, sa garantie sera sauvegardée, car en cas de décès par un fait de guerre, la réserve est intégralement due par l'assureur en vertu de la loi du 22 juillet 1919. Mais s'il a prêté en considérant le capital assuré, il n'aura que la ressource de verser une surprime, qui permettra à l'assureur de garantir le risque de guerre.

F. — Risques divers.

Autrefois, les polices excluait les risques de duel et de condamnation à la peine capitale, ce qui aggravait les risques courus par les créanciers. Ces clauses ont aujourd'hui disparu en général, les duels étant à notre époque peu dangereux et aucun assuré n'ayant jamais jusqu'à présent encouru la peine de mort.

CHAPITRE IX

Risques courus par le créancier du fait des nullités qui peuvent frapper le contrat d'assurance sur la vie.

(Art. 21, 22, 57, 58, 59, 81 de la loi du 13 juillet 1930).

Le contrat d'assurance peut être entaché de nullité ; et si cette nullité vient à être reconnue, elle entraînera souvent l'anéantissement de la garantie que constituait cette police pour un créancier. Il est donc intéressant d'étudier quels risques court exactement le créancier en raison de la nullité possible du contrat. Les causes ordinaires de nullité, notamment pour erreur, incapacité, violence, etc. étant régies par les règles du droit commun, n'entrent pas dans le cadre de cette étude, c'est uniquement les causes propres au contrat d'assurance qui seront passées en revue.

A. — Réticence ou fausse déclaration de mauvaise foi de la part de l'assuré.

Polices antérieures ou postérieures à la loi du 13 juillet 1930.

L'assuré est tenu de déclarer à l'assureur les éléments essentiels du risque qu'il lui fera courir, c'est un principe fondamental de l'assurance (1) ; en matière d'assurance vie,

1. Lyon-Caen, *J. A.*, 1905, p. 151 ; Dupuich, *op. cit.*, n° 60, loi du 13 juillet, 1930.

ces déclarations portent principalement sur l'état de santé de l'assuré, sur ses antécédents et ses habitudes d'hygiène ; et s'il trompe l'assureur sur ces divers points, celui-ci acceptera d'accorder sa garantie, alors qu'en pleine connaissance de cause, il l'aurait peut-être refusée ou acceptée avec majoration de la prime. Aussi a-t-on toujours reconnu à l'assureur la possibilité de faire annuler le contrat lorsqu'il a connaissance des réticences ou des fausses déclarations qui, de mauvaise foi, ont été faites par l'assuré, même si elles n'auraient pas influé sur le dommage, tout en gardant les primes à titre de dommages-intérêts (1).

En une telle occurrence, il est bien certain que, si la police a été remise en garantie à un créancier, la garantie se trouve réduite à néant, sans aucun recours possible contre l'assureur, puisque celui-ci a le droit de garder toutes les primes, même si elles ont été payées par le bénéficiaire (2).

Mais beaucoup de polices mentionnent que le contrat est incontestable dès sa souscription, ou après un délai variable suivant les compagnies ; cette clause signifie que l'assureur s'interdit de soulever une contestation et d'opposer une déchéance. Le créancier pourrait-il donc arguer de cette clause d'incontestabilité pour contraindre l'assureur à maintenir la police en sa faveur ? La réponse négative s'impose ; les auteurs sont catégoriques à ce sujet : « La clause d'incontestabilité est parfaitement valable, à moins que la déchéance écartée ne repose sur un motif d'ordre public, comme il arrive au cas de dol, en matière de réti-

1. C. com., art. 348 ; Lyon-Caen, Rapport précité, p. 158, loi du 13 juillet 1930 art. 21.

2. Civ. Marseille, 30 janvier 1933 ; Paris, ch. I, 12 février 1878, cité par Cou-teau, *op. cit.*, II, p. 153 ; Civ. Seine, 13 janvier 1885, *J. A.*, 85.193.

cence... » (1). « On ne peut guère soutenir que (par la clause d'incontestabilité) l'assureur ait entendu supprimer l'obligation de déclaration (des éléments constitutifs du risque). Les polices précisent elles-mêmes que les déclarations de (l'assuré) servent de base au contrat... Comment prétendre, dans ces conditions, que l'assuré soit délié conventionnellement de son obligation de déclarer les risques ?... Une conclusion pratique : la clause d'incontestabilité ne couvre pas la mauvaise foi de l'assuré... (2); on ne saurait admettre qu'une clause d'incontestabilité puisse couvrir le dol et la mauvaise foi.

D'ailleurs, il est bon de remarquer qu'en fait la plupart des polices comportent une clause d'incontestabilité faisant une restriction pour le cas de réticence ou fausse déclaration, de mauvaise foi.

Ainsi, la solution est bien nette : chaque fois que le contrat sera annulé pour cette raison, la garantie du créancier se trouvera *ipso facto* anéantie : Mais il faut bien noter que la preuve de la mauvaise foi est à la charge de l'assureur (3), qu'elle est fort difficile à rapporter, et que, si elle ne l'est pas, la réticence ou la fausse déclaration faites sans mauvaise foi n'entraînent pas toujours l'anéantissement de la garantie du créancier, ainsi que l'on va le voir.

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 319.

2. M. M. Picard, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, II, 256-257.

3. Ancy et Sicot, *op. cit.*, p. III.

B.— Réticence ou fausse déclaration, sans mauvaise foi établie à l'encontre de l'assuré.

1^o Polices soumises à la loi du 13 juillet 1930.

Sur ce point, la loi du 13 juillet 1930 a posé un principe absolu dans son article 22 : Quand l'assureur a connaissance de la réticence ou de la fausse déclaration faite sans mauvaise foi, et s'il en a connaissance avant l'arrivée du sinistre, il « a le droit soit de maintenir le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat... en restituant la portion de prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus ».

Cette disposition de la loi permettra souvent au créancier de ne pas perdre la garantie qu'il trouve dans le contrat d'assurance : en effet, dans bien des cas, l'assureur acceptera de maintenir le contrat, le plus souvent sans surprime, quelquefois en demandant une surprime : le créancier pourra, au besoin, soit payer lui-même cette surprime soit contraindre son débiteur à la verser si celui-ci s'est engagé d'une façon générale à maintenir le contrat par le paiement des primes. L'on a même vu que l'on est fondé à admettre la possibilité pour le créancier de contraindre le débiteur au paiement des primes, alors que celui-ci ne s'y serait pas engagé formellement, car son engagement résulte implicitement du fait qu'il a remis la police en garantie (1).

Si la compagnie préfère résilier la police, quelle sera la position du créancier ? Pour le savoir, il faut examiner si

1. Voir chapitre VI.

la compagnie qui résilie doit le remboursement des primes : Elle doit au moins le prorata de la dernière prime payée, pour le temps de l'année d'assurance pendant lequel elle ne va plus courir le risque ; mais l'article 22 ne parle pas des primes passées. C'est que, en rédigeant cet article qui est contenu dans le titre « Dispositions générales » de la loi, le législateur a surtout eu présente à l'esprit la technique des assurances accident ou incendie. Or, dans ces assurances, la prime annuelle est en principe absorbée par les sinistres et les frais généraux, et l'assureur ayant couru un risque dont la prime était exactement la représentation ne doit rembourser aucune des primes antérieures ; mais, en matière d'assurance sur la vie, les primes sont nivelées, c'est-à-dire constantes, alors que, dans beaucoup de formules, le risque de décès couru par la compagnie croît tous les ans : les premières primes se trouvent donc plus fortes que le risque couru, et l'excédent appelé réserve mathématique est destiné à compenser l'insuffisance des dernières primes. Aussi, lorsque l'assureur résilie pour réticence de bonne foi, il ne peut conserver cette réserve qui n'a plus de raison d'être. En cas de réticence de mauvaise foi, il la conserve à titre de dommages-intérêts, mais si la mauvaise foi n'est pas établie, la même solution serait trop rigoureuse : du reste, si l'on compare les articles 21 et 22, on constate que le premier prononce la nullité du contrat en cas de réticence volontaire, et que le deuxième autorise seulement l'assureur à résilier ; or il semble que l'on puisse raisonner par analogie avec le cas de résiliation pour cessation du paiement des primes :

Dans leur commentaire de l'article 75 de la loi du 13 juillet 1930, MM. Ancey et Sicot déclarent (1) : « Il ne

1. *Op. cit.*, p. 241.

peut y avoir résiliation pure et simple de la police sans restitution de la réserve que dans deux hypothèses : 1^o s'il s'agit d'assurances... dont la prime est calculée strictement d'après le risque de décès... et ne comporte pas par conséquent de réserve au profit de l'assuré ; 2^o dans toute... assurance si trois primes annuelles au moins n'ont pas été payées. »

On peut donc conclure qu'en cas de résiliation pour réticence de bonne foi, l'assureur devra, en plus du prorata de la dernière prime, la réserve mathématique afférente au contrat, si trois primes annuelles ont été versées et si le contrat comporte une réserve.

La position du créancier est alors la suivante : s'il a prêté sur la valeur de rachat, il pourra réaliser entièrement sa garantie, puisque la réserve mathématique est toujours supérieure au prix de rachat et qu'il pourra recevoir le montant de cette réserve par priorité sur tout autre créancier : en effet, la police n'étant pas annulée, son droit de gage ou son droit direct ne sont pas annulés, ils se reportent normalement sur le remboursement fait par l'assureur comme ils se reporteraient sur un rachat demandé par le souscripteur. Il ne court donc pas de risque du fait d'une réticence de bonne foi entraînant la résiliation. S'il est créancier du bénéficiaire acceptant, celui-ci, ayant un droit acquis sur le capital assuré, doit nécessairement avoir un droit direct sur la réserve remboursée après résiliation, son créancier peut donc saisie-arrêter le paiement de la réserve et exercer sur elle son privilège.

Si le créancier a prêté sur le capital promis, le montant de la réserve sera bien inférieur à sa créance, par suite sa garantie va se trouver en grande partie déficiente ; une question se pose alors : le créancier ne pourrait-il

tirer argument de la clause d'incontestabilité incluse dans le contrat pour obliger l'assureur à maintenir le contrat en sa faveur ? Notons de suite que souvent (1) la police est reconnue incontestable, sauf l'application de l'article 22 de la loi du 13 juillet 1930 qui régit la réticence de bonne foi, ou encore l'incontestabilité, n'est accordée qu'après un délai variant suivant les compagnies. Chaque fois qu'une de ces restrictions s'appliquera, le créancier sera sans recours, mais si la clause d'incontestabilité ne subit pas de restriction, trouvera-t-elle son application et pourra-t-elle obliger l'assureur à maintenir son contrat ?

L'on doit répondre par l'affirmative : Certes, l'article 22 de la loi du 13 juillet 1930 fait partie des articles auxquels il est impossible d'apporter une modification par une convention (2) ; donc « la clause d'incontestabilité, qui a précisément pour objet de les modifier, semble condamnée » (3). Mais en réalité « il faut bien s'entendre sur la portée du caractère impératif des prescriptions de la loi. Ce que veut dire l'article 2, c'est qu'il n'est pas permis d'insérer dans les polices des clauses dérogeant à la loi au détriment de l'assuré ; mais il n'est pas interdit d'y insérer des clauses qui seraient plus favorables à l'assuré » (4). La clause d'incontestabilité qui est plus favorable, puisqu'elle restreint les possibilités de déchéance, est donc licite : « Il faut admettre la validité de la clause d'incontestabilité » (5). Elle ne pourrait être illicite que si elle était

1. C'est la clause actuelle des compagnies du Comité.

2. Art. 2, loi du 13 juillet 1930.

3. M. M. Picard, *Rev. gén. Ass. terr.*, 32, II, 238.

4. M. Capitant, *Rev. gén. Ass. terr.*, 30, IV-V, 743 ; dans le même sens . Ancy et Sicot, *op. cit.*, p. 26 ; et lettre du Ministre du Travail à M. A. Alexandre, P' du Syndicat des compagnies étrangères d'assurance, du 30 décembre 1926, citée par Ancy et Sicot, *op. cit.*, p. 27.

5. Capitant, *Rev. gén. Ass. terr.*, 30, IV-V, 770, note 37.

contraire à un principe d'ordre public ; or, si l'ordre public est intéressé à ce que le dol, la fraude que constitue la réticence de mauvaise foi soit toujours sanctionné par la nullité, il n'en est plus de même de la réticence faite de bonne foi : en effet, il faut remarquer que l'article 22 de la loi ne parle plus de nullité, mais seulement de résiliation, en cas de réticence faite sans mauvaise foi, ce qui prouve bien qu' « aucun principe d'ordre public n'est en jeu » (1) ; la clause d'incontestabilité paralyse donc valablement les dispositions de l'article 22. Ainsi, le créancier qui a intérêt à ce que sa garantie subsiste peut contraindre l'assureur, en vertu de ladite clause, à maintenir le contrat intégralement, sauf si la compagnie a spécifié que l'incontestabilité ne ferait pas échec à l'article 22, ou si le délai de carence pendant lequel la clause d'incontestabilité ne s'applique pas n'est pas encore révolu.

Jusqu'à présent, l'on n'a considéré que le cas de découverte de la réticence de bonne foi avant sinistre ; mais quelle solution édicte l'article 22 si la réticence n'apparaît qu'après le sinistre auquel il faut assimiler l'échéance de la police, ce qui est le cas le plus fréquent ? L'article 22 stipule que « l'indemnité sera réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été payées si les risques avaient été complètement et exactement déclarés ». Mais, comme le fait remarquer M. Picard (2), « il y a des cas exceptionnels dans lesquels la règle légale peut jouer : lorsque l'assureur pratique l'assurance des risques tarés. On peut alors réduire le capital en proportion du taux des primes de l'assurance du risque

1. M. M. Picard, *loc. cit.*, p. 241.

2. *Loc. cit.*, p. 242.

normal par rapport aux taux des primes de l'assurance du risque taré. Mais, en dehors de cette hypothèse, comment appliquer la règle légale ?... Il semble bien qu'il n'y ait qu'une solution possible : c'est que le juge fixe lui-même le montant de la réduction en s'inspirant des circonstances et des éléments d'appréciation qui lui seront soumis. »

Le créancier pour qui l'assurance constitue une garantie verra donc sa garantie entamée par cette réduction, chaque fois que le capital réduit se trouvera inférieur à la créance que l'assurance garantissait, et sans remède possible, sauf si le contrat contient une clause d'incontestabilité et à condition que cette clause s'applique (1), car alors « on voit à quoi se ramène (dans ce cas) l'effet de la clause d'incontestabilité lorsque l'assuré est de bonne foi : l'assureur renonce au droit de demander au juge une réduction du capital ou de la rente assurés » (2).

2° *Polices antérieures à la loi du 13 juillet 1930.*

L'article 22 de la loi du 13 juillet 1930 n'ayant pas d'effet rétroactif, il faut se référer à la jurisprudence et à la doctrine antérieures pour connaître les risques courus par le créancier qui a une garantie sur une police antérieure au 13 janvier 1931, date d'application de la loi du 13 juillet 1930, tout en faisant bien remarquer que, pour donner une solution à un litige né d'une police antérieure, le juge sera bien souvent influencé par cette loi, qui n'est pour ainsi dire que la consécration des courants de doc-

1. Voir ce qui a été dit plus haut relativement aux limitations ou exclusions dont peut se trouver affectée la clause d'incontestabilité.

2. M. M. Picard *loc. cit.*, p. 242.

trine et de jurisprudence les plus importants qui se soient manifestés pendant toute la durée de son élaboration, c'est-à-dire pendant 27 ans (1904 à 1930).

En matière de réticence, avant la loi de 1930, on partait de ce principe que l'article 348 du Code de commerce était applicable aux assurances terrestres comme aux assurances maritimes (1); or, l'article 348 édicte simplement que « toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, ... qui diminueraient l'opinion du risque ou en changeraient le sujet, annulent l'assurance... même dans le cas où (elles) n'auraient pas influé sur le dommage ou la perte de l'objet assuré ».

Partant de ce principe que cet article ne fait aucune distinction entre les cas de bonne foi et de mauvaise foi, les tribunaux et les auteurs estimaient que la réticence, même de bonne foi, annule l'assurance (2) et ceci parce que « l'erreur vicie également (le consentement) lorsqu'elle porte sur la substance du contrat ; il faut donc appliquer ici le droit commun sur l'erreur » (3).

Mais, en cas de nullité pour réticence de bonne foi, l'assureur peut-il garder les primes, soit que la police le prévoie, soit qu'elle ne le prévoie pas ? Dupuich estime que si le contrat accorde à l'assureur le droit de garder les primes à titre de dommages-intérêts, « l'assureur a le droit absolu de conserver les primes, même à l'encontre du bénéficiaire qui les aurait payées de bonne foi » (4) ; si le contrat est muet, « le juge pourra déterminer *ex æquo et bono* la retenue

1. Cass. civ., 22 nov. 1921 ; D. P., 1925, I, 1116.

2. Riom, 26 juin 1888, *J. A.*, 89.45 ; Paris, 18 juillet 1895, *J. A.*, 95.563 ; Lefort, *op. cit.*, II, p. 525 et suiv. ; Dupuich, *op. cit.*, n° 326.

3. Dupuich, *op. cit.*, n° 326.

4. *Op. cit.*, n° 328.

qu'il octroie à l'assureur à titre d'indemnité et la limiter par exemple à ce qui excède la valeur de rachat (1). Lefort est du même avis (2). L'on trouve d'ailleurs des décisions dans ce sens (3). Cependant, d'autres auteurs sont d'avis que lorsque le contrat est muet l'assureur devrait rembourser la valeur de rachat (4) et l'on trouve de la jurisprudence décidant que l'assureur doit rembourser les primes (5) quand le contrat ne stipule pas qu'il peut les garder à titre de dommage-intérêts.

En résumé, ou la police stipule que l'assureur garde les primes, ce qui est le cas le plus fréquent, et la clause est déclarée valable par application de l'article 1152 du Code civil ; ou la police est muette, et il semble que l'assureur doive verser au moins la valeur de rachat.

S'il est admis que la compagnie peut annuler le contrat et conserver les primes, le créancier verra sa garantie tomber à néant. Si la compagnie doit rembourser la valeur de rachat ou la réserve, le créancier qui a prêté sur la valeur de rachat pourra réaliser intégralement sa garantie, sauf si d'autres créanciers surgissent, car, l'assurance étant annulée, le gage ou le droit direct du créancier le sont également ; c'est donc à titre de simple chirographaire qu'il pratiquera une saisie-arrêt sur le remboursement incombant à l'assureur, et, en cette qualité, il subira le concours de tout autre créancier et ne sera plus remboursé qu'au marc le franc : quant au créancier qui a prêté en considération du capital assuré, son recours sur le

1. *Ibid.*, n° 359.

2. *Op. cit.*, II, p. 542.

3. Paris, 12 février 1878 ; Paris, 10 février 1904, *J. A.*, 04.25.259.

4. *J. de la Morandière*, p. 542.

5. Comm. Seine, 9 janvier 1888, *J. A.* 88.435 ; Civ. Tours, 30 août 1871, *J. A.*, 74.31.

remboursement effectué par l'assureur sera de toute façon insuffisant. Enfin, si la compagnie doit rembourser les primes, le prêteur sur valeur de rachat retrouvera intégralement sa créance, et quelquefois celui qui a prêté sur le capital assuré ne perdra rien, si la somme totale de primes payées atteint le montant de sa créance. ce qui est possible si la réticence est découverte en fin de contrat, et si le total des primes atteint ou dépasse le capital assuré (ce qui se produit notamment dans les assurances sur la tête de personnes âgées). Rappelons que dans ces deux derniers cas le créancier n'agit que comme chirographaire et non plus par privilège ou par priorité.

Mais, dans toutes ces hypothèses, si le contrat comporte une clause d'incontestabilité, le créancier pourra souvent se servir de cette clause pour sauvegarder sa garantie : l'on a vu que, si la clause d'incontestabilité ne peut couvrir la réticence ou la fausse déclaration de mauvaise foi, il n'en est pas de même des réticences de bonne foi ; en conséquence, le créancier pourra soutenir que la clause d'incontestabilité fait échec à la déchéance résultant de la réticence non dolosive, et obliger la compagnie à maintenir la police.

Dans deux cas seulement, la clause d'incontestabilité ne pourrait servir au créancier : 1^o si elle excluait de son champ d'application la réticence ou la fausse déclaration faites de bonne foi ; 2^o si elle stipulait un délai de carence pendant lequel elle ne joue pas, par exemple pendant la première ou les 5 premières années, et que la réticence soit révélée pendant ce délai.

C. — Nullité résultant du défaut de consentement de l'assuré soit à l'assurance elle-même, soit à son transfert, sa dation en paiement ou sa mise en gage.

Cette nullité ne constitue pas à proprement parler un risque pour le créancier, car, alors qu'il lui est le plus souvent impossible de vérifier s'il y a eu une réticence lors de la conclusion du contrat, il peut au contraire toujours vérifier ou demander la preuve que l'assuré a donné son consentement à l'assurance, et exiger qu'il concoure à la cession, au nantissement ou à la dation en paiement pour donner son consentement ; s'il ne le fait pas, il court le risque que le contrat soit nul, mais il ne le doit qu'à sa propre imprudence. L'on a vu précédemment (1) que le consentement de l'assuré a toujours été obligatoire, et que cette règle fondamentale de l'assurance sur la vie a reçu une consécration définitive dans l'article 57 de la loi du 13 juillet 1930, qui exige que le consentement soit donné par écrit avec indication de la somme assurée.

Il s'agit certainement là d'une « disposition essentiellement d'ordre public (2), c'est en effet le mode de protection essentiel qui a été envisagé pour répondre aux vives critiques des rédacteurs du Code civil, qui avaient rejeté formellement les assurances sur la vie comme trop dangereuses pour l'assuré, car elles peuvent « faire naître chez le bénéficiaire le *votum mortis* » (3) : en exigeant le consen-

1. Chapitre I.

2. Capitain, Commentaire de la loi du 13 juillet 1930. *Rev. gén. Ass. terr.*, 30, IV-V, 794.

3. Ancy et Sicot, *op. cit.*, p. 209 ; Dupuich, *op. cit.*, n° 77.

tement de l'assuré, on lui permet de vérifier ainsi qui recevra le capital garanti à son décès, et de refuser son consentement à l'assurance lorsque le contractant et le bénéficiaire ne lui inspirent pas une entière confiance.

Puisque c'est une règle d'ordre public, aucune clause du contrat ne peut lui faire échec, et notamment la clause d'incontestabilité ne s'applique pas à ce cas. Il faut considérer en outre que, si la nullité du contrat vient à être prononcée pour ce motif, l'assureur ne peut garder les primes versées à titre de dommages-intérêts puisqu'il a fait une faute en n'exigeant pas la preuve que le consentement de l'assuré avait bien été obtenu ; il doit donc, conformément aux règles du droit commun, restituer la totalité des primes versées.

Quelle sera la situation du créancier en cas de nullité pour défaut de consentement de l'assuré, à supposer que le cas se produise ?

Il pourra pratiquer une saisie-arrêt sur le remboursement des primes, et, s'il a prêté sur la valeur de rachat, le total des primes sera supérieur à son prêt ; s'il a fait une avance sur le montant du capital assuré, sa saisie-arrêt ne sera opérante que pour partie, à moins que le total des primes remboursables ne soit supérieur au capital garanti, ce qui peut parfois se produire.

Mais il faut bien remarquer que, la police étant nulle, tous les droits consentis à des tiers sur cette police se trouvent annulés, que ce soit un nantissement, une attribution du bénéfice ou un transfert de propriété ; ce n'est donc plus en vertu de l'un de ces droits que le créancier signifiera une saisie-arrêt, mais comme simple créancier chirographaire qui saisit un bien de son débiteur ; par suite, si d'autres créanciers surgissent, celui qui avait prêté sur

police ne peut leur opposer aucun privilège ni droit direct sur l'assurance, et il concourra avec eux au marc le franc.

Le risque serait donc sérieux si le créancier ne pouvait vérifier si l'assuré a donné son consentement, mais comme il peut toujours le faire, il ne court ce risque que s'il a commis une grave négligence.

D. — Nullité résultant de l'assurance des mineurs de moins de 12 ans, des aliénés et des interdits.

L'assurance en cas de décès contractée sur la tête d'un mineur âgé de moins de 12 ans est radicalement nulle ; cette règle, édictée par la loi du 8 décembre 1904, a été reprise par l'article 58 de la loi du 13 juillet 1930, qui l'a renforcée par des sanctions pénales ; mais elle ne s'applique pas aux assurances qui prévoient seulement le remboursement des primes en cas de décès de l'enfant, car ce remboursement ne fait réaliser aucun bénéfice ; c'est le cas des assurances dotales, ou de capital ou rente différés avec contre-assurance.

Cette règle est destinée à réprimer les graves abus dont la constatation avait donné naissance à la loi du 8 décembre 1904, aussi est-elle d'ordre public et entraîne-t-elle la restitution des primes par l'assureur (1) : la situation du créancier qui avait reçu une telle police en garantie est la même qu'en cas de nullité pour défaut de consentement de l'assuré ; il suffit donc de renvoyer à ce paragraphe.

En ce qui concerne l'assurance sur la tête des interdits et des personnes placées dans une maison d'aliénés, la loi du 13 juillet 1930 édicte une nullité absolue comme pour

1. La loi du 13 juillet 1930 le dit expressément.

les assurances des mineurs de moins de 12 ans. La situation du créancier est donc la même que ci-dessus.

Avant la loi de 1930, aucune règle impérative n'était édictée à ce sujet, mais il ne faut pas oublier que l'assentiment de l'assuré au contrat était nécessaire ; si donc c'était un interdit il ne pouvait valablement exprimer cette volonté (1), seul son tuteur pouvait le faire pour lui : l'assurance sur la tête d'un interdit souscrite avant la date d'application de la loi du 13 juillet 1930 est donc valable si le tuteur avait donné son consentement, car il n'est pas douteux que le tuteur avait le pouvoir de consentir à une assurance sur la tête de l'interdit, puisqu'on lui reconnaissait même le droit de souscrire une assurance sur la tête de celui-ci par exemple pour doter ses enfants ou payer des dettes, à condition qu'il ait l'autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal (2). Mais si l'interdit avait donné son assentiment à l'assurance sans le concours de son tuteur, ce consentement est nul conformément à l'article 502 du Code civil et cette nullité entraînera celle de l'assurance elle-même ; le créancier qui aurait reçu la police en garantie se trouve donc exactement dans le même cas que lorsque le contrat est nul pour défaut de consentement. A supposer que l'assuré fût un aliéné, ses actes peuvent seulement être attaqués pour cause de démence, conformément à l'article 39 de la loi du 30 juin 1838, car il n'est pas incapable s'il n'a pas été interdit. Le consentement à une assurance sur sa tête donné par l'administrateur de ses biens n'aurait aucune valeur, car cet administrateur ne représente pas l'aliéné (3). En conséquence, s'il

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 452.

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 377.

3. Dupuich, *op. cit.*, n° 378.

est prouvé que le consentement a été donné par l'aliéné en état de démence ou par l'administrateur de ses biens, la nullité de ce consentement entraînera la nullité de l'assurance et la restitution des primes par l'assureur ; le créancier qui trouvait une garantie dans ce contrat se retrouvera donc dans la situation étudiée à propos des nullités pour défaut de consentement de l'assuré.

E. — Nullité d'un contrat d'assurance souscrit sur la tête de certains incapables.

1^o Assurance sur la tête d'un mineur de plus de 12 ans ou d'une femme mariée.

a) POLICE RÉGIE PAR LA LOI DU 13 JUILLET 1930. — La loi est formelle ; pour qu'une telle assurance soit valable, il faut le consentement de l'incapable et l'autorisation de celui des parents qui est investi de la puissance paternelle, du tuteur ou du curateur s'il s'agit d'un mineur, et l'autorisation du mari s'il s'agit d'une femme mariée ; « à défaut de cette autorisation et de ce consentement la nullité du contrat est prononcée à la demande de tout intéressé » (art. 59, § 3) ; et MM. Ancey et Sicot ajoutent (1) : « Si ces conditions ne sont pas remplies, l'assurance est nulle de nullité absolue et non relative c'est-à-dire que cette nullité peut être invoquée par tous les intéressés et qu'elle ne peut ni se couvrir ni se prescrire. » La nullité qui frappera une police souscrite sans observer les dispositions de la loi de 1930 entraînera donc l'annulation de la garantie que ce contrat donnait à un créancier, et ce dernier n'aura

1. *Op. cit.*, p. 212.

que la ressource, comme on l'a vu en cas de nullité pour défaut de consentement de l'assuré, de pratiquer une saisie-arrêt sur le remboursement des primes à titre de simple créancier chirographaire et non privilégié.

b) POLICES ANTÉRIEURES A LA LOI DE 1930. — Aucune prescription légale n'existant avant la loi de 1930, il faut se référer aux règles générales édictées par le Code civil : « Le tuteur prendra soin de la personne du mineur et le représentera dans tous les actes », dit l'article 450 du Code civil ; et l'article 213 stipule que « le mari doit protection à sa femme ». Le mineur ou la femme mariée ne pouvaient donc pas donner seuls un consentement valable, car leur incapacité est des plus générale et conçue dans un but de protection ; un tel consentement, par lequel ils font de leur vie l'enjeu d'un contrat, devait donc être donné avec l'assistance du représentant du mineur, ou du mari. C'est d'ailleurs l'avis des auteurs : « il va de soi que, si l'assuré est une personne incapable en droit de contracter une assurance, et doit se munir de l'autorisation de son représentant légal, la même autorisation doit nécessairement être donnée à la personne dont l'existence est assurée par un tiers. Cette règle a été consacrée par les deux dernières législations : la loi allemande (art. 159) et la loi suisse (art. 14) » (1).

En conclusion, le consentement donné par l'un de ces incapables seul rend le contrat susceptible d'annulation ; mais il s'agit d'une nullité relative, conformément au droit commun ; de ce fait, le créancier pourra tenter de faire régulariser le contrat en obtenant après coup l'accord du

1. Lefort, *op. cit.* I, p. 296.

père ou du tuteur ou du curateur ou du mari ; s'il ne peut l'obtenir, le contrat sera annulé, et l'assureur devra restituer les primes, puisqu'il a commis une faute en ne vérifiant pas la capacité de l'assuré ; le créancier pourra intervenir au remboursement des primes, non plus comme privilégié, ni en vertu d'un droit direct puisque le contrat est annulé, mais comme chirographaire, et il subira le concours des autres créanciers qui pourraient surgir.

F. — Nullité résultant d'une erreur sur l'âge de l'assuré.

En matière d'assurance sur la vie, la prime est basée essentiellement sur l'âge de l'assuré : si donc il a été indiqué un âge inexact l'assurance va-t-elle être annulée quand l'âge véritable de l'assuré sera connu ?

1^o Polices régies par la loi du 13 juillet 1930.

Notons d'abord qu'« il n'y a pas à rechercher si l'erreur (sur l'âge) a été involontaire ou non. En effet, l'article 21, relatif aux conséquences de la réticence ou de la fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, contient une réserve visant précisément le cas de l'article 81 (visant l'erreur sur l'âge) » (1). L'article 81 de la loi de 1930 pose des principes très précis sur la question :

Si l'erreur était au désavantage de l'assuré, l'âge indiqué étant supérieur à la réalité et la prime trop forte, l'assureur doit restituer la portion de prime reçue en trop, et cela ne

1. Ancey et Sicot, *op. cit.*, p. 256.

peut en rien affecter les droits du créancier gagiste, bénéficiaire ou propriétaire de la police.

Si l'erreur est en sens inverse, l'âge indiqué étant inférieur à l'âge véritable, et la prime trop faible pour le risque couru par l'assureur, « le capital ou la rente assurée est réduit en proportion de la prime perçue et de celle qui aurait correspondu à l'âge véritable de l'assuré ». Pratiquement, la garantie réduite restera très supérieure à la réserve du contrat : le créancier qui a prêté sur la valeur de rachat gardera donc une garantie suffisante ; mais celui qui a consenti une avance en considération du capital assuré perdra une partie de sa garantie ; il ne pourrait évidemment pas contraindre l'assureur à garantir le même capital en augmentant la prime avec effet rétroactif, si celui-ci refuse ; mais, s'il accepte, pourrait-il alors contraindre son débiteur à payer un rappel de prime et une prime plus forte à l'avenir, de façon à maintenir intégralement sa garantie ? Il est difficile de poser un principe en cette matière ; ce sera une question d'espèce, dont l'appréciation est laissée aux tribunaux : il faut en effet tenir compte de ce que le créancier a commis une négligence en ne vérifiant pas l'âge exact de l'assuré ; néanmoins, si le débiteur s'était engagé d'une manière très générale à maintenir le contrat par le paiement régulier des primes, il semble bien que, dans ce cas, son créancier pourrait le contraindre judiciairement à payer le complément de prime nécessaire pour conserver le même capital assuré (voir chapitre 6).

Enfin, si « l'âge véritable (de l'assuré) se trouve en dehors des limites fixées pour la conclusion des contrats par les tarifs de l'assureur », l'assurance sera annulée si l'erreur est découverte. Mais la loi ne dit pas si les primes devront être remboursées ; il semble bien que l'on doive

décider qu'elles seront remboursées : en effet, en cas de sinistre, c'est-à-dire au décès de l'assuré ou à l'échéance, l'assureur exige, pour verser la somme garantie, la production de l'acte de naissance de l'assuré ; si donc l'âge déclaré à la souscription est faux et hors du tarif, l'assureur le constatera de toutes façons avant le règlement, et ne versera pas le capital assuré ; en outre, il faut remarquer que si l'assuré est fautif pour avoir fait une erreur sur son âge, l'assureur a également commis une négligence en n'exigeant pas la preuve de l'exactitude de l'âge déclaré : ces deux considérations inclinent donc à penser que l'assureur ne peut garder les primes à titre de dommages-intérêts et qu'il doit logiquement en restituer la totalité : la situation du créancier gagiste, bénéficiaire ou propriétaire de la police se ramène donc aux cas étudiés précédemment.

2° Polices antérieures à la loi du 13 juillet 1930.

Il semble bien que, pour les polices antérieures à la loi de 1930, on doive donner les mêmes solutions aux difficultés soulevées par l'erreur sur l'âge de l'assuré. car les règles édictées par la loi de 1930 étaient admises depuis longtemps par les auteurs, notamment par Lyon-Caen (1), Dupuich (2) et Lefort (3), et le Tribunal civil de la Seine admettait que « l'inexactitude commise par l'assuré qui déclare un an de moins que son âge réel ne peut avoir d'influence que sur la fixation de la somme assurée, mais n'est point de nature à entraîner la nullité du contrat » (4) (dans cette espèce, l'âge véritable ne se trouvait pas en dehors du tarif).

1. Rapport sur le projet de loi, *J. A.*, 1905, p. 258.

2. *Op. cit.*, n° 330.

3. *Op. cit.*, I, p. 287-288.

4. Civ. Seine, 25 juillet 1885, *J. A.*, 85-601.

CONCLUSION

Les diverses difficultés que soulève la mise en garantie de l'assurance sur la vie ayant été examinées dans leurs grandes lignes, quel jugement peut-on porter sur la qualité de cet instrument de crédit ?

L'on a vu que, le plus souvent, les prêts consentis sur la valeur de rachat ne sont réalisables immédiatement qu'avec l'accord du souscripteur de la police, et quelquefois du bénéficiaire, si la garantie consiste en un nantissement ou une attribution du bénéfice. D'autre part, les prêts basés sur le capital assuré ne sont garantis que si le débiteur maintient le contrat par le paiement régulier de toutes les primes prévues.

Les prêts consentis dans ces conditions supposent donc que le capitaliste a confiance en son débiteur ; il estime que celui-ci voudra et pourra verser régulièrement les primes, et qu'il consentira au rachat à la première demande ; il redoute seulement le risque de décès prématuré du débiteur, qui doit trouver dans son travail personnel le revenu nécessaire pour payer sa dette ; l'assurance sur la vie jouera alors le rôle pour lequel elle a été créée : faire disparaître les risques pécuniaires résultant d'un décès ; elle est très souvent utilisée ainsi, et constitue alors, non un vrai moyen de crédit, mais un puissant auxiliaire.

Est-ce donc que l'assurance sur la vie ne peut constituer un instrument de crédit proprement dit, c'est-à-dire une garantie susceptible de faire naître la confiance chez un prêteur et d'entraîner sa décision d'exposer ses capitaux ? Bien au contraire : Donnée en garantie jusqu'à concurrence de son prix de rachat, qui est une valeur pratiquement certaine et irréductible, et sous forme d'un transfert de propriété, par exemple par une dation en paiement, qui permet au créancier de racheter la police sans l'autorisation de qui que ce soit, elle constitue une garantie incomparable, la meilleure de toutes celles qui puissent être offertes à un prêteur ; elle dépasse certainement en sécurité et en facilité de réalisation : la valeur mobilière, dont les fluctuations sont considérables et qui peut même tomber à zéro ; la garantie hypothécaire, dont la réalisation est très onéreuse et très longue ; le nantissement qui gêne le commerçant en produisant une fâcheuse impression auprès des personnes qui seraient susceptibles de lui ouvrir un crédit ; le gage ordinaire sur un objet mobilier ou un titre de créance, qui doit obligatoirement être réalisé par la voie judiciaire, d'où dépenses supplémentaires et lenteurs.

Au contraire, le créancier qui est propriétaire d'une police, à titre de garantie, et a prêté sur la valeur de rachat aura un gage d'une valeur très stable, et pourra le réaliser immédiatement, sans formalités coûteuses et sans s'adresser à la justice ; en outre, la constitution de garantie, qui peut rester ignorée de toute autre personne, ne nuira pas au crédit de l'emprunteur.

L'on est donc en droit de considérer la police d'assurance sur la vie non seulement comme un complément de sécurité, un auxiliaire du crédit, mais comme un véri-

table instrument de crédit, efficace, souple, et réalisable sans frais. Ces qualités, jointes au but hautement moral de l'assurance sur la vie : la protection de la famille, en font le contrat le plus complet qui existe, le contrat indispensable qui doit figurer dans tout budget, si modeste soit-il.

Vu : le Président de la thèse,
PICARD.

Vu : le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris

S. CHARLÉTY:

BIBLIOGRAPHIE

- ANCEY et SICOT. — La loi sur le contrat d'assurance.
- ANDRONESCO-GHIKA. — Actions qui peuvent être exercées contre le tiers bénéficiaire.
- BALLEYDIER et CAPITANT. — Livre du Centenaire.
- COLIN et CAPITANT. — Droit civil, 5^e éd.
- COSMAO-DUMANOIR : De l'assurance-vie dans ses rapports avec le patrimoine de l'assuré.
- DE COURCY. — Précis de l'assurance sur la vie.
- COUTEAU. — Traité des assurances sur la vie.
- DUBOIS. — Du bénéfice de l'assurance sur la vie.
- DUPUICH. — L'assurance-vie, 2^e éd.
- GODARD. — Rapport sur le projet de loi sur le contrat d'assurance.
- DE LA JAILLE. — Cours 1934 à l'Ecole Polytechnique d'assurances.
- JULLIOT DE LA MORANDIÈRE. — De la réserve mathématique des primes.
- LEFORT. — Nouveau Traité de l'assurance sur la vie.
- LYON-CAEN. — Rapport 1904 sur le projet de loi sur le contrat d'assurance.
- MAUREL. — De l'attribution du bénéfice.

* * *

- Dalloz périodique.*
- Journal des assurances.*
- Moniteur des assurances.*
- Revue du Recueil Sirey.*
- Revue critique de législation et de jurisprudence.*
- Revue générale des assurances terrestres.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — <i>Qualités et conditions à réunir pour pouvoir emprunter sur mise en garantie de la police</i>	9
A. Le contractant	9
B. Le bénéficiaire	13
CHAPITRE II. — <i>Quelles polices peuvent être utilisées comme garantie d'un prêt</i>	18
A. Assurance en cas de vie	18
B. Assurance en cas de décès	19
C. Assurance mixte	22
CHAPITRE III. — <i>Jusqu'à concurrence de quelle somme peut-on emprunter sur une police</i>	26
A. Prêts sur le capital	26
B. Prêts sur la valeur de rachat	28
CHAPITRE IV. — <i>Des trois moyens de remettre une police en garantie (Définitions, droits des autres créanciers, conditions de fond et de forme)</i>	35
A. Transfert de la propriété de la police	36
B. Attribution du bénéfice de l'assurance	39
C. Nantissement du bénéfice de l'assurance.....	59
CHAPITRE V. — <i>Comment le créancier peut-il réaliser sa garantie...</i>	68
A. Le créancier veut exercer ses droits sur le capital assuré ..	68
B. Le créancier demande le versement immédiat de la valeur de rachat	69
CHAPITRE VI. — <i>Le créancier peut-il contraindre son débiteur à maintenir l'assurance par le paiement régulier des primes, malgré le principe du paiement facultatif des primes d'assurance sur la vie</i>	75
A. Principe du paiement facultatif des primes	75

B. La prime unique (Loi du 5 décembre 1922. Habitations à bon marché)	77
C. Validité de l'engagement de payer les primes	80
CHAPITRE VII. — <i>Les avances sur polices par l'assureur sont-elles des prêts ou des paiements acomptes</i>	88
A. Théorie du prêt à intérêts	88
B. Théorie du paiement acompte	101
1 ^o Premier intérêt de la question — cas de faillite de l'assureur	101
2 ^o Deuxième intérêt de la question : ses répercussions sur la clause de « rachat d'office »	104
CHAPITRE VIII. — <i>Risques courus par le créancier gagiste, bénéficiaire ou propriétaire de la police, du fait des limitations de garantie contenues dans le contrat</i>	108
A. Décès de l'assuré par le fait du bénéficiaire	109
B. Suicide de l'assuré	116
C. Voyages à l'étranger	119
D. Risques d'aviation et de service militaire	121
E. Risques de guerre	122
F. Risques divers	123
CHAPITRE IX. — <i>Risques courus par le créancier du fait des nullités qui peuvent frapper le contrat d'assurance sur la vie (articles 21, 22, 57, 58, 59 et 81 de la loi du 13 juillet 1930)</i>	124
A. Réticences ou fausses déclarations de mauvaise foi	124
B. Réticences ou fausses déclarations sans mauvaise foi établie	127
C. Défaut de consentement de l'assuré	136
D. Assurance des mineurs de moins de 12 ans, des aliénés et des interdits	138
E. Assurance souscrite sur la tête de certains incapables	140
F. Erreur sur l'âge de l'assuré	142
CONCLUSION	145

